

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**L'École de Mécanique de la Marine (ESMA) :
Témoin des luttes de mémoires en Argentine**

par
Marie-Christine Dugal

Département d'Histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès arts (M.A.)
en Histoire

août 2008



©Marie-Christine Dugal, 2008

Université de Montréal

Ce mémoire intitulé

**L'École de Mécanique de la Marine (ESMA) :
Témoin des luttes de mémoires en Argentine**

par
Marie-Christine Dugal

a été évalué par le jury suivant:

président-rapporteur: Claude Morin

directrice: Cynthia Milton

membre jury: José Del Pozo (UQAM)

mémoire accepté le 12 mai 2009

Résumé

Cette dissertation porte sur les mémoires de la dernière dictature en Argentine (1976-1983) et sur un lieu de mémoire qu'elle a contribué à produire, l'École de Mécanique de la Marine (ESMA). Fondée en 1924, l'institution a été créée sur des terres que la municipalité de Buenos Aires avait cédées au Ministère de la Marine. Entre 1976 et 1983, elle a abrité l'un des plus importants camps de concentration de la dictature militaire. À partir de l'étude de sources variées comprenant le rapport de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP) intitulé *Nunca Más*, *El Diario del Juicio*, des œuvres d'art, des plans du Casino de Oficiales et des écrits produits par des hommes qui ont participé à la répression et l'ont défendue, nous tenterons de comprendre de quelle manière ce lieu situé au cœur de la capitale argentine, incarne les différentes luttes de mémoire qui ont eu lieu dans l'Argentine d'après 1976.

Le premier chapitre de ce mémoire s'attarde à la matérialité de l'ESMA : l'histoire du lieu, les changements qu'il a connus depuis 1976, les luttes pour son appropriation et pour son utilisation. Ces différents aspects expriment des tensions entre deux symboles contradictoires qu'on a voulu faire porter à l'ESMA : celui de représentation éloquente du terrorisme d'État et celui de la fierté et du prestige de la Marine argentine. Dans le deuxième chapitre, nous verrons comment les forces armées ont interprété la dictature et comment cette interprétation s'est inscrite dans les luttes de mémoires liés à l'ESMA. Finalement, nous nous intéresserons au lieu de mémoire qu'est aujourd'hui devenue l'ESMA. Considérée d'abord comme une des représentations les plus éloquents du terrorisme d'État, l'institution a pu redevenir un symbole « positif » dans les dernières années grâce à la lutte contre les violations des droits de l'homme et l'impunité qu'y ont menée différents groupes et individus.

Mots clés : Argentine; dictature (1976-1983); École de Mécanique de la Marine; ESMA; mémoires ; luttes de mémoires.

Abstract

This thesis is about the memories of the last dictatorship in Argentina (1976-1983) and a “lieu de mémoire” that it contributed to create, the Navy School of Mechanics (ESMA). Founded in 1924, the institution was built on a land the Municipality of Buenos Aires had ceded to the Ministry of the Navy. Between 1976 and 1983, it hosted one of the most important concentration camps of the military dictatorship. By studying diversified sources such as the Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP) report called *Nunca Más*, *El Diario del Juicio*, art work, maps of the Casino de Oficiales, declarations and documents written by men who participated in the repression and promoted it, we will try to understand how that site, located in the heart of the Argentinean capital, embodies memory struggles that occurred in Argentina since 1976.

The first chapter will concentrate on the materiality of the ESMA, its history, the physical changes that have transformed it since 1976 and the dissension about its use since then. These different aspects express the tensions between two contradictory meanings people gave to the ESMA: the eloquent representation of state terrorism and the symbol of prestige and pride of the Argentinean Navy. In the second chapter, we will see how the military interpretation of the dictatorship evolved since 1976 and how it inscribed itself in the memory struggles related to the ESMA. Finally, we will study the memory site that has become the Navy School of Mechanics today. From eloquent symbol of state terrorism, the institution has developed into a “positive” symbol in the last years, thanks to the battle against human rights violations and impunity groups and individuals have fought there.

Keywords: Argentina; dictatorship (1976-1983); Navy School of Mechanics; ESMA; memories; memory struggles.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT.....	iv
REMERCIEMENTS.....	v
TABLE DES MATIÈRES.....	vi
INTRODUCTION.....	1
I. QUESTIONS DE RECHERCHE.....	6
II. CADRE THÉORIQUE.....	7
2.1. Mémoires et luttes de mémoires.....	7
2.2. Lieux de mémoire, matérialité et monuments.....	10
2.3. Histoire et mémoire.....	14
III. SOURCES ET PRÉSENTATION DU MÉMOIRE.....	15
IV. CONTEXTE HISTORIQUE.....	19
CHAPITRE I.	
MATÉRIALITÉ, TERRITORIALITÉ, MÉMOIRE ET HISTOIRE...	28
Introduction.....	28
I. MATÉRIALITÉ DE L'ESMA	31
1.1. Description de la propriété.....	31
1.2. Description du camp de concentration.....	33
1.3. Transformation physique du Casino de Oficiales.....	42
II. UTILISATION DE L'ESPACE ET OCCUPATION DU	
TERRITOIRE.....	45
2.1. Maintien des activités.....	45
2.2. Usage contesté du terrain de l'ESMA.....	46
2.3. Destruction annoncée de l'ESMA.....	47
2.4. Lutte pour la création d'un musée.....	48
2.5. La rétrocession de l'ESMA et la Marine.....	50
III. TRANSFORMATION DE L'ESMA.....	52
Conclusion.....	54

CHAPITRE II.	
L'INTERPRÉTATION MILITAIRE DU PASSÉ.....	56
Introduction.....	56
I. MASSERA ET L'ESMA.....	58
II. LA GUERRE JUSTE CONTRE LA SUBVERSION.....	62
2.1. Plaidoyer d'Emilio Massera au procès aux juntas militaires.....	62
2.2. Une interprétation partagée.....	66
2.3. La guerre et la « teoría de los dos demonios ».....	68
III. REMISES EN QUESTION CHEZ LES MILITAIRES.....	71
3.1. À propos des « excès » et des « erreurs ».....	71
3.2. Des généraux se prononcent.....	72
3.3. Ruptures dans le discours ?.....	74
Conclusion.....	76
CHAPITRE III.	
CRÉATION D'UN LIEU DE MÉMOIRE.....	78
Introduction.....	78
I. ASSOCIATION, DANS L'ESPACE PUBLIC, DE L'ESMA ET DE L'HORREUR DE LA DICTATURE.....	80
1.1. Presse clandestine et dénonciations publiques.....	80
1.2. Couverture médiatique internationale.....	82
1.3. La CONADEP et le procès aux juntas militaires.....	86
1.4. L'«effet Scilingo ».....	89
II. RECONNAISSANCE D'UN SYMBOLE DU TERRORISME D'ÉTAT.....	92
2.1. Manifestations à l'ESMA.....	92
2.2. Représentations artistiques du symbole.....	96
2.2.1. Arts plastiques.....	96
2.2.2. ESMA : El día del Juicio.....	99
2.3. Création d'un Musée Nunca Más.....	100
2.3.1. Brève histoire du musée.....	100
2.3.2. Pourquoi l'ESMA ?.....	102
2.3.3. Limites de l'emblème créé.....	104
2.3.4. Quelles mémoires transmettre ?.....	106

Conclusion.....	110
CONCLUSION.....	112
ANNEXES.....	119
BIBLIOGRAPHIE.....	123

Remerciements

Je remercie les personnes suivantes pour leur soutien, leurs conseils, leurs corrections, leurs suggestions et leurs bonnes idées : Cynthia Milton, ma directrice de maîtrise, Jocelyne Dansereau, ma mère, Michel Dugal, mon père, Mélanie Létourneau, Philippe Turenne, Julie Mayrand, Christine Comeau, mes ami(e)s et Jonathan Harmon, mon ami.

Muchas gracias a Elizabeth Jelin del Instituto de Desarrollo Económico y Social (IDES) en Buenos Aires por haberme permitido participar en las reuniones del Núcleo Memoria y aprovechar la riqueza de la biblioteca del Instituto durante mi estadía en Argentina. Agradezco a Máximo Badaró por sus comentarios sobre mi proyecto de trabajo.

Silvina Segundo y todo el equipo de Memoria Abierta contribuyeron a la creación de mis mejores recuerdos de Argentina. Día tras día, Silvina me acogió en el archivo oral con cariño, sonrisas y interés por lo que buscaba aunque no era tan claro todavía. Fue una ayuda imprescindible en la elección de testimonios y en la comprensión de ellos. Un abrazo grande.

Mon séjour de recherche en Argentine a été rendu possible par l'octroi d'une bourse du Ministère des Sports et de l'Éducation du Québec remise par la Maison internationale de l'Université de Montréal.

Adorno en Dialéctica negativa (1966)
trazó “un nuevo imperativo categórico : pensar y actuar de modo que Auschwitz no se repita, que no ocurra nada parecido”. Ocurrió Esma. Nada de lo sucedido, nada de lo juzgado nos ha hecho más sabios, tampoco más profundos o mejores. Ni siquiera sentimos nuestra fragilidad al pasar frente a Esma, fábrica de desaparecidos.

Claudio Martyniuk,
ESMA : Fenomenología de la desaparición.

Ce mémoire intitulé :

**L'École de Mécanique de la Marine (ESMA) :
Témoin des luttes de mémoires en Argentine**

Présenté par :
Marie-Christine Dugal

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Claude Morin
président-rapporteur

Cynthia E. Milton
directrice de recherche

José del Pozo
membre du jury

Introduction

À partir de 1930, l'Argentine fut marquée par des coups d'État à répétition. Protéger les valeurs profondes de la société et veiller à rétablir l'ordre lorsqu'il basculait, telles étaient les missions dont se sentaient investies les forces armées. Leur présence en République argentine était hégémonique¹. Entre conservatisme, radicalisme et péronisme (à partir de 1943)², les régimes démocratiques ont dirigé les destinées de la nation avec la pression incessante d'un renversement possible³. Malgré cette alternance constante entre démocratie et dictature, le putsch de 1976 marqua une rupture dans l'histoire argentine. Le régime autoritaire qui s'installa alors se distingua surtout par son utilisation systématique de la violence et la disparition et l'extermination de milliers d'Argentins.

S'il est difficile de comprendre une telle démesure dans l'horreur et la violence, il est possible d'en expliquer le contexte historique et politique. Selon Sandra McGee Deutsh et Ronald Dolkart, la naissance de la droite argentine au début du 20^e siècle était liée à la peur de l'élite de voir la structure hiérarchique de la société remise en question par les couches populaires⁴. « *The more immediate cause of the formation of a rightist movement was the labor unrest of the second decade of the*

¹ Alain Rouquié soutient que : « La propension des militaires à s'installer à la Maison-Rose, siège de l'exécutif, mérite d'être signalée : sur les seize présidents qu'a connus l'Argentine [entre 1930 et 1973], onze étaient militaires. Plus singulier encore est le fait que seuls deux présidents élus ont gardé le pouvoir jusqu'au terme de leur mandat légal : ils étaient tous deux généraux et n'auraient vraisemblablement jamais été portés à la présidence sans un coup d'État opportun leur donnant les ressources politiques nécessaires pour accéder, avec l'appui de l'armée, à la plus haute magistrature. » Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982, p.333.

² En 1955, Juan Perón quitte le pouvoir devant la menace des militaires. Cette décision se voulant une stratégie pour amener les masses à contester son départ et le soutenir face aux militaires, elle n'aura pas les effets escomptés. Perón devra partir en exil. Le péronisme sera interdit jusqu'en 1973. Voir entre autres : Luis Alberto Romero, *A History of Argentina in the Twentieth Century*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2006, p.129.

³ Alain Rouquié explique que dans le système politique argentin (précédant la dictature de 1976-1983), les sphères militaire et civile n'évoluent pas en vases clos. Plutôt une interdépendance s'est développée entre elles : certains partis politiques demandent l'intervention des militaires et ces derniers recherchent l'appui des civils pour accroître leur influence au sein du « parti militaire » divisé par des luttes intestines. « Loin de provoquer une union sacrée de la classe politique ou des forces sociales organisées pour défendre les institutions démocratiques, tout soulèvement militaire obtient immédiatement l'appui, public ou non, de l'opposition aux détenteurs du pouvoir. » Alain Rouquié, *L'État militaire...*, p.336.

⁴ Sandra McGee Deutsh et Ronald H. Dolkart, « Introduction » dans *The Argentine Right: Its History and Intellectual Origins, 1910 to the Present*, Wilmington, Scholarly Resources Inc., 1993, xiii-xix.

twentieth century. The right organized in response to lower-class demands for a more equitable distribution of wealth and power »⁵. À un contexte national marqué par la crainte de voir la gauche bouleverser l'ordre social se greffa celui de la guerre froide à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. C'est dans ce contexte qu'à la fin des années 1950, un groupe de militaires de droite s'aligna aux politiques états-uniennes face à la menace communiste⁶. Graduellement, l'enseignement de techniques contre insurrectionnelles devint plus important au sein des forces armées. En 1969, sous la dictature d'Onganía (1966-1970), les ouvriers et les étudiants en grève à Córdoba furent réprimés dans le sang⁷. Avec la naissance des mouvements guérilleros au début des années 1970, la lutte contre les révolutionnaires qui s'inspiraient du péronisme (associé au communisme) et les autres « subversifs » de gauche devint la principale activité de l'Armée.

Suite au décès de Perón en 1974, sa veuve Isabel lui succéda. Elle gouverna sous l'emprise de López Rega qui contribua au glissement du péronisme officiel vers la droite. C'est sous son influence que fut créée l'Alliance Anticommuniste Argentine (la Triple A)⁸. Tentant de remédier à une crise économique intenable et une instabilité politique croissante, Isabel Perón mit en place des politiques conservatrices et répressives⁹. Dès 1975, elle enjoignit l'Armée à lancer « Operación Independencia » contre l'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP), un mouvement révolutionnaire d'inspiration trotskyste-guévariste, qui menait alors une campagne dans la province de Tucumán¹⁰. Dans un prélude aux méthodes répressives de la dictature à venir, les militaires ne cibèrent pas exclusivement les guérilleros. Ils s'en prirent à tous les

⁵ Ibid, p.xv.

⁶ Charles Lancha soutient que ce premier alignement se produit en 1956. Voir Charles Lancha, *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2003, p.239.

⁷ Ce qui a été appelé le Cordobazo fit 20 morts et des centaines de blessés. Voir Martín Edwin Anderson, *Dossier Secreto : Argentina's Desaparecidos and the Myth of the "Dirty War"*, Boulder, Westview Press, 1993, p.58.

⁸ Lors des élections démocratiques en 1973, le péronisme cesse d'être banni. Le candidat péroniste Héctor Cámpora est alors élu. Perón revient d'exil et le remplace à la présidence de l'Argentine. Charles Lancha, *Histoire...*, p. 243. La Triple A fut créée le 21 novembre 1973. Voir par exemple : Alberto Amato, « La Triple A, el embrión que alumbró el terrorismo de Estado en la Argentina », *Clarín X*, 14 janvier 2007.

⁹ Charles Lancha, *Histoire...*, p. 243.

¹⁰ Thomas Wright, *State Terrorism in Latin America: Chile, Argentina and International Human Rights*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2007, p.99.

sympathisants de gauche, les enlevèrent et les séquestrèrent dans des endroits secrets où ils furent torturés et éliminés¹¹.

Avec le coup d'État de 1976, ces méthodes furent généralisées à tout le pays. Militants de gauche, catéchistes, guérilleros, syndicalistes, intellectuels, étudiants et leurs proches furent tous considérés comme des subversifs¹². Enlevées dans la rue, à leur domicile ou à leur travail, les victimes furent conduites dans des centres clandestins de détention où la torture était systématique et où elles connurent, pour la plupart, les derniers jours de leur vie¹³. Durant cette dictature caractérisée par l'arbitraire et la clandestinité, des centaines de camps de détention illégaux furent créés dans des dépendances militaires, des postes de police, des maisons, des garages¹⁴. Agissant hors de tout cadre légal, les militaires provoquèrent la disparition de milliers de personnes¹⁵. Face aux demandes des proches des victimes qui entreprirent des recherches pour retracer ces dernières, ils se turent ou insinuèrent leur départ volontaire du pays¹⁶.

À l'époque même où sévissait la dictature, les représentations qu'on en fit émergèrent¹⁷. D'un côté, la version des militaires que la propagande et la censure transformèrent en « histoire officielle ». Le discours de ceux qui dirigeaient le pays et de ceux qui étaient sous leurs ordres reposait sur l'argument fondamental que le pays était en guerre. La menace terroriste l'avait déstabilisé et avait menacé ses valeurs profondes. C'est ainsi que la première junte de la dictature, formée par les commandants des trois armes, le général Jorge Rafael Videla, l'amiral Emilio Eduardo Massera et le brigadier général Orlando Ramón Agosti, justifia sa prise du

¹¹ *Ibid.*

¹² Voir entre autres : CONADEP, *Nunca Más...*, p.300 et Thomas Wright, *State Terrorism...*, p.99.

¹³ CONADEP, *Nunca Más...*, p.34.

¹⁴ *Ibid.*, p.63.

¹⁵ Les organismes de défense des droits humains parlent de 30 000 *desaparecidos*. C'est le nombre qu'on voit partout : dans les manifestations, dans les graffitis sur les murs des édifices à Buenos Aires et dans la littérature. Voir entre autres : Elizabeth Jelin et Susana Kaufman, « Layers of memories. Twenty years after in Argentina. » dans T.G. Ashplant *et al.*, *The Politics of War Memory and Commemorations*, Londres, New York, Routledge, 2000, p.89. La Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP) a pu documenter la disparition de 8 960 personnes. CONADEP, *Nunca Más...*, p.20.

¹⁶ Charles Lancha, *Histoire...*, p. 288.

¹⁷ Elizabeth Jelin, « La conflictiva y nunca acabada mirada sobre el pasado » dans Marina Franco et Florencia Levín, dir. *Historia reciente : Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007, p.319.

pouvoir. En faisant du Processus de Réorganisation Nationale¹⁸ une guerre contre la subversion, la junte a tout de suite donné à la guérilla une importance qu'elle n'avait pas. Avant même que les militaires n'aient pris le pouvoir, les mouvements révolutionnaires armés étaient déjà affaiblis. À leur apogée en 1974-1975, ils ne comptaient pas plus de 2000 membres dont 400 ont accès à des armes¹⁹. Moins de 100 jours après le coup d'État, l'ERP n'existait plus et en novembre 1976, l'écrivain et journaliste Rodolfo Walsh appelait ses camarades Montoneros à accepter la défaite militaire²⁰.

Néanmoins, la récurrence du thème de la « guerre à la subversion » s'observe tout au long de la dictature²¹. Avec le retour à la démocratie, cette interprétation perdura et contribua entre autres à l'élaboration de la « teoría de los dos demonios » qui présente généralement la période de la dictature comme un affrontement entre deux démons incarnés respectivement par les révolutionnaires et les réactionnaires²².

Parallèlement à la rhétorique belliqueuse des militaires, une autre interprétation de la dictature vit le jour : celle qui l'associait à la barbarie et aux violations des droits de la personne. Le contexte de violence politique générée par l'action des groupes paramilitaires de droite (comme la Triple A) et celle des guérillas de gauche contribua à la consolidation, au milieu des années 1970, du mouvement de défense des droits de la personne²³. La violence répressive dont fit usage le régime qui s'installa en 1976 permit à ce mouvement de développer ses champs d'expertise : soutien aux victimes et à leurs proches, circulation de l'information pour contrer la

¹⁸ C'est ainsi que les militaires appellent la période dans laquelle est entrée l'Argentine avec leur prise du pouvoir.

¹⁹ Marguerite Feitlowitz, *A lexicon of terror: Argentina and the legacies of torture*, New York; Oxford: Oxford Univ. Press, 1998, p.6. Dans *Nada más que la verdad: El juicio a las Juntas*, Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky parlent de 1300 guerilleros en 1975. Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más que la verdad: El juicio a las Juntas*, Buenos Aires, Planeta, Espejo de la Argentina, 1995, p.359.

²⁰ Martin Edwin Anderson, *Dossier Secreto: Argentina's Desaparecidos and the myth of the "Dirty War"*, Boulder, Westview Press, 1993, p.207.

²¹ Voir entre autres : Federico Lorenz, « ¿De quién es el 24 de marzo ? Las luchas por la memoria del golpe de 1976 » dans Elizabeth Jelin, dir. *Las conmemoraciones : las disputas en las fechas « infelices »*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2002, 53-100.

²² Massimo Modonesi, « El bosque y los arboles. Reflexiones sobre el estudio del movimiento socialista y comunista en América Latina », dans Elvira Concheiro, Massimo Modonesi et Horacio Gutiérrez Crespo, *El comunismo : Otras miradas desde América Latina*. UNAM, Mexico, 2007, p.56

²³ Elizabeth Jelin et Susana Kaufman, « Layers of... », p.90.

censure qui empêche la connaissance de l'ampleur de l'horreur, condamnation publique de la dictature²⁴. Leurs premières revendications émanèrent du besoin de connaître le sort que subissaient les victimes. L'importance de la quête de vérité dans la lutte menée par ces organismes participa à la construction d'un récit alternatif à celui élaboré par les militaires. Empruntons ici à Elizabeth Jelin et Susana Kaufman la clarté de leur propos :

« There was a clear recognition of the significance of truth in the process of redress of human rights violations. In this process of searching for the truth, the human rights organizations and their international support network were able to shift the interpretation of what was going on from the military definition as an « anti-subversive war », to a framework of « human rights violations », a shift that later allowed the introduction of a juridical dimension into political life »²⁵.

À la demande de vérité, vint plus tard s'ajouter celle de la justice. Revendiquée à partir de 1981 par les Madres de Plaza de Mayo, Abuelas de Plaza de Mayo, SERPAJ et Familiares, c'est tout le mouvement des droits de la personne qui la réclamait à la fin de la dictature²⁶. Dès lors, les deux exigences (vérité et justice) n'en formèrent plus qu'une, jointes l'une à l'autre dans un même combat.

Ces récits de la dictature, qui la justifiaient ou la condamnaient, occupèrent la sphère publique argentine pendant nombre d'années. Ils représentaient les deux tendances générales des mémoires de cette époque et formaient des sortes de cadres dans lesquels s'insérèrent différents récits individuels ou collectifs²⁷. Loin de nous, toutefois, l'idée de les dépeindre comme des interprétations monolithiques ou figées dans le temps. Il s'agit plutôt de deux mouvements assez larges au sein desquels se regroupèrent différents groupes, qui conservaient toutefois leur indépendance les uns par rapport aux autres. La confrontation de ces deux mémoires, en filigrane ou de manière plus explicite, constitue la trame de fond de cette dissertation.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Elizabeth Jelin, « La política de la memoria : el movimiento de derechos humanos y la construcción democrática en la Argentina », dans Carlos Acuña et al., *Juicio Castigos y Memorias : Derechos humanos en la política argentina*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1995, p.120.

²⁷ Pour Steve Stern, ces cadres de références sont des « mémoires emblématiques ». Steve J. Stern, *Remembering Pinochet's Chile: on the eve of London, 1998*. Durham, N.C., Duke University Press, 2004.

Dans la section qui suit, nous exposerons avec plus de détails notre projet de recherche et les questions qui auront guidé notre réflexion. Le cadre théorique dans lequel elle s'inscrit sera par la suite expliqué. Nous y définirons la mémoire et les luttes de mémoires, traiterons des lieux qui les incarnent et jugerons de la pertinence de les étudier dans le cadre de la discipline historique. Subséquemment, nous présenterons les sources analysées dans ce mémoire et exposerons l'organisation des trois chapitres qui le composent. Nous préciserons finalement le contexte historique dans lequel ont évolué les mémoires de la dictature depuis 1976.

I. *Questions de recherche*

Cette dissertation porte sur les mémoires de la dernière dictature en Argentine (1976-1983) et sur un lieu de mémoire qu'elle a contribué à produire, l'École de Mécanique de la Marine (ESMA). Fondée en 1924, l'institution a été créée sur des terres que la municipalité de Buenos Aires avait cédées au Ministère de la Marine. La cession du terrain d'une superficie de quatorze hectares et demi s'accompagnait alors d'une contrainte : la mission première du lieu, qui en était une d'éducation, ne devrait en aucun cas être détournée. Dans l'éventualité du non-respect de cette condition, la propriété serait rétrocédée à la municipalité sans compensation pour les bâtiments qui y auraient été érigés²⁸.

Entre 1976 et 1983, l'ESMA a abrité l'un des plus importants camps de concentration de la dictature militaire. À partir des registres auxquels ont eu accès certains *detenidos-desaparecidos* de l'ESMA, il a été établi que 5000 personnes y ont été séquestrées et que la majorité d'entre elles ont été éliminées²⁹. Pour la Marine qui l'a dirigée pendant près de 80 ans, l'ESMA, située dans un riche quartier de la capitale argentine, constituait un symbole de fierté et de prestige. Mais en 2004, l'institution passait sous le contrôle conjoint de la ville de Buenos Aires (GCBA) et du Pouvoir Exécutif National (PEN). En collaboration avec des organismes de

²⁸ Instituto Histórico de la Ciudad de Buenos Aires cité par Marcelo Brodsky dans *Memoria en construcción : El debate sobre ESMA*, Buenos Aires, La Marca Editora, 2005, p.47.

²⁹ CONADEP, *Nunca Más...*, p.141.

défense des droits de la personne, il était alors convenu de transformer la propriété en « Espace pour la Mémoire et la Défense et la Promotion des Droits Humains »³⁰.

Mais pourquoi donc s'intéresser à l'ESMA au moment où tant de projecteurs semblent déjà l'éclairer? Sans doute parce que depuis le moment où il a été décidé que la propriété deviendrait un Espace pour la Mémoire en 2004, sa création imminente a donné lieu à une réflexion féconde quant aux mémoires que cet espace transmettrait, mais peu d'études se sont penchées sur les luttes de mémoires qui s'y étaient livrées dans le passé. Dans l'urgence de penser ce que deviendrait l'ESMA, on s'est légitimement demandé « [u]n espace pour la mémoire de quoi, pour la mémoire de qui? »³¹. La lutte de mémoires que cet événement a générée a donc eu lieu au sein d'un même « camp », celui qui condamnait le terrorisme d'État et qui souhaitait la transformation de l'ESMA en musée de la mémoire.

Mais qu'en était-il des autres luttes? Celles qui avaient opposé ce dernier « camp » à celui qui voulait toujours considérer l'ESMA comme un symbole de fierté? Celles qu'avaient menées les organismes de défense des droits de la personne contre l'interprétation selon laquelle la dictature était essentiellement une guerre contre la subversion ou une guerre entre « deux démons »? Nous nous proposons d'explorer ici les mémoires qui se sont associées à l'ESMA depuis 1976. Comment se sont-elles exprimées? Comment se sont-elles opposées? Quel rôle ont-elles joué dans l'évolution du lieu? Et que révèle l'histoire de l'ESMA sur elles? Autant de questions auront suscité et guidé la réflexion qui nous amène à produire ce mémoire.

II. *Cadre théorique*

2.1 *Mémoires et luttes de mémoires*

Conçues comme le sens ou les significations accordés à une expérience (et non son simple rappel)³², les mémoires sont malléables et elles se modifient sous l'effet de différents facteurs. Parmi ceux-ci, on compte les expériences vécues par

³⁰ Presidencia de la Nación, Secretaría General, *Acta de Ejecución del Acuerdo suscripto el 24 de Marzo de 2004 entre el Estado Nacional y la Ciudad Autónoma de Buenos Aires*, Buenos Aires, 2004.

³¹ Lettre de Bruno Groppo dans Marcelo Brodsky, *Memoria en...*, p.222.

³² Steve J. Stern, *Remembering Pinochet's Chile: on the eve of London, 1998*. Durham, N.C., Duke University Press, 2004.

ceux qui les portent, leur adhésion à certaines valeurs ou idéologies, leurs intérêts politiques, le développement de leurs connaissances, ou les gens qu'ils fréquentent³³. On peut donc les voir comme des édifices en perpétuelle construction, dont les plans varient et n'excluent pas une possible destruction. C'est ce qu'Elizabeth Jelin appelle le caractère non linéaire des mémoires³⁴.

Comme elles sont multiples, parfois même contradictoires, les mémoires se livrent de véritables luttes politiques³⁵. Parfois œuvrant contre l'oubli et le silence, parfois s'opposant à d'autres interprétations du passé, les mémoires sont défendues sur la place publique dans l'objectif qu'un plus grand nombre les partage. Elles luttent donc pour leur reconnaissance et dans un désir de primauté par rapport aux autres. Comme les trames narratives nationales tendent à être celles des vainqueurs, des mémoires alternatives sont construites et menacent, selon les mots d'Elizabeth Jelin, le « consensus national ».

Dans un contexte autoritaire, « l'histoire officielle », celle que défend le régime, peut difficilement être remise en question. À cause de la censure et de la répression qui le caractérisent, les versions alternatives sont, pour un temps, confinées au silence ou à la clandestinité³⁶. Au sein des dictatures militaires du Cône Sud, le récit dominant créé par les militaires qui se posent comme « sauveurs de la nation » distingue les « bons » des « méchants ».

La transition vers la démocratie permettra d'inverser les rôles dans l'histoire ou à tout le moins d'en contester fortement la légitimité. Les mémoires alternatives tuées par la censure, l'autocensure et la répression peuvent enfin être révélées au grand jour. Michael Pollak soutient qu'en pareil contexte, leur énonciation se réalise avec grande effervescence. Elles « occupent vite toute la scène culturelle, l'édition, les médias, le film et l'art pictural, en prouvant s'il en était besoin, le fossé qui sépare de fait la société civile de l'idéologie officielle d'un parti et d'un État prétendant à la

³³ Voir Elizabeth Jelin, *Los trabajos de la memoria*, Madrid, Siglo XXI de España Editores: Social Science Research Council, 2002 pour une discussion sur l'évolution des mémoires.

³⁴ Elizabeth Jelin, *Los trabajos ...*, 2002, p.14.

³⁵ Un chapitre complet dans *Los trabajos de la memoria* d'Elizabeth Jelin est consacré aux luttes politiques pour la mémoire « Las luchas políticas por la memoria », 39-62.

³⁶ Elizabeth Jelin, *Los trabajos ...*, p.41. Dans l'histoire qui nous occupe, les Mères de la Place de Mai ont toutefois pris la parole sur la place publique dans les années les plus noires de la dictature.

domination hégémonique »³⁷. Elizabeth Jelin souligne toutefois que l'ouverture démocratique ne génère pas nécessairement l'établissement d'une relation binaire opposant la version de l'ancien régime à celle de la société. Plutôt, un contexte d'ouverture permet à une quantité de récits élaborés par différents auteurs aux idées, aux ambitions et aux projets différents, de prendre place dans l'espace public³⁸.

Les auteurs de ces récits sont considérés par Pollak et Jelin comme des « entrepreneurs » de la mémoire³⁹. Ce sont eux qui permettent aux interprétations du passé d'investir la sphère publique et d'y demeurer. Pollak les classe en deux catégories : ceux qui créent les références sur lesquelles reposent les mémoires collectives et ceux qui veillent à leur respect⁴⁰. « Entrepreneurs » de mémoire ou porte-parole⁴¹, ces acteurs proposent, endossent et promeuvent des visions du passé qu'ils veulent voir prédominer. Avec l'augmentation de leur popularité au sein de la société, grandit leur influence politique et la possibilité de les voir agir sur le présent.

Les mémoires qui tendent ainsi à une certaine hégémonie sont considérées par Steve Stern comme des « mémoires emblématiques »⁴². Le désir de ceux qui les portent de les voir investir la sphère publique les distingue d'autres mémoires collectives et des mémoires individuelles. Mais leur résonance auprès de la population repose sur d'autres critères, tels que leur historicité (elles font référence à des moments perçus comme décisifs dans l'histoire), leur authenticité (les faits qu'elles relatent sont vérifiables et véridiques) et leur incarnation dans des référents sociaux convaincants qui accroît leur légitimité et leur crédibilité. Ces divers éléments dotent les représentations du passé d'un pouvoir attractif et les rendent significatives socialement.

Les repères sur lesquels se fondent les mémoires collectives (monuments, dates, coutumes, personnages historiques, paysages)⁴³ font parfois l'objet d'âpres disputes entre les différents « entrepreneurs » de mémoires. L'évolution de leur

³⁷ Michael Pollak, « Mémoire, oubli, silence » dans *Une identité blessée. Études de la sociologie et de l'histoire*, Paris, Métailié, 1993, p.20.

³⁸ Elizabeth Jelin, *Los trabajos...*, 2002, p.43.

³⁹ Michael Pollak, « Mémoire... », p.30 et Elizabeth Jelin, *Los trabajos...*, p.48.

⁴⁰ Michael Pollak, « Mémoire... », p.30.

⁴¹ C'est le terme que suggère Steve J. Stern, *Remembering...*, p.119.

⁴² Steve J. Stern, « Introduction to book one », dans *Remembering...*, 1-5.

⁴³ Michael Pollak, « Mémoire... », p.15.

signification à travers le temps, leur appropriation par différents « camps » permettent d'apprécier une manifestation concrète des luttes de mémoires. À ce sujet, les controverses entourant le sens du 11 septembre au Chili et les différentes significations qu'a portées le 24 mars en Argentine depuis 1976, sont éloquentes⁴⁴. De la même manière, la récupération de lieux qui ont été les théâtres d'activités répressives et leur transformation en musées ou en espaces commémoratifs impliquent un véritable combat de la part de ceux qui veulent rappeler et condamner ce qui s'y est passé⁴⁵. Le contrôle du destin de ces lieux devient ainsi l'enjeu pour lequel se mobilisent différents entrepreneurs de mémoire : ceux qui luttent contre l'oubli et ceux qui souhaitent l'engendrer. Parce qu'on les investit de certains sens, qu'on leur reconnaît une portée symbolique (qui pourra toujours être contestée), ces endroits ou espaces passent de simples lieux à « lieux de mémoire »⁴⁶.

2.2 *Lieux de mémoire, matérialité et monuments*

Pierre Nora est l'un des premiers historiens à avoir étudié la mémoire. En 1984, il faisait paraître le premier tome des *Lieux de mémoire*⁴⁷. En plus de désigner des endroits physiques qu'on peut toucher et voir tels des sites, des monuments ou des paysages, l'expression est, selon l'auteur « faite pour dégager la dimension symbolique, donc mémorielle, donc immatérielle »⁴⁸ des objets. Les lieux de mémoire ne se limitent pas aux seuls objets palpables, mais identifient aussi comme tels des commémorations, des devises, des dates, des représentations, des emblèmes,

⁴⁴ Elizabeth Jelin, *Las conmemoraciones : las disputas en las fechas « in-felices »*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2002.

⁴⁵ Pensons notamment à la Villa Grimaldi transformée en Parque de la Paz au Chili, à Robben Island en Afrique du Sud, aux anciens camps de concentration nazis transformés en musées.

⁴⁶ Pierre Nora. « Entre Mémoire et Histoire: La Problématique des Lieux » dans *Les lieux de mémoire, Vol 1: La République*. Paris, 1984, 23-43. Elizabeth Jelin et Victoria Langland parlent de certains « espaces » qui deviennent des « lieux ». « Las marcas territoriales como nexos entre pasado y presente » dans Jelin, Elizabeth et Victoria Langland, dir. *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2003, p.3.

⁴⁷ Pierre Nora. « Entre Mémoire... », 23-43.

⁴⁸ « Dossier La révolution des « Lieux de mémoire » : « Une histoire savante et populaire », *Le Monde*, entretien entre Pierre Lepage et Pierre Nora, Vendredi 5 février 1993, p.28.

des fêtes ou des chansons. Ils sont des systèmes de signes qui participent à la construction de la mémoire d'un groupe, à sa symbolique⁴⁹.

Pour Nora, les lieux de mémoire existent parce que les « milieux de mémoire » sont disparus avec l'avènement des sociétés modernes⁵⁰. Contrairement aux sociétés primitives qui intégraient à leur quotidien les techniques employées par leurs ancêtres, les sociétés modernes n'ont plus besoin de reproduire ces gestes. Elles ne « vivent » donc plus les mémoires et doivent en ce sens les représenter. Parce que les mémoires ne s'expriment pas dans la répétition des gestes ancestraux, il faut créer des lieux de mémoire pour se souvenir⁵¹. Cela sous-entend que les sociétés et les individus déposent leurs mémoires dans des lieux et ne les portent plus en eux.

À ce sujet, la réflexion de James E. Young sur les monuments est pertinente. Il suggère que dans l'érection de mémoriaux, nous nous déchargeons de notre obligation de nous souvenir. « Nourrissant l'illusion que nos édifices commémoratifs seront toujours là pour marquer le souvenir, nous en prenons congé pour n'y revenir que lorsque cela nous convient »⁵². Selon Pierre Nora, ils permettent « d'arrêter le temps, de bloquer le travail de l'oubli, de fixer un état des choses, d'immortaliser la mort, de matérialiser l'immatériel [...] pour enfermer le maximum de sens dans le minimum de signes »⁵³.

Contrairement à Pierre Nora, cependant, nous ne nous intéresserons ici qu'à des lieux de mémoire qui existent matériellement. Puisque cette dissertation porte sur un lieu physique, l'ESMA, une revue de la littérature produite au sujet des lieux, des monuments et des mémoriaux nous paraît nécessaire. L'espace public contient des objets matériels, des édifices, des monuments, des œuvres d'art, des installations créés dans le but de rappeler des événements, de commémorer des victoires ou des deuils ou afin de répondre à l'impératif de ne pas oublier l'horreur. Il renferme aussi des paysages naturels que des individus et des groupes chargent de sens. L'ensemble

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Pierre Nora. « Entre Mémoire... », p.23.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² James E. Young, « Écrire le monument : site, mémoire, critique », *Annales ESC*, mai-juin 1993, no.3, p.735.

⁵³ Pierre Nora. « Entre Mémoire... », p.38.

de ces objets construits et décors naturels porteurs de mémoires définit ce que Rudy Koshar appelle le « paysage mémorial » (*memory landscape*)⁵⁴.

Les objets du paysage mémorial peuvent revêtir plusieurs significations. Elles varient au gré du temps, des changements politiques et des luttes que se livrent les différentes mémoires ambiantes. L'histoire de Robben Island, l'ancienne prison sud-africaine, illustre bien les mouvances symboliques que connaissent certains lieux. Pendant trois siècles et demi, le lieu d'exclusion et de châtement des opposants au statu quo, Robben Island est depuis 1997 le Musée Robben Island⁵⁵. Aujourd'hui, l'île représente à la fois l'oppression raciste de l'époque d'Apartheid et la lutte triomphante des activistes qui l'ont combattu⁵⁶. Figure emblématique de ce combat, Nelson Mandela y a été fait prisonnier pendant 27 ans. Après l'avènement de la démocratie multiraciale, l'Afrique du Sud moderne créait des symboles à l'image de sa nouvelle identité en construction, fondée sur le respect des droits humains⁵⁷.

La relation entre les lieux ou des objets créés par des individus ou des groupes n'est pas unidirectionnelle. Les motivations qui sont à l'origine de leur création valent d'être étudiées, tout comme l'effet de leur existence sur les débats politiques ou sur les mémoires que partagent les gens. « *Memory is never shaped in a vacuum* »⁵⁸, écrit James E. Young. Les raisons qui poussent à ériger des monuments, aménager des lieux ou à reconnaître la valeur symbolique de ceux qui existent déjà sont multiples. Lié au rite entourant la mort, l'hommage à la mémoire des personnes décédées est sans doute à l'origine de l'érection de la majorité des monuments. Lorsqu'on assiste à une transition vers la démocratie, la matérialisation de la mémoire peut viser à honorer la lutte menée par les groupes et les individus qui combattaient le régime répressif déchu. Les commémorations peuvent également être pensées dans un double objectif : rendre hommage à ceux que ce régime a éliminés et réclamer que les crimes commis soient connus et punis. Ainsi, l'évocation des passés violents peut être

⁵⁴ Rudy Koshar, *From monuments to traces: artifacts of German memory, 1870-1990*, Berkeley, University of California Press, 2000, p.9.

⁵⁵ Site internet du Musée Robben Island : <http://www.robben-island.org.za/>.

⁵⁶ Harriet Deacon, « Museums, Memorials, and Public Memory » dans Sarah Nuttal and Carli Coetzee, dir. *Negotiating the Past : The Making of Memory in South Africa*, Cape Town, Oxford University Press, 1998, p.162.

⁵⁷ Harriet Deacon, « Museums ... », p.163.

⁵⁸ James Young, *The Texture of Memory*, New Haven and London, Yale University Press, 1993, p.2.

pensée comme un rempart contre la possibilité qu'ils ne se répètent. Alors, les leçons tirées du passé doivent devenir des principes d'action dans le présent. C'est ce que Tzvetan Todorov appelle « faire un usage exemplaire de la mémoire »⁵⁹. Young identifie d'autres intentions qui président à la création de mémoriaux : le besoin d'un gouvernement d'expliquer à la nation son propre passé pour expier un sentiment de culpabilité ou dans un désir d'autoglorification. Certains lieux sont aussi aménagés dans le but d'attirer des touristes⁶⁰. Finalement, parler du passé peut faire partie d'un projet de société : transmettre aux générations qui ne l'ont pas vécu, une interprétation de ce passé afin d'en faire une expérience partagée. Selon Young, « en créant des espaces communs pour la mémoire, les monuments propagent l'illusion de la mémoire commune »⁶¹. Suggérons qu'ainsi, ils participent aux « communautés imaginées » de Benedict Anderson⁶².

Quoique de précis desseins motivent la reconnaissance ou la création de lieux et d'objets de mémoire, les effets qu'ils génèrent ne peuvent être contrôlés. James Young soutient, en parlant des mémoriaux, qu'une fois construits, ils entrent dans leur « vie propre ». Lorsque créés à l'image des idéaux d'un État, les mémoriaux peuvent contribuer à remodeler ces idéaux à leur image⁶³. Dans une étude sur les représentations du passé dans la culture matérielle et visuelle de l'Afrique du Sud actuelle, Annie Coombes soutient qu'en plus de représenter les tensions présentes lors du passage à la démocratie, certaines œuvres ont également participé au processus de transformation lui-même⁶⁴. Malgré la constatation de cet effet, Coombes s'interroge néanmoins sur leur réception dans la population. Comment ces œuvres issues de l'art contemporain et sensées représenter le passé sont-elles perçues par la population ? Peuvent-elles adéquatement représenter la souffrance que provoquait le système de

⁵⁹ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995, p.22

⁶⁰ James Young, *The Texture...*, p.2.

⁶¹ *Ibid.*, p.6.

⁶² Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions de la Découverte, 2002.

⁶³ James Young, *The Texture...*, p.3.

⁶⁴ Annie E. Coombes, *History after apartheid: visual culture and public memory in a democratic South Africa*, Durham, Duke University Press, 2003, p.1.

racisme légalisé de l'Apartheid sans pour autant la reproduire ? Et réussiront-elles à agir contre l'amnésie des futures générations⁶⁵?

Les lieux de mémoires tels que les définit Pierre Nora peuvent être considérés comme des emblèmes connus et reconnus d'une société donnée. À l'image des mémoires emblématiques de Steve Stern, les groupes qui les reconnaissent comme symboles luttent parfois pour que leur portée symbolique s'étende à toute une collectivité, à une nation. S'ils peuvent contribuer à la cohésion sociale, comme le suggère Maurice Halbwachs⁶⁶, ils peuvent aussi favoriser le « caractère destructeur, uniformisant et opprimant » que Michael Pollack attribue à la mémoire collective nationale⁶⁷.

2.3 *Histoire et mémoire*

Si l'idée des lieux de mémoire tels que pensés par Pierre Nora nous paraît séduisante, il est plus difficile d'adhérer à l'opposition radicale qu'il établit entre la mémoire et l'histoire. La distinction entre les deux concepts est nécessaire et celle que l'historien propose est intéressante, sauf qu'elle occulte les liens qui pourraient exister entre eux.

« Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que des détails qui la confortent ; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, écrans, censures ou projections. L'histoire, parce qu'opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. »⁶⁸

À tant les opposer, Pierre Nora semble en faire des concepts qui n'ont rien en commun et qui, surtout, agissent en vase clos.

Plutôt que de présenter la mémoire et l'histoire dans une relation antagonique, Dominick LaCapra met, pour sa part, l'accent sur la complémentarité qui les unit. Il

⁶⁵ Annie E. Coombes, *History after...*, p.10.

⁶⁶ Maurice Halbwachs cité par Michael Pollak dans « Mémoire... », p.15.

⁶⁷ Michael Pollak dans « Mémoire... », p.18.

⁶⁸ Pierre Nora, « Entre Mémoire... », p.19.

ne confond pas les deux concepts pour autant⁶⁹. L'historien soutient que certains éléments sont propres à la mémoire, tandis que d'autres n'appartiennent qu'à l'histoire. La qualité d'un événement, l'intensité de la joie ou de la souffrance, les sentiments et les sensations associés à une expérience sont propres à la mémoire. D'un autre côté, les facteurs économiques, sociaux, écologiques et politiques appartiennent à l'histoire. « [L'histoire] teste la mémoire et idéalement permet l'émergence d'une mémoire plus exacte et une plus claire évaluation de ce qui est ou n'est pas d'ordre factuel dans le souvenir »⁷⁰. Elle a cette capacité de vérifier la véracité des faits relatés. À son tour, la mémoire est nécessaire pour déterminer ce qui dans l'histoire doit être conservé dans les traditions vivantes ou ce qui, au contraire, ne devrait jamais être répété. Mémoire et histoire se révèlent donc essentielles l'une à l'autre par les questionnements qu'elles suscitent l'une envers l'autre. Pour Elizabeth Jelin, l'historien, en tant que chercheur professionnel et citoyen, a le devoir de « corriger » les mémoires et de produire une connaissance critique qui puisse avoir un sens politique⁷¹.

C'est le caractère malléable et changeant des mémoires significatives socialement qui poussent les historiens à s'y intéresser. Parce que certaines de ces mémoires sont contestées dans l'arène publique, parce qu'elles sont soumises à toutes sortes d'influences, parce qu'elles s'enracinent parfois dans une société et en façonnent l'identité, il importe à la discipline historique de les répertorier. En outre, tel que le suggère Steve Stern, l'histoire des mémoires d'une société permet une compréhension plus intime (*heart and mind*) de celle-ci et de son passé⁷².

III. Sources

Les sources étudiées dans l'objectif de répondre aux questions précédemment exposées sont variées. La plus importante est sans doute celle qui est à l'origine de cette étude : l'École de Mécanique de la Marine. La propriété, dans sa matérialité,

⁶⁹ Dominick LaCapra, « Introduction » et « History and Memory: In the Shadow of the Holocaust » dans *History and memory after Auschwitz*, Ithaca et Londres, Cornell University of Press, 1998, 1-42.

⁷⁰ Dominick LaCapra, « Introduction », p.20.

⁷¹ Elizabeth Jelin, *Los trabajos...*, p.41.

⁷² Steve J. Stern, *Remembering...*, p. 3

avec tous les bâtiments qu'elle contient et plus spécifiquement celui qui a été transformé en camp de concentration pendant la dictature, le Casino de Oficiales.

L'auteur de ces lignes a pu visiter l'ESMA le 3 novembre 2006. À cette époque, la Marine occupait encore une partie de la propriété et une clôture la séparait de l'espace libéré pour l'Instituto Espacio por la Memoria. Il nous a été permis de prendre part à une visite du Casino de Oficiales et du pavillon principal grâce au Nucleo sobre la Memoria de l'Instituto de Desarrollo Económico y Social (IDES). Dans notre exploration de cette source matérielle, nous avons, de plus, pu consulter les différents plans du Casino de Oficiales produits par l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos qui nous ont été transmis par l'Archivo Nacional de la Memoria⁷³.

Plusieurs témoignages font également partie des sources analysées dans ce mémoire. La plupart d'entre eux sont des documents écrits. Certains ont été recueillis par des organismes de défense des droits de la personne et ont été publiés par la suite : ceux des trois femmes libérées de l'ESMA, Ana María Martí, María Alicia Milia de Pirlés et Sara Solarz de Osatinsky⁷⁴, celui de Víctor Basterra⁷⁵, détenu-disparu entre 1979 et 1983. D'autres ont été produits dans le cadre de la CONADEP et du procès aux juntas militaires et ont été cités dans le livre *Nunca Más* ou dans le *Diario del Juicio* : ceux de Carlos Muños, séquestré en 1978 et du père de Dagmar Hagelín, une jeune femme d'origine suédoise vue pour la dernière fois à l'ESMA. Certains témoignages sont aussi le fruit d'entreprises individuelles, des survivants de l'ESMA qui ont voulu partager leur expérience : Munú Actis, Miriam Lewin, Cristina Aldini, Liliana Gardella et Elisa Tokar ont publié *Ese Infierno : Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA* en 2004⁷⁶ et Susana Ramus a écrit *Sueños*

⁷³ Document *power point* préparé par la Asociación Ex Detenidos Desaparecidos. *Espacio para la Memoria* [cédérom]. Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría Derechos Humanos, 2006, 1cédérom.

⁷⁴ Ana María Martí et al., *ESMA "Traslados". Testimonios de tres liberadas*, Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora, Buenos Aires, 1995.

⁷⁵ Centro de Estudios Legales y Sociales. *Testimonio sobre el centro clandestino de detención de la Escuela de Mecánica de la Armada argentina (ESMA)*. Buenos Aires, Publicación del Centro de Estudios Legales y Sociales, 1984.

⁷⁶ Munú Actis et al., *Ese infierno : Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*, Buenos Aires, Altamira, 2006.

sobrevivientes de una Montonera (a pesar de la ESMA). Finalement, un témoignage provient d'une entrevue, celle qu'a accordée Alfred Ayala à l'organisme Memoria Abierta. Filmée, puis numérisée par le même organisme, nous avons pu en transcrire des extraits lors de notre visite dans leur bureaux. L'indéniable subjectivité de ces sources n'est pas un obstacle à leur utilisation dans le cadre de cette étude. Elle s'avère nécessaire, plutôt, à la compréhension du sens qu'accordent leurs auteurs à la dictature militaire. En ce qui a trait aux faits que ces témoignages évoquent, leur corroboration par d'autres témoignages nous ont permis de les considérer comme véridiques.

Nunca Más et *El Diario del Juicio* ne constituent pas des sources pertinentes uniquement pour les témoignages qu'ils contiennent. Ces deux ouvrages permettront aussi de comprendre l'importance publiquement accordée à l'ESMA comme camp de concentration. Différents articles de journaux produits par la presse clandestine argentine, recueillis par Horacio Verbitsky et publiés après la dictature dans *Rodolfo Walsh y la prensa clandestina*⁷⁷, et des articles dans des journaux ou des périodiques étrangers (*Le Monde*, et certains journaux mexicains⁷⁸) qui traitent des dénonciations émises à l'étranger et des cas de disparitions impliquant des ressortissants étrangers, seront consultés dans le même objectif. Différentes œuvres d'art : deux collages de León Ferrari⁷⁹, une installation de Marcelo Brodsky intitulée *Campos II*⁸⁰, le film documentaire *ESMA : El Día del Juicio*⁸¹ réalisé par Magdalena Ruiz Guiñazu et Walter Goobar laisseront à leur tour voir la place qu'a occupée le lieu sur la scène culturelle.

⁷⁷ Horacio Verbitsky, *Rodolfo Walsh y la prensa clandestina, 1976-1978*, Buenos Aires, Ediciones de la Urraca, 1985.

⁷⁸ Nous avons eu accès à la *Colección Puiggrós* qui contient des articles de journaux mexicains portant sur la dictature en Argentine. Intellectuel de gauche né en Argentine, Rodolfo José Puiggrós s'est exilé au Mexique en 1974. Pendant la dictature, il rassembla différents articles de la presse mexicaine qui portait sur la dictature. Voir www.elorbita.org/puiggrós.html. Les trois journaux qui seront cités dans ce mémoire sont les suivants : *Uno Más Uno*, *El Día* et *Excelsior*. *Colección Puiggrós*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

⁷⁹ L'un des collages se trouvent dans Marcelo Brodsky, *Memoria...*p.120.

⁸⁰ Marcelo Brodsky, *Nexo: Un ensayo fotográfico*, Buenos Aires, La Marca Editora, Centro Cultural Recoleta, 2001.

⁸¹ Magdalena Ruiz Guiñazu et Walter Goobar, *ESMA : El Día del Juicio*, Argentine, 1998.

Afin de saisir l'interprétation militaire de la dictature dans toute sa complexité, nous analyserons le plaidoyer livré par Emilio Massera lors du procès aux juntas militaires, *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*⁸² de Ramón Diaz Bessone et la préface de *In Memoriam*⁸³ du même auteur, *La Otra campana del Nunca Más*⁸⁴ de Miguel Etchecolatz et les confessions d'Adolfo Scilingo parues dans *El Vuelo*⁸⁵ d'Horacio Verbitsky et dans *¡Por siempre Nunca Más!*⁸⁶ écrit par Scilingo lui-même.

Pour pouvoir rendre compte des différentes mémoires qu'on a voulu faire porter à l'ESMA depuis 1976, nous analyserons les sources mentionnées en tentant d'en extraire le sens que leurs auteurs ont donné à la dictature et celui qu'ils voyaient émaner de l'École de Mécanique de la Marine. Nous tenterons également de voir comment ces différentes sources ont participé à la construction des mémoires en jeu et comment elles les ont révélées. Afin d'y parvenir, nous porterons notre attention sur les faits qu'auront choisi d'évoquer les auteurs des sources et sur leur manière de le faire.

Le premier chapitre de ce mémoire tentera de saisir comment la matérialité du lieu, son histoire, les changements qu'il a connus depuis 1976, les luttes pour son appropriation, pour l'occupation de son territoire, expriment des tensions entre deux symboles contradictoires qu'on a voulu faire porter à l'ESMA : celui de représentation éloquente du terrorisme d'État et celui de la fierté et du prestige de la Marine argentine. Nous verrons comment la possibilité de décrire le Casino de Oficiales provient de cette volonté de condamner la dictature et de révéler les violations des droits de la personne. Partant de ses descriptions, nous découvrirons la contre-mémoire⁸⁷ fondée sur la dissimulation et le silence qu'élaboraient les militaires à l'époque de la dictature.

⁸² Ramón Diaz Bessone, *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*, Buenos Aires, Editorial Fraternal, 1986.

⁸³ Ramón Diaz Bessone, « Prefacio » dans *In Memoriam*, [En ligne].
<http://members.fortunecity.com/inmemoriam1/prefacio.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

⁸⁴ Miguel Etchecolatz, *La Otra Campana del Nunca Más*, Buenos Aires, 1988.

⁸⁵ Horacio Verbitsky, *El Vuelo*, Editorial Sudamericana, Editorial La Página, 2006.

⁸⁶ Adolfo Scilingo, *¡Por siempre Nunca Más!*, Buenos Aires, La Plata, 1996.

⁸⁷ Elizabeth Jelin, *Los trabajos...*, p.6.

En plus du déni et du silence qu'ils offraient comme toutes réponses à ceux qui les accusaient de violer les droits humains, les militaires ont aussi pensé la dictature comme une « guerre à la subversion ». Dans le deuxième chapitre, nous verrons comment cette interprétation a évolué après la dictature, comment elle s'est inscrite dans les luttes de mémoire de l'ESMA et comment elle a été contestée de l'intérieur. Le lien entre cette interprétation et l'ESMA pourra sembler plus ténu que celui qui attache la vision promue par le mouvement des droits humains à l'institution parce que les représentants de la Marine argentine ou des forces armées n'ont pas revendiqué la dictature devant l'ESMA. C'est plus subtilement que cette vision de la dictature a pénétré ses murs. L'appartenance au lieu de certains de ceux qui la défendaient y a contribué, comme l'absence d'un discours alternatif officiel avant 2004.

Dans le troisième chapitre, nous nous intéresserons finalement au lieu de mémoire qu'est aujourd'hui devenu l'ESMA. Considérée d'abord comme une des représentations les plus éloquentes du terrorisme d'État, l'institution a pu redevenir un symbole « positif » dans les dernières années grâce à la lutte acharnée contre les violations des droits de l'homme et l'impunité qu'y ont menée différents groupes et individus. Mais comment cet emblème a-t-il été créé ? La présence dans l'espace public d'une association claire entre la barbarie de la dictature et l'ESMA est une première partie de la réponse. Les dénonciations publiques, les témoignages livrés à l'étranger et en Argentine ont fait connaître à un auditoire toujours plus large les activités concentrationnaires de l'ESMA entre 1976 et 1983. Plus tard, de différentes manières (par des manifestations devant la propriété, des œuvres d'art la mettant en scène, la volonté de la transformer en Espace pour la Mémoire) plusieurs acteurs ont reconnu le caractère représentatif de l'ESMA. Par ce qu'ils dénonçaient, le terrorisme d'État qu'incarnait l'ESMA, leur lutte contre les violations des droits de la personne a aussi été associée au lieu.

IV. Contexte historique

Mais revenons d'abord au contexte historique dans lequel sont nées et ont évolué les mémoires de la dictature afin de donner au lecteur des repères qui pourront

l'orienter au cours de sa lecture. Comme il a été mentionné en introduction, le coup d'État de 1976 bouleversa l'histoire argentine par la sévérité de la répression du régime qu'il mettait en place. Ses auteurs, le général Jorge Rafael Videla, l'amiral Emilio Eduardo Massera et le brigadier Ramón Agosti, le justifiaient par l'instabilité économique et politique que connaissait le pays. Ils attribuaient les problèmes économiques à l'État-providence qu'avait promu le péronisme et à l'interventionnisme économique que les gouvernements qui s'en réclamaient pratiquaient. L'instabilité politique était, selon eux, l'œuvre des groupes révolutionnaires armés : les Montoneros, issus des jeunesses péronistes, et l'Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP) d'inspiration trotskyste-guévariste. Habitué aux interventions militaires dans la vie politique, ce dernier coup d'État ne surprit pas les Argentins⁸⁸.

Jusqu'en 1983, quatre différentes juntes se succédèrent au pouvoir. Après leur passage à la tête du pays, les organismes de défense estimaient qu'elles avaient provoqué la disparition de 30 000 personnes. La répression qui s'est abattue sur l'Argentine en 1976 s'est avérée organisée et systématique⁸⁹. En 1984, on répertoriait l'existence de 340 camps de détention illégale qui avaient fonctionné à travers le pays pendant la dictature⁹⁰. En 2006, un rapport soumis par le Secrétariat des droits humains à l'Organisation des Nations Unies en dénombrait 488⁹¹. Si certains d'entre eux opéraient sur des bases militaires, comme l'ESMA ou le Campo de Mayo, d'autres avaient été aménagés dans des postes de police, dans de vieilles écoles, des hôpitaux, des bureaux de l'État, d'anciens entrepôts, des motels en construction ou

⁸⁸ Selon Marguerite Feitlowitz, « [t]he country was exhausted, and more than anything wanted order ». Elle explique que des personnalités publiques comme Jacobo Timerman et Jorge Luis Borges, quoique ce dernier regretta ses propos plus tard, accueillèrent positivement le coup d'État, pensant que le nouveau régime ramènerait l'ordre en Argentine. Voir Margaret Feitlowitz, « Introduction. The Gentlemen's Coup », dans *A lexicon of terror: Argentina and the legacies of torture*, New York; Oxford: Oxford Univ. Press, 1998, 3-18.

⁸⁹ Emilio Crenzel, *La historia política del Nunca Más: la memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008, p.117.

⁹⁰ CONADEP, *Nunca Más...*, p.59.

⁹¹ Lucio Fernández Moores, « Un relevamiento de la Secretaría de Derechos Humanos para las Naciones Unidas ». *Clarín* x, 6 août 2008.

encore dans les foyers des personnes kidnappées⁹². La répression ne semblait pas connaître de limites.

Une fois détenues illégalement, les victimes étaient soumises à la torture. Dans le but de leur soutirer de l'information, mais aussi pour exacerber leur vulnérabilité en engendrant peur, souffrance et humiliation⁹³. Les *détenus-disparus* se retrouvaient dans un monde parallèle dans lequel leurs bourreaux avaient un contrôle total de vie ou de mort sur eux et n'hésitaient pas à le leur rappeler⁹⁴. Disparues aux yeux du monde extérieur, les personnes séquestrées subissaient, à l'intérieur des camps, la pression de ceux qui niaient leur identité et tentaient d'anéantir leur personnalité⁹⁵. Dès leur arrivée, on leur assignait des numéros qui les désigneraient pendant toute leur captivité⁹⁶.

Dirigée par le général Jorge Rafael Videla, la junte militaire a d'abord dissout le Congrès National et les législatures provinciales et municipales. On modifia la composition de la Cour Suprême et des Hautes Cours provinciales et des changements majeurs furent apportés à la constitution. Les rassemblements furent prohibés, les partis politiques bannis et les syndicats se virent interdire toute implication politique⁹⁷. Leur objectif semblait être de tout détruire pour reconstruire un nouvel ordre politique. Ils entreprenaient ce qu'ils ont appelé le *Proceso de Reorganización Nacional*.

Pour contrer les « effets néfastes » du péronisme, les militaires confièrent à José Martínez de Hoz le soin d'orchestrer une réforme économique libérale. Mais par la déréglementation des prix et des salaires, la libéralisation des marchés, la fin des subventions et du protectionnisme, Martínez de Hoz conduisit le pays au désastre économique⁹⁸. Dès 1981, l'Argentine connut une récession et un chômage profonds ; l'endettement extérieur était passé de 9 milliards de dollars en 1976 à 30 milliards

⁹² CONADEP, *Nunca Más...*, p.59.

⁹³ Luis Alberto Romero, *A History of Argentina in the Twentieth Century*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2006, p.216.

⁹⁴ Pilar Calveiro, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Colihue, Buenos Aires, 2006, p.55.

⁹⁵ Margaret Feitlowitz, *A Lexicon...*, p.51.

⁹⁶ Voir entre autres : Pilar Calveiro, *Poder...*, p.5.

⁹⁷ Luis Alberto Romero, *A History...*, p.219.

⁹⁸ Charles Lancha, *Histoire...*, p.245.

cinq ans plus tard⁹⁹. Suite à l'échec de Martínez de Hoz, limogé en 1981, plusieurs ministres de l'économie se succédèrent sans améliorer la situation. Entre février 1982 et février 1983, les prix augmentèrent encore, l'inflation se chiffrant alors à 244,6%¹⁰⁰. Selon Marcos Novaro, c'est cette instabilité économique qui fut à l'origine des premières manifestations d'importance contre le régime militaire et non les violations des droits de la personne¹⁰¹.

Toutefois, les Mères de la Place de Mai réclamaient publiquement le retour de leurs enfants disparus dès le 30 avril 1977¹⁰². Malgré la répression (à son comble à cette époque), tous les jeudis qui suivirent ce samedi de 1977 jusqu'à aujourd'hui, on les vit manifester sur la Place de Mai. Parce que leurs enfants avaient parfois été enlevés avec leurs propres enfants, que leurs filles et belles-filles étaient enceintes au moment de leur disparition, un autre groupe fut créé, celui des Grands-Mères de la Place de Mai. Ces dernières concentrèrent leurs efforts à retrouver leurs petits-enfants appropriés par des proches du régime ou donnés en adoption sous l'inscription N.N. (sans identité)¹⁰³. Avec d'autres organismes de défense des droits de la personne, ces femmes contribuèrent à faire connaître la répression clandestine et illégale de la dictature.

La perte de légitimité du régime militaire provenait donc à la fois du chaos économique qu'il avait créé, de la connaissance de plus en plus étendue de l'existence des violations des droits de la personne et finalement, de la défaite dans les Malouines, résultat d'une guerre - entreprise de diversion - lancée en avril 1982 contre la Grande-Bretagne¹⁰⁴. Ce dernier événement décida du sort du régime. Contrairement à la grève générale organisée le 30 mars 1982 durant laquelle les

⁹⁹ Ces chiffres sont cités par Charles Lancha dans *L'histoire...*, p.246. L'historien argentin Luis Alberto Romero parle plutôt d'une dette de « plus de 25 milliards » en 1981 qui atteindra 45 milliards au début de 1984. Luis Alberto Romero, *A History...*, p.226.

¹⁰⁰ Charles Lancha, *Histoire...*, p.247.

¹⁰¹ Marcos Novaro, *Historia de la Argentina contemporánea : de Perón a Kirchner*, Buenos Aires, Edhesa, 2006, p.114.

¹⁰² Asociación Madres de Plaza de Mayo, [En ligne]. <http://www.madres.org> (Page consultée le 10 août 2008)

¹⁰³ Rita Arditti, *Searching for life :The Grandmothers of the Plaza de Mayo and the Disappeared Children of Argentina*, Berkeley, CA, University of California Press, 1999.

¹⁰⁴ Charles Lancha, *Histoire...*, p.248.

manifestants furent durement réprimés¹⁰⁵, les manifestations qui se tinrent en août de la même année ne firent aucune victime¹⁰⁶. De plus en plus importants, les rassemblements politiques, les mouvements de revendications se multiplièrent ainsi jusqu'à ce que le général Bignone annonce, le 28 février 1983, la tenue d'élections libres prévues le 30 octobre suivant¹⁰⁷.

La victoire de Raúl Alfonsín, ce jour-là, reposait sur sa promesse de déclarer la nullité de la loi d'autoamnistie promulguée par les militaires quelques mois auparavant¹⁰⁸. Ayant fait siennes les demandes et les valeurs du mouvement des droits humains, son gouvernement les institua en fondements éthiques. Engager une réforme institutionnelle qui garantissait le respect de ces droits à l'avenir, mais aussi agir rapidement pour restaurer ceux des victimes du régime militaire firent partie des priorités du gouvernement¹⁰⁹.

En 1984, la Commission Nationale sur la Disparition des Personnes (CONADEP) était créée. Elle permit de documenter les disparitions de 8900 personnes et révéla ou confirma l'ampleur des horreurs de la dictature auprès des Argentins. La publication de son rapport, *Nunca Más*, et l'émission du même nom qui le présentait au public, bouleversèrent l'opinion publique¹¹⁰. Le livre devint vite l'objet de référence quant aux disparitions et fut maintes et maintes fois réédités au cours des années suivantes¹¹¹.

L'utilisation des résultats des enquêtes menées par la CONADEP comme preuves lors du procès aux juntas militaires à partir d'avril 1985, accrut la légitimité de la commission¹¹². Deuxième réponse d'envergure du gouvernement Alfonsín aux

¹⁰⁵ Cette grève générale avait été organisée par le principal syndicat du pays, la CGT, et appuyée par la coalition Multipartidaria et les organismes de défense des droits de la personne. Le général Leopoldo Galtieri dirigeait alors la junte militaire.

¹⁰⁶ Charles Lancha, *Histoire...*, p.252.

¹⁰⁷ Le 1^{er} juillet 1982, le général Reynaldo Bignone succéda au général Leopoldo Galtieri destitué en raison de la défaite dans les Malouines.

¹⁰⁸ Marcos Novaro, *Historia de...*, p.150.

¹⁰⁹ Elizabeth Jelin, « Les mouvements sociaux et le pouvoir judiciaire dans la lutte contre l'impunité », *Mouvements*, avril-mai 2006, no 47-48, p.85.

¹¹⁰ Le lancement du livre est devenu un point de repère pour les Argentins, selon Elizabeth Jelin et Susana G. Kaufman. Elles écrivent que : « [t]he book has become part of one's personal life and recollection. Elizabeth Jelin et Susana G. Kaufman, « Layers of... », p.93.

¹¹¹ Emilio Crenzel, *La historia...*, p.129.

¹¹² *Ibid.*, p.131

demandes de vérité et de justice, ce procès historique jugea les neuf dirigeants des trois premières juntas militaires. De lourdes peines leur furent infligées : l'amiral Massera et le général Videla furent condamnés à la prison à perpétuité. Chez les militaires, les entreprises d'Alfonsín générèrent une importante inquiétude. Cherchant à déstabiliser le gouvernement, les Carapintadas (des unités militaires spéciales) se soulevèrent à trois reprises durant son mandat¹¹³.

Face à cette pression, le gouvernement fit adopter deux lois qui limitèrent considérablement la possibilité d'intenter de nouveaux procès. La première, « Punto Final », fixait à 60 jours le délai durant lequel il était possible d'engager toute nouvelle action pénale liée à des événements survenus pendant la dictature¹¹⁴. Mais cette première loi n'obtint pas les résultats escomptés : 500 nouvelles accusations impliquant 3000 militaires purent être portées à l'intérieur du délai fixé¹¹⁵. Mais l'adoption d'une deuxième loi venait briser plusieurs espoirs de poursuites. Promulguée le 8 juin 1987, la loi d'« Obediencia Debida » faisait en sorte que les délits commis par des membres des services de sécurité, des services de police ou des services pénitentiaires ne pourraient être sanctionnés s'ils résultaient de l'obéissance de ces derniers à leurs supérieurs¹¹⁶.

Malgré l'application de ces dispositions, d'autres soulèvements militaires eurent lieu en 1988 et un dernier en 1990, au moment où Carlos Menem dirigeait le pays. En 1989 et 1990, ce président, qui avait surtout centré sa campagne électorale sur l'économie du pays, graciait tous les militaires condamnés pour des crimes commis pendant la dictature, incluant les dirigeants Massera, Videla, Agosti, Viola et Lambruschini¹¹⁷.

Ces concessions à l'impunité portèrent un dur coup aux organismes de défense des droits humains. Malgré l'important mouvement de protestation que provoquèrent les grâces présidentielles, les thèmes de justice et de vérité occupèrent

¹¹³ J. Patrice McSherry, *Incomplete Transition: Military Power and Democracy in Argentina*, New York, St. Martin's Press, 1997, p.2.

¹¹⁴ David R. Kohut et al., *Historical Dictionary of the "Dirty Wars"*, Lanham, Scarecrow Press, 2003, p.134.

¹¹⁵ Thomas Wright, *State Terrorism...*, p.154.

¹¹⁶ David R. Kohut et al., *Historical...*, p.123.

¹¹⁷ Thomas Wright, *State Terrorism...*, p.156.

de moins en moins d'importance dans la sphère publique, préoccupée davantage par des questions économiques¹¹⁸. Ce n'est qu'en 1995, avec les confessions de l'ancien capitaine de corvette Adolfo Scilingo que la répression de la dictature redevint un sujet d'actualité¹¹⁹. À la télévision, l'homme qui avait été membre de la section logistique du Grupo de Tareas 3.3/2. de l'ESMA¹²⁰, avouait avoir participé aux « vols de la mort », évoqués déjà par des survivants dans leurs dénonciations ou au procès aux juntas militaires¹²¹. À deux reprises, du haut d'un avion en plein vol, il avait poussé à la mer des détenus-disparus vivants, à qui l'on avait injecté de puissants tranquillisants avant leur départ de l'ESMA. Si Scilingo ne révélait rien de nouveau, Claudia Feld soutint que sa présence au petit écran marquait une rupture : celle du passage de l'invisibilité du système de répression de la dictature à son exposition sans équivoque dans la sphère publique et dans les foyers argentins¹²². Dans la foulée de ces confessions, d'autres tortionnaires prirent aussi la parole publiquement et le chef de l'armée, Martín Balza, prononça la première autocritique de l'armée face aux crimes perpétrés durant la dictature.

Cette même année, un nouveau groupe formé par des enfants de personnes disparues, assassinées ou exilées pendant la dictature, voyait le jour. Face à l'impunité, les Hijos por la Identidad, la Justicia, contra el Olvido y el Silencio (H.I.J.O.S.), créaient les *escraches*, des manifestations festives servant à mettre en lumière ce qui était tu ou caché. Repérant le lieu de résidence de différents tortionnaires, ils alertaient les résidents de son quartier et les invitaient à manifester à leurs côtés le jour de l'*escrache*. Parce qu'il n'y avait pas de condamnation légale, ils en créaient une sociale. Par leur créativité et leur revendication de la lutte pour un

¹¹⁸ Elizabeth Jelin, « Mouvements... », p.88.

¹¹⁹ Voir Claudia Feld, *Del estrado a la pantalla: Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2002, p.105 et p.107.

¹²⁰ Le G.T.3.3.2. était un groupe d'action dont la mission était d'organiser et d'exécuter la répression à l'ESMA. CONADEP, *Nunca Más...*, 130-132.

¹²¹ Ana María Martí *et al.*, *ESMA ...*, p.20.

¹²² Claudia Feld, *Del estrado...*, p.105.

monde meilleur qu’avaient menée leurs parents, les H.I.J.O.S. insufflèrent une dose de fraîcheur au mouvement des droits humains¹²³.

Depuis cette époque, qui coïncidait en 1996 avec le vingtième anniversaire du coup d’État, les initiatives culturelles (films, livres, chansons, actes commémoratifs, reconnaissance et identification publique d’ancien camp de concentration) liées à l’époque de la dictature se sont multipliées¹²⁴. Pour leur part, les organismes de défense des droits humains ont continué à réclamer la vérité et la justice. Le 6 mars 2001, le juge fédéral Gabriel Cavallo déclarait l’inconstitutionnalité et l’invalidité des lois Punto Final et Obedencia Debida. Son jugement ne s’appliquant qu’à un cas particulier, il fallu attendre la confirmation de la Cour Suprême en 2005 pour voir la réouverture de centaines de procès¹²⁵.

L’élection à la présidence de Néstor Kirchner en avril 2003 allait de pair avec ce désir de mémoire et de justice. Dès les premiers mois de son mandat, il entreprit de rénover les forces armées. Afin de purger celles-ci de tout élément susceptible d’être lié à la répression de la dictature, une cinquantaine de généraux, amiraux et brigadiers durent passer à la retraite¹²⁶. La police fédérale fut à son tour réduite considérablement l’année suivante¹²⁷. Sur le plan judiciaire, le président suspendait en 2003 le décret qui empêchait l’extradition d’Argentins accusés de violations des droits de la personne dans des pays étrangers¹²⁸. L’objectif qu’il poursuivait était l’élimination de toute entrave à la justice. Sa décision la plus spectaculaire, toutefois, fut celle de convertir l’ESMA en « Espace pour la mémoire et la défense et la promotion des droits de la personne ». Annoncée lors d’une importante cérémonie tenue le 24 mars 2004 à l’ESMA, cette entreprise signifiait aussi la fin de la présence

¹²³ Voir entre autres : Verónica Molas, « Entrevista con la historiadora de arte Ana Longoni », *La Voz del Interior*, 25 août 2005, p.8C et Thomas C. Wright, *State Terrorism...*, p.165.

¹²⁴ Elizabeth Jelin, « Movements... », p.90.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Thomas C. Wright, *State Terrorism...*, p. 170 et Nora Veiras, « La historia detrás de la purga militar con que Kirchner estrena mandato », *Página/12*, 25 mai 2003.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ Thomas C. Wright, *State Terrorism...*, p. 170.

de la Marine dans ces lieux. Ce n'est toutefois qu'en 2007 que l'espace fut ouvert au grand public¹²⁹.

¹²⁹ Instituto Espacio para la Memoria. *Creación del ente público Espacio para la memoria, la defensa y promoción de los derechos humanos*, [En ligne].
<http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/> (Page consultée le 11 août 2008).

Chapitre I

Matérialité, territorialité, histoire et mémoire

Introduction

À l'image du Musée Auschwitz-Birkenau en Pologne, du Parc pour la Paix au Chili et du Musée Robben Island en Afrique du Sud, tous fondés sur des lieux où sévissait la répression étatique de différents régimes autoritaires du XXe siècle, l'Espace pour la Mémoire en Argentine a été aménagé dans l'ancienne École de Mécanique de la Marine (ESMA) qui abrita, entre 1976 et 1983, l'un des plus importants camps de concentration de la dictature. La volonté politique des gouvernements qui ont remplacé les régimes déchus et la condamnation plus ou moins consensuelle de la répression exercée par ces derniers ont déterminé la facilité (ou la difficulté) avec laquelle ces centres de détention, de torture ou d'extermination ont été transformés en espaces commémoratifs.

Si le Musée Auschwitz-Birkenau et le Musée Robben Island n'ont pas tardé à être inaugurés après la fin de la guerre et avec la fin de l'Apartheid¹, les projets de Parc pour la Paix et d'Espace pour la Mémoire dans le Cône Sud ont été plus longs à mettre sur pied. Suite aux dictatures qu'ont connues le Chili et l'Argentine, ces lieux se sont transformés en objets de disputes entre ceux qui souhaitent se souvenir des crimes qui y avaient été commis et ceux qui auraient préféré les passer sous silence². Le Parc pour la Paix à Santiago a, pour sa part, été aménagé là où se trouvait l'ancienne Villa Grimaldi dans laquelle la police secrète de Pinochet dirigea un important centre de détention et de torture entre 1974 et 1978³.

¹ Le Musée Auschwitz-Birkenau a été inauguré en 1947, deux ans après la fin de la guerre. Voir le site Internet officiel du musée : <http://www.auschwitz-muzeum.oswiecim.pl/>. Pour sa part, le Musée Robben Island voyait le jour en 1997, trois ans après la fin de l'Apartheid. Site officiel du musée : <http://www.robben-island.org.za/>.

² Elizabeth Jelin et Victoria Langland, « Las marcas teritoriales como nexa entre pasado y presente », dans *Monumentos, memoriales y marcas teritoriales*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council 2003, p.11.

³ Voir Teresa Meade, « Holding the junta accountable: Chile's 'sitios de memoria' and the history of torture, disappearance, and death », *Radical History Review*, no.79, Hiver 2001, 123-39 et Michael J. Lazzara, « Tres recorridos de Villa Grimaldi » dans Elizabeth Jelin et Victoria Langland, dir.

Vendue en 1987 à une entreprise de construction, la plupart de ses dépendances avaient déjà été détruites lors du retour à la démocratie en 1990 ; par voie de conséquence, les preuves physiques du passé répressif aussi. Sur les ruines de la Villa Grimaldi, on voulait alors ériger des condominiums de luxe⁴. Opposés à ce projet qui aurait réduit la portée symbolique de ce qui était une représentation importante de la dictature chilienne, différents organismes de défense des droits humains luttèrent afin d'en empêcher la réalisation⁵. Ce n'est qu'en 1997, après d'intenses débats à l'Assemblée législative qu'on inaugura le parc, pensé comme espace de réflexion quant aux violations des droits humains commises pendant la dictature et dédié à ceux et celles qui en ont souffert⁶.

En Argentine, il fallut attendre plus de vingt ans après le retour à la démocratie pour assister à l'ouverture de l'Espace pour la Mémoire et pour la Promotion et la Défense des Droits Humains. Son inauguration en 2007 témoigne de la persévérance des organismes qui voulaient le créer, mais également de la résistance à laquelle ils se sont heurtés. L'existence d'un camp de concentration entre 1976 et 1983 à l'ESMA, un lieu dont l'architecture et l'aménagement exprimaient la droiture et le prestige des forces armées⁷, constituait un terreau fertile à la naissance de différentes luttes de mémoires. Liées les unes aux autres, elles ont été nombreuses : celle qui opposait le silence sur le passé répressif à la volonté d'énonciation des horreurs de la dictature, celle portant sur les différentes significations accordées à l'ESMA (de symbole de fierté de la Marine à symbole du terrorisme d'État) et celle qui voyait s'affronter différentes interprétations de la dictature elle-même (entre violations des droits de la personne et guerre juste contre la subversion).

Dans le chapitre qui suit, nous tenterons de comprendre les différentes tensions entre les mémoires qui se sont associées à l'ESMA, en nous attardant

Monumentos, memoriales y marcas territoriales, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council 2003, 127-147.

⁴ Elizabeth Jelin, *Los trabajos...*, p. 55.

⁵ Parmi les opposants au projet : l'Agrupación de Testigos Sobrevivientes de Villa Grimaldi, certaines voix liées à l'Église Catholique. Michael J. Lazzara, « Tres recorridos... », p.128.

⁶ Michael J. Lazzara, « Tres recorridos... », p.128.

⁷ Même si l'ESMA était un symbole de la Marine et qu'il existait, du moins à l'époque de la dictature, des tensions entre les différentes armes des forces armées argentines, d'un point de vue extérieur, l'ESMA peut représenter l'ensemble des forces armées.

principalement à des considérations d'ordre matériel. La description physique de la propriété, comme celle du bâtiment où ont été séquestrées, torturées et éliminées les victimes nous permettront d'aborder la lutte dans laquelle s'affrontent deux représentations de l'institution : l'ESMA comme incarnation de la puissance, du prestige et de la droiture des forces armées et l'ESMA comme symbole du terrorisme d'État, de la répression illégale militaire et des violations des droits de la personne. Ces représentations s'inscrivent toutes deux dans des mouvements plus larges : le silence obstiné des forces armées à propos de ce qui s'est passé pendant la dictature⁸ et la volonté des organismes de défense des droits de la personne et de larges parts de la société civile de mettre en lumière ce qui s'est passé pendant la dictature et leur espoir que de la vérité puisse émaner la justice. L'étude des changements physiques qui ont transformé l'ESMA entre 1976 et 1983 et celle des conflits qui ont concerné l'utilisation de son espace depuis cette époque nous permettront de voir comment se sont exprimées les tensions entre ces deux mouvements, ces deux mémoires⁹.

En ce sens, les différents plans de la propriété et du Casino de Oficiales produits par l'Asociación Ex Desaparecidos Detenidos et notre visite à l'ESMA en novembre 2006 s'avèrent particulièrement utiles ici. Pour la quantité de détails qu'ils procurent sur les différentes pièces du Casino de Oficiales, certains témoignages occupent une place prépondérante dans cette étude sur la matérialité et les mémoires : *ESMA « Traslados »* et *Ese Infierno: Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*. Le 12 octobre 1979, trois femmes libérées de l'ESMA entre 1978 et 1979, Ana Maria Martí, María Alicia Milia de Pirlés et Sara Solarz de Osatinsky, dénoncèrent devant l'Assemblée Nationale Française l'existence du camp de concentration. Paru pour la première fois à Madrid en 1979 dans *Testimonios de los sobrevivientes del genocidio en la Argentina*¹⁰, leur témoignage était publié à nouveau en Argentine en 1995 sous le titre *ESMA « Traslados »*¹¹. En 1998, cinq autres survivantes de ce camp, Munú Actis, Cristina Aldini, Liliana Gardella, Miriam

⁸ Briser ce silence aurait terni l'image que les forces armées souhaitent projeter d'elles-mêmes.

⁹ Les dissensions et remises en question qui sont nées au sein de ces deux mouvements seront davantage étudiées dans les chapitres suivants.

¹⁰ Comisión Argentina para la Defensa de los Derechos Humanos, CADHU, *Testimonios de los sobrevivientes del genocidio en la Argentina*, CADHU, Barcelona, 1979.

¹¹ Ana María Martí et al., *ESMA ...*

Lewin et Elisa Tokar se réunissaient et entreprenaient d'évoquer ensemble leur passage dans ce lieu. De leurs nombreuses rencontres naît *Ese Infierno*¹², un livre qui présente sous forme de conversations leurs réflexions et leurs souvenirs. S'il s'agit bien d'une étude sociologique, *Poder y desapariciones: los campos de concentración en Argentina* de Pilar Calveiro¹³ est également utilisée comme source historique. Comme l'auteure a elle-même été détenue à l'ESMA en 1977 et en 1978, certains faits et détails relatés donnent à l'ouvrage un caractère testimonial.

I. MATÉRIALITÉ DE L'ESMA

1.1 Description de la propriété

La très vaste propriété de l'ESMA est peuplée d'arbres centenaires, d'une trentaine d'édifices et d'un terrain de sport. Sur cet espace qu'a occupé le Ministère de la Marine de 1924 à 2004, différents établissements d'enseignement dont l'École Nationale Fluviale, l'École de Guerre, la *Escuela Nacional de Nautica* ont été construits. Pendant ces quatre-vingts années, des membres de la Marine de différents âges et différents rangs (des cadets qui y étudiaient aux amiraux qui la dirigeaient) ont fréquenté l'institution. Chaque jour, des milliers de personnes pouvaient y circuler¹⁴. En ce sens, le sentiment d'appartenance et l'identification de la Marine argentine à l'ESMA nous paraissent évidents.

Les différents ateliers de l'ESMA, ses écoles, ses bureaux, ses maisons, ses piscines, son infirmerie, sa boulangerie révèlent une micro société organisée. Ces infrastructures, la superficie de la propriété et le nombre important de personnes qui s'y côtoyaient chaque jour suggèrent la puissance de la Marine argentine et par extension, celle des forces armées argentines en général. Selon Thomas C. Wright, « *[o]ccupying a prime site, the school was a well-kept, tranquil-appearing symbol of navy pride [...]* »¹⁵. De l'ESMA se dégage une impression de grandeur, de puissance

¹² Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*

¹³ Pilar Calveiro, *Poder...*

¹⁴ Information transmise par des membres de l'Instituto Espacio para la Memoria lors de notre visite à l'ESMA le 2 novembre 2006.

¹⁵ Thomas C. Wright. *State Terrorism...*, p.111.

et de prestige. L'édifice d'entrée, le pavillon principal de l'ESMA, évoque à lui seul ces caractéristiques par sa hauteur, sa blancheur et ses imposantes colonnes. Ce pavillon est d'ailleurs l'emblème de l'institution. Sa façade présente et représente l'ESMA. On y retrouve l'inscription : *Escuela de Mecánica de la Armada* et les armoiries nationales argentines¹⁶. Charles Lancha l'a ainsi décrite : « De l'extérieur, l'édifice avait fière allure ; situé dans la partie nord de Buenos Aires, dans un quartier résidentiel, il symbolisait par sa présence massive et la vaste superficie de ses dépendances [...], la puissance de la Marine »¹⁷.



Façade du pavillon principal de l'ESMA.

(source: http://farm1.static.flickr.com/39/87640311_b25ee6a283.jpg?v=0)

La présence d'un camp de concentration à l'ESMA pendant la dictature a certainement terni cette image de droiture et de puissance. Cependant, le silence observé par les dirigeants de la Marine et leur façon de faire comme s'il n'y avait pas eu de dictature ont pu contribuer à préserver l'image que l'institution se faisait d'elle-

¹⁶ *Escudo Nacional Argentino*, [En ligne]. <http://www.sitiosargentina.com.ar/escudo.htm> (Page consultée le 12 août 2008).

¹⁷ Charles Lancha, *Histoire...*, p. 293.

même, laquelle image correspond certainement à ce qui se dégage de l'architecture et de l'aménagement de l'ESMA.

1.2 Description du camp de concentration

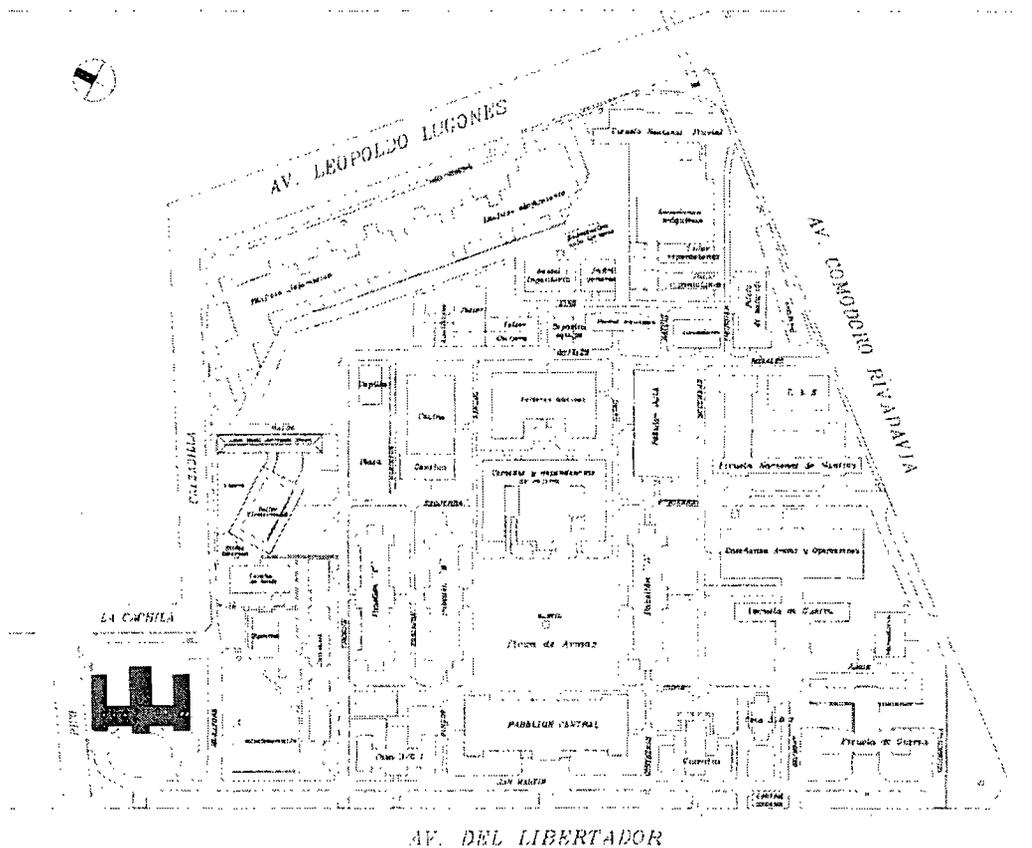
À l'extrémité ouest de la propriété de l'ESMA, se trouve le Casino de Oficiales (Maison des Officiers). C'est l'édifice qu'occupaient les officiers de la Marine jusqu'en 2004. Aux premier et deuxième étages, étaient aménagés les dortoirs dans lesquels ils logeaient¹⁸. Pendant la dictature, c'est dans cet édifice qu'on aménagea le camp de concentration. De 1976 à 1983¹⁹, 5000 personnes y ont été séquestrées et torturées. La plupart d'entre elles ont été éliminées²⁰.

S'il est difficile de concevoir qu'un lieu exprime lui-même une mémoire (puisqu'elle existe difficilement sans les êtres humains qui la portent), il possède néanmoins une histoire. Raconter celle du camp de concentration aménagé dans le Casino de Oficiales dans ce mémoire ou ailleurs est possible grâce à la volonté de ceux et celles qui ont révélé et condamné les crimes commis pendant la dictature et qui ont exigé la fin de l'impunité. La connaissance du fonctionnement de l'ESMA pendant la dictature est donc l'expression d'une mémoire de la répression illégale associée fondamentalement à la volonté de mettre en lumière les atrocités commises par les forces armées. C'est sur cette histoire et celles des autres camps de concentration que s'appuie l'interprétation qui associe la dictature à la barbarie et aux violations des droits humains. Une mémoire permet donc la connaissance de l'histoire du camp de concentration et sur cette histoire repose le symbole de terrorisme d'État qu'incarne l'ESMA pour le mouvement des droits humains. Voilà qui illustre bien la complémentarité entre l'histoire et la mémoire.

¹⁸ Visite de l'ESMA le 2 novembre 2006 et les diapositives 49 et 54 du document power point de l'Asociación Ex Desaparecidos Detenidos.

¹⁹ Il semble que quelques mois avant le début de la dictature, en 1975, des personnes y furent également séquestrées. Asociación Ex Desaparecidos Detenidos. « Escuela de Mecánica de la Armada centro de tortura y desaparición 1976-1983 » dans *Espacio para la Memoria/ESMA*, [En ligne]. <http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/> (Page consultée le 30 juillet 2008).

²⁰ CONADEP, *Nunca Más...*, p.136.



Carte de la propriété (le bâtiment plus foncé est le Casino de Oficiales)

Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 11.

La description des pièces de la maison des officiers à l'époque de la dictature est quelque peu compliquée par les nombreuses transformations physiques qu'a connues le lieu entre 1976 et 1983. Les informations révélées par les survivants varient donc selon l'époque à laquelle ils ont été séquestrés. Réfléchissant aux différentes versions qu'ont livrées les ex-detenidos-desaparecidos, Munú Actis dit : « [h]ace poco pensaba que si uno se pusiera con malas intenciones a comparar los testimonios, sin tener en cuenta las épocas, aparecerían un montón de contradicciones porque todo fue cambiando. Permanentemente estaban cambiando todo de lugar, construyendo y remolando »²¹. Cependant, et quoiqu'elles ne se

²¹ Munú Actis et al., *Ese inferno...*, p.144.

retrouvent pas toujours au même endroit, certaines pièces ont été décrites dans la majorité des récits.

Les voitures transportant les personnes séquestrées pénétraient la propriété de l'ESMA par trois entrées différentes²². L'une d'entre elles permettait un accès direct à la maison des officiers ; elle avait été créée quelques mois avant le début de la dictature²³. À leur arrivée, les victimes étaient d'abord conduites au *Sótano* ou *Sector 4*, le sous-sol de l'édifice, juste au dessous du *Salón Dorado*, l'endroit où avait été planifiée leur capture par le *grupo de tareas* GT 3.3.2., un groupe d'action mis sur pied quelques mois avant le Coup d'État dont la mission était d'organiser et d'exécuter la répression à l'ESMA²⁴. Au sous-sol, les *detenidos-desaparecidos* subissaient leur premier interrogatoire sous la torture des membres du *grupo de tareas*. Cet endroit très peu aéré était éclairé en permanence par la lumière émise par les tubes fluorescents du plafond. C'est ce que soulignent les cinq auteurs de *Ese Infierno* : « *No había luz natural en ninguno lugar del Sótano, que era iluminado con tubos fluorescentes las veinticuatro horas. La ventilación se lograba a través de ventilucos que se elevaban unos pocos centímetros del nivel de la tierra. El aire era muy enrarecido* »²⁵.

Ironiquement, tous les plans du sous-sol permettent de constater l'existence d'une infirmerie²⁶. Les détenus qui arrivaient blessés à l'ESMA y étaient soignés et certains accouchements y ont eu lieu. Ana Longoni mentionne que la présence d'infirmeries dans les camps de concentration témoigne du contrôle de vie et de mort qu'exerçaient les bourreaux sur leurs victimes²⁷. Ils soignaient leurs blessures, sabotaient leurs tentatives de suicide et décidaient du moment approprié pour les assassiner²⁸. Dans son étude sur les camps de concentration, Pilar Calveiro résume

²² Voir annexe 1. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 15.

²³ Raúl David Vilariño, *Yo sequestré, maté y vi torturar en la ESMA*, Buenos Aires, La Semana, 1984, p.42.

²⁴ CONADEP, *Nunca Más...*, p. 130-132.

²⁵ Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.22.

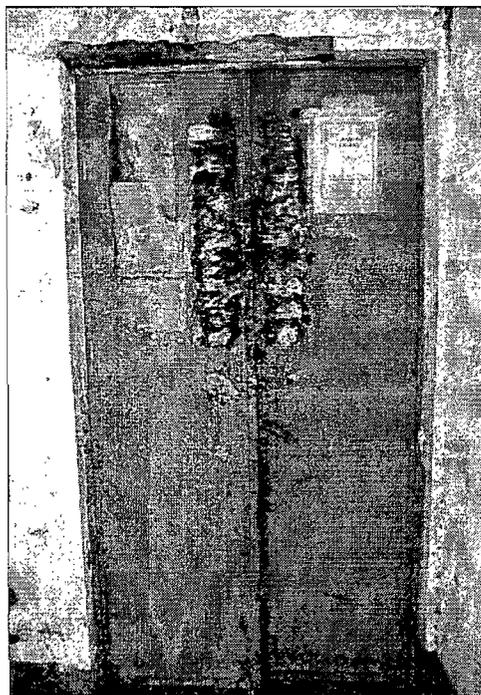
²⁶ Voir Annexe 2. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 15.

²⁷ Ana Longoni, « Traiciones. La figura del traidor (y la traidora) en los relatos acerca de los sobrevivientes de la represión » dans Elizabeth Jelin et Ana Longoni, dir., *Escrituras, imágenes y escenarios ante la represión*, Buenos Aires, Siglo veintiuno, 2005, p. 217.

²⁸ Pilar Calveiro, *Poder...*, p.55 et Munú Actis *et al.*, *Ese Infierno...*, p.97.

bien le message qu'ils envoyaient aux *detenidos-desaparecidos*: « [t]ú no te envenenas ; nosotros lo haremos cuando queramos. Suspende la vida ; suspende la muerte ; atributos divinos ejercidos no desde los cielos sino desde los sótanos de los campos de concentración »²⁹.

L'une des méthodes employées pour éliminer les détenus de l'ESMA consistait à les jeter à la mer du haut d'un avion en plein vol³⁰. Après les avoir réunis au sous-sol, on leur injectait de forts tranquillisants laissant entendre qu'il s'agissait de vaccins en vue de leurs « transferts », *traslados*, dans une prison légale. Dans leur témoignage à l'Assemblée Nationale Française, les trois femmes indiquaient connaître la signification de ces *traslados*. Drogués, les détenus franchissaient ce qui est aujourd'hui connu comme étant la *Puerta de traslados*, avant d'être conduits vers une mort certaine. Ces vols de la mort avaient lieu chaque semaine.



Puerta de traslados³¹

Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 20.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Ana María Martí *et al.*, *ESMA...*, p.40.

³¹ Sur le mur de droite, un panneau indique maintenant « Puerta de traslados ». Visite de l'ESMA, le 2 novembre 2006.

Malgré les nombreuses rénovations qui ont transformé le Casino de Oficiales tout au long de la dictature, une ou des salles de torture étaient généralement aménagées au sous-sol³². Le mobilier y était simple : un lit de fer auquel la personne séquestrée était attachée, une prise électrique pour la *picana* (instrument de torture par lequel passait le courant électrique) et une chaise pour le bourreau³³. Les auteures de *Ese Infierno* racontent qu'« [e]n las piezas de tortura no había ninguna ventilación y allí los secuestrados permanecían semanas enteras »³⁴. Dans le plan qui reproduit la disposition des pièces du sous-sol entre décembre 1977 et décembre 1978, il existe une pièce appelée la « *Huevera* »³⁵. Elle est nommée ainsi pour les boîtes d'œufs qui couvraient ses murs afin d'assourdir les plaintes des personnes torturées³⁶. Cet aménagement n'était toutefois pas à ce point efficace qu'il empêchait les autres détenus de se rendre compte des sévices infligés aux victimes. Au procès aux juntas militaires, un survivant de l'ESMA, Carlos Muñoz, déclara que chaque fois qu'était utilisée la *picana*, l'image de la télévision qui se trouvait dans la pièce d'à côté, se brouillait.

*« Al lado de la Huevera estaba el comedor donde comíamos nosotros ; en el comedor, entre otras cosas, había un televisor que no sé de donde lo habrían robado, y en el televisor cada vez que daban picana se notaba porque la imagen desaparecía. Así que era como si se la consumiera la picana. Entonces, por como se consumía la imagen del televisor, podíamos darnos de cuánto le estaban dando »*³⁷.

La *Huevera* n'a cependant pas toujours été utilisée à cet effet : la pièce est décrite par certains comme un laboratoire de son où travaillaient des détenus qu'on allait « récupérer »³⁸.

³² Voir annexe 2. Il ne semble pas y avoir de salle de torture lors de la visite de la Commission Interaméricaine des Droits de la Personne (CIDH) en 1979. C'est ce que permet de constater les six différents plans du sous-sol produits par l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos.

³³ Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.22.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Voir annexe 2. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 25.

³⁶ Marguerite Feitlowitz, *A Lexicon...*, p.55.

³⁷ *El Diario del Juicio*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, Document N24, p.22.

³⁸ Dans leur description du Casino de Oficiales, les cinq auteures de *Ese Infierno* parlent de la *Huevera* comme d'un laboratoire audio-visuel. Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.23. Munú Actis raconte également qu'avec d'autres détenues, elles y jouaient de la musique et chantaient. Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.125.

À l'ESMA, il existait ce qui fut appelé le « processus de récupération »³⁹. La plupart des personnes qui ont survécu à leur séjour dans ce camp en faisaient partie⁴⁰.

Selon Víctor Bastera, un autre survivant du camp, le processus visait à :

« [...]lograr del secuestrado, a partir del horror cotidiano que vivía y especulando con el derecho de vida y muerte que tenían sobre nosotros, la aceptación de estas situaciones, nuestro arrepentimiento por la actividad política que desarrollábamos, y nuestra conformidad con el nuevo orden que ellos nos imponían, basado entre otras cosas, en el esfuerzo individual y el reconocimiento de una rigurosa jerarquía »⁴¹.

Un peu aléatoirement, à cause de leur appartenance au mouvement péroniste ou en raison de leurs compétences, des détenus étaient choisis et employés comme main-d'œuvre esclave⁴². On les désignait sous l'appellation *staff*, que l'on doit distinguer du *mini staff* formé par des détenus qui participaient à la répression aux côtés des militaires⁴³. Brisés par la torture, ces derniers *quebrados* prenaient part à l'identification d'anciens compagnons de lutte qui seraient à leur tour séquestrés, torturés et éliminés⁴⁴.

Plusieurs pièces dans la Maison des Officiers ont été aménagées pour permettre le travail de ceux qui étaient admis au « processus de récupération ». Dans le plan du sous-sol qui correspond à la période allant de novembre 1976 à octobre 1977, on note la présence de salles désignées comme étant des « *cuartos de trabajo* », un centre de documentation, une bibliothèque et un laboratoire photographique⁴⁵. De la fin de cette période jusqu'à décembre 1978, il existe également un bureau de falsification des documents et la *Huevera*⁴⁶. Selon le rapport *Nunca Más*,

« [e]n el sótano del Casino de Oficiales funcionaba una imprenta, un taller de diagramación, un laboratorio fotográfico y la oficina de documentación donde se fabricaba toda la documentación falsa con la que se movían los integrantes de los

³⁹ Marguerite Feitlowitz, *A Lexicon ...*, p.58.

⁴⁰ Cependant, toutes les personnes qui ont fait partie du processus de récupération ne sont pas sorties vivantes de l'ESMA. Une détenue, Ana María Ponce, en avait fait partie et elle a plus tard été assassinée. Voir Ana María Martí *et al.*, *ESMA...*, p.10.

⁴¹ Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), *Testimonio sobre el centro clandestino de detención de la Escuela de Mecánica de la Armada Argentina*, Buenos Aires, Publicación del Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), 1984, p.9.

⁴² Pilar Calveiro, *Poder...*, p.118. Ana María Martí *et al.*, *ESMA...*, p.10.

⁴³ CONADEP, *Nunca Más...*, p.136.

⁴⁴ Pilar Calveiro, *Poder...*, p.75.

⁴⁵ Voir annexe 2. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 24.

⁴⁶ *Ibid.*, diapositive 25.

Grupos de Tareas : pasaportes, cédulas de identificación, títulos de propiedad, registros de conductor, credenciales de la Policía Federal, títulos universitarios, etc »⁴⁷.

Une section du grenier servit également de lieu de travail aux détenus. On l'appelait « *Pecera* » (aquarium) parce la majorité des divisions étaient en verre et donnaient l'impression d'y être vus comme dans un aquarium⁴⁸. Des caméras permettaient aux membres du GT 3.3.2. de surveiller en permanence les détenus qui y passaient une partie de la journée⁴⁹. Leur emploi du temps était partagé entre des tâches de traduction, de rédaction, d'archivage de revues et de journaux⁵⁰.

Après un séjour plus ou moins long dans le sous-sol de l'édifice⁵¹, les victimes étaient conduites au grenier, dans la partie appelée « *Capucha* ». Les yeux bandés ou la tête couverte par une cagoule (*capucha* en espagnol), elles devaient prendre place dans des espaces restreints séparés les uns des autres par des murs en aggloméré d'environ 70 centimètres de haut par deux mètres de large⁵². Martí, Pirlés et Osatinsky décrivent la *Capucha* dans leur témoignage :

« C'était une immense enceinte en forme de « L » divisée en différents tronçons par des poutres en fer peintes en gris. Il n'y a pas de fenêtres, à part quelques cinq petites ouvertures qui donnent sur des cellules exiguës appelées « cabines » par les marins... En été, l'air était irrespirable et en hiver, il faisait très froid. Les prisonniers étaient enfermés dans des cachots où ils devaient rester les fers aux pieds, encagoulés ou masqués et très souvent menottés... Allongés, il fallait rester jour et nuit sans bouger et sans parler. Lorsque nous voulions aller aux toilettes, nous devions appeler le gardien et attendre qu'il s'occupe de nous... À l'heure des repas, nous pouvions nous asseoir mais toujours face au mur »⁵³.

Avant d'être « transférées » ou choisies pour participer au « processus de récupération », c'est dans ces conditions qu'étaient séquestrées les victimes de l'ESMA.

⁴⁷ CONADEP, *Nunca Más*, p.143. Carlos Muñoz a raconté lors du Procès aux Juntas militaires qu'on lui avait même demandé de fabriquer de l'argent chilien. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Document N24, p.22.

⁴⁸ Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.55.

⁴⁹ CONADEP, *Nunca Más...*, p.88.

⁵⁰ Pilar Calveiro, *Poder...*, p.119 et Munú Actis et al., *Ese infierno...*, p.135.

⁵¹ Munú Actis et al., *Ese infierno...*, p.22.

⁵² Ana Maria Martí et al., *ESMA...*, p.38.

⁵³ Cité par Charles Lancha, *Histoire...*, p. 294. Voir également le croquis produit par la CONADEP. CONADEP, *Nunca Más...*, p.92.

C'est également à cet étage que se trouvait ce qui avait été appelé le « *Pañol* » (soute)⁵⁴. Lorsque les membres du G.T.(3.3.2) ne s'en étaient déjà emparés, les biens volés aux victimes lors des *operativos* y étaient déposés⁵⁵. Dans le document produit par l'*Asociación Ex Detenidos Desaparecidos*, on ne voit le *Pañol* que dans les plans du grenier qui couvrent la période de 1976 à 1979 et il s'agit d'une petite pièce, le *pañol chico*⁵⁶. Cependant, dans les seuls plans qui se trouvent dans *Nunca Más* et dans *Ese Infierno*, le *Pañol* (ou *Botín de guerra*) occupe un grand espace du grenier⁵⁷. Il se pourrait que le « butin de guerre » des marins se soit tant accru au fil du temps qu'ils aient dû le déplacer dans un espace plus vaste. Toutefois, comme les plans dans *Nunca Más* et dans *Ese Infierno* ne font référence à aucune période, on ne saurait dire si le *Pañol* est véritablement plus vaste dans les dernières années de la dictature. On sait cependant que l'avidité des marins était sans limite : en témoigne la société immobilière qu'ils créèrent avec les maisons appartenant aux *detenidos-desaparecidos*⁵⁸.

Entre la *Capucha* et la *Pecera*, différentes pièces avaient été aménagées. Parfois, les personnes qu'on jugeait aptes à être récupérées y dormaient sur des lits⁵⁹. Il existait également le *Cuarto de las embarazadas*, une pièce dans laquelle les femmes enceintes séquestrées à l'ESMA ou dans d'autres camps venaient accoucher⁶⁰. Malgré la promesse faite aux mères de confier leur enfant aux soins de leur famille, les bébés nés en captivité étaient placés dans des orphelinats sous l'inscription N.N. (identité inconnue) ou donnés à des proches du régime⁶¹. Selon les Abuelas de Plaza de Mayo, 500 enfants ont été privés de leur véritable identité

⁵⁴ Voir annexe 3. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositives 61 et 62.

⁵⁵ CONADEP, *Nunca Más...*, p.88.

⁵⁶ Voir annexe 3. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositives 61 et 62.

⁵⁷ CONADEP, *Nunca Más...*, p. 98 et Múnu Actis et al., *Ese Infierno ...*, p. 24.

⁵⁸ Témoignage de Graciela Beatriz Daleao au procès aux juntas militaires. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Document No.22, p.21.

⁵⁹ Múnu Actis et al., *Ese infierno...*, p.26.

⁶⁰ Voir annexe 3. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 62.

⁶¹ Rita Arditti, *Searching for life: The Grandmothers of the Plaza de Mayo and the Disappeared Children of Argentina*. Berkeley, CA, University of California Press, 1999.

pendant la dictature⁶². Certains d'entre eux ont donc été élevés dans le mensonge, par des gens qui appuyaient le régime militaire ou en faisaient partie.

Le grenier menait à un dernier espace très restreint dans lequel se trouvait le réservoir d'eau du Casino de Oficiales. Appelé « *Capuchita* » (petite cagoule), l'espace était prêté à différentes forces qui y séquestraient leurs propres victimes⁶³. Comme dans *Capucha*, on y retrouvait des cachots et deux salles de torture y avaient été installées en 1977⁶⁴. Selon *Nunca Más*, les conditions de réclusion y étaient encore plus difficiles que dans *Capucha*⁶⁵.

Quoiqu'avant 2006, aucune indication matérielle (panneaux explicatifs, plaques commémoratives) n'ait pu être placée à l'intérieur de l'ESMA, nous considérons néanmoins que des marques de mémoire ont existé avant la rétrocession de l'institution. La première d'entre elles est sans doute la propriété comme telle. Lorsqu'il fut du domaine public qu'un camp de concentration avait fonctionné à l'ESMA, il s'avéra difficile pour certains de les dissocier l'un de l'autre : « *ESMA es un campo de desaparición. Lo ha sido, y no deja de serlo* », a écrit Claudio Martyniuk⁶⁶. D'autres marques ont existé virtuellement. L'univers clandestin de la dictature a vu naître un langage codé que seuls les initiés pouvaient comprendre et utiliser. *Capucha, Capuchita, Puerta de traslados, Pecera, Pañol, Huevera, Sótano*, ainsi étaient appelées certaines des pièces du *Casino de oficiales* pendant la dictature. Dans leurs dénonciations et témoignages, les survivants de l'ESMA les ont décrites et y ont fait référence dans leurs explications du fonctionnement du camp ; les médias argentins ainsi que les chercheurs qui ont étudié la dictature ont fait de même⁶⁷.

⁶² Les 500 enfants ne sont pas tous nés en captivité. Certains se trouvaient avec leurs parents lorsque ces derniers ont été enlevés ou assassinés. Le travail des *Abuelas de Plaza de Mayo* a permis de retrouver plus de 90 d'entre eux. *Abuelas de Plaza de Mayo*, [En ligne]. <http://www.abuelas.org.ar/> (Page consultée le 18 août 2008).

⁶³ Servicio de Inteligencia Naval, Armé de terre et Armé de l'air. CONADEP, *Nunca Más...*, p.88.

⁶⁴ Ana Maria Martí et al., *ESMA...*, p.28.

⁶⁵ CONADEP, *Nunca Más...*, p.88.

⁶⁶ Claudio Martyniuk, *ESMA : Fenomenología de la desaparición*, Buenos Aires, Prometeo Libros, p.13. Voir également : Susana Kaiser, *Postmemories of Terror : a New Generation Copes with the Legacy of the « Dirty War »*, New York, Palgrave Macmillan p. 168.

⁶⁷ Tous les témoignages de survivants de l'ESMA qui ont été consultés dans le cadre de cette dissertation évoquent ces endroits (ou certains d'entre eux) ou les décrivent. Dans *Página/12*, un journal progressiste de Buenos Aires, on retrouve 43 articles qui mentionnent « ESMA » ET « Sótano » entre le 29 décembre 2002 et le 17 août 2008. Il est malheureusement impossible de faire

Ainsi, même sans panneau explicatif dans le Casino de Oficiales (qui de toutes façons n'était pas accessible au public), les pièces dans lesquelles avaient vécu et travaillé les victimes de la dictature existaient grâce aux témoignages des survivants et par l'utilisation, dans l'espace public, des mots qui les désignaient. Ces mots renvoyant à des réalités bien précises, leur emploi était un rappel que ces pièces avaient existé et devenaient ainsi des marques d'une mémoire de la répression.

En 1976, le Casino de Oficiales a été aménagé de façon à soutenir le système de répression qui se mettait en place. La description des différents endroits significatifs du camp (salles de torture, *Capucha*, *Capuchita*, *Sótano*, *Dorado*, *Pecera*, *Pañol*, *Puerta de traslados*, *Cuarto de embarazadas*) témoigne de la complexe organisation de ce système. Comme il a été mentionné précédemment, la possibilité de connaître ce qui s'est passé à l'ESMA entre 1976 et 1983 résulte d'une volonté d'illustrer comment et pourquoi la dictature est synonyme de violation massive des droits de la personne. Comme nous le verrons, cette volonté a également permis de mettre en évidence l'élaboration, par les forces armées, d'une contre-mémoire de la dictature à l'époque même où elle sévissait.

1.3 Transformations physiques du Casino de Oficiales pendant la dictature

Malgré les demandes répétées des organismes de défense des droits de la personne et des proches des disparus, aucune liste des personnes éliminées par le régime n'a jamais été produite par les forces armées. Leur mutisme constitue un obstacle considérable au processus de deuil qu'ont dû entreprendre ceux que la junte militaire a privé d'un ou plusieurs êtres chers. Parce que les circonstances entourant leur mort probable n'ont jamais été divulguées, que leurs corps n'ont pas été retrouvés, la majorité des personnes disparues le sont restées. Elles ont été enlevées un jour et leurs proches n'en ont plus eu de nouvelles. Les rituels entourant généralement la mort (funérailles, enterrement) ont souvent été impossibles à réaliser.

ce genre de recherche dans *La Nación* et *Clarín*, des journaux plus conservateurs. Leur moteur de recherche ne permet pas de faire une recherche qui porte sur une longue durée. Pour les études, voir entre autres: Marcelo Brodsky, *Memoria en construcción : El debate sobre ESMA*, Buenos Aires, La Marca Editora, 2005 ; Pilar Calveiro, *Poder...* ; Marguerite Feitlowitz, *A lexicon...*; Lancha, Charles. *Histoire...* ; Claudio Martyniuk, *ESMA...*; Claudio Uriarte *Almirante Cero. Bibliografía no autorizada de Emilio Eduardo Massera*. Planeta Espejo de la Argentina, Buenos Aires, 1992.

Pour des raisons évidentes, les forces armées n'ont jamais révélé les informations incriminantes qui auraient pu délivrer les proches des personnes disparues de l'incertitude⁶⁸. Pendant la dictature, elles refusaient de fournir tout éclaircissement sur ce qui se passait, niaient les accusations de violations des droits de la personne, de torture, d'emprisonnement illégal et d'extermination⁶⁹. En réponse aux soupçons qui pesaient sur la junte militaire, une grande campagne de propagande a été organisée sous le thème « *Los Argentinos somos derechos y humanos* » visant à convaincre la communauté internationale que les droits humains étaient respectés en Argentine⁷⁰.

La façon dont a été modifiée l'ESMA pendant la dictature offre un autre témoignage du mensonge et du silence institutionnalisés des forces armées. Pour la période entre 1976 et 1980, l'*Asociación Ex Detenidos Desaparecidos* a produit six plans différents du sous-sol de la Maison des Officiers⁷¹ confirmant ainsi les propos tenus par Múnu Actis au sujet du caractère très temporaire des divisions du sous-sol⁷². Si la majorité des modifications que connaît le sous-sol à cette époque semble servir des intérêts de nature logistique, les rénovations qui précèdent la visite de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) en septembre 1979 ont clairement été pensées dans l'objectif d'occulter la détention des personnes enlevées illégalement, puis torturées et exterminées à l'ESMA⁷³.

Comme la plupart des survivants de l'ESMA, Alfred Ayala était utilisé comme main-d'œuvre esclave. C'est dans ce contexte qu'il a contribué à rénover le sous-sol.

« Porque a ellos habían llegado a los países extranjeros, a la comunidad internacional, noticia de que en la ESMA se torturaba, que se mataba gente, que se

⁶⁸ Si, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, certains dirigeants des forces armées vont reconnaître la responsabilité de ces dernières, aucune liste des personnes éliminées ne sera jamais fournie.

⁶⁹ Voir à ce sujet : Aldo Marchesi, « Vencedores vencidos : las respuestas militares frente a los informes « Nunca Más » en el cono sur », dans Eric Hershberg et Felipe Agüero, dir. *Memorias militares sobre la represión en el Cono Sur : visiones en disputa en dictadura y democracia*, Siglo XXI de España Editores, Madrid, 2005, pp.175 à 207.

⁷⁰ « Les Argentins, nous sommes droits et humains ». Voir entre autres : Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.36.

⁷¹ Voir l'annexe 2.

⁷² Munú Actis *et al.*, *Ese Infierno...*, p.144.

⁷³ La CIDH dépend de l'Organisation des États américains (OEA).

desaparecían familias enteras y ahí una primera investigación, creo que la hizo las naciones unidas o no sé qué... O la OEA, no sé. Bueno se anunció que iba a venir una delegación [...]. Yo creo que ellos estaban medio asustados con ese tema y bueno se estaba cambiando todo el sótano. Y mi primer laburo fue demontar todo. O sea que estuve todo el día sacando madera, transportando, todo lo que había sido en principio, la mayoría de los casos habían sido salitas de tortura... [...]Había un comedor, sí, había un salón más descubierto y el pabellón de enfermería, y después había 4 salitas de tortura que estaban enumeradas con el 12, el 13 el 14 el 15... »⁷⁴

Selon les plans fournis par l'Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, il n'existait plus de salles de torture en septembre 1979⁷⁵. Pourtant, dans son témoignage, Alfred Ayala mentionne que deux des quatre salles de torture ont été maintenues : « *Y después, nosotros construimos todo el sótano, se mantuvo no las 4 salitas de tortura, pero sí, se mantuvo 2 que eran las centrales, paralelas...* »⁷⁶ Cela suggère que l'absence de salles de torture est limitée dans le temps à la visite de la Commission et que les activités concentrationnaires de l'ESMA ne cessent pas dans la période qui précède la visite.

La venue de la CIDH a aussi motivé la destruction de la partie inférieure de l'escalier qui menait du sous-sol jusqu'à *Capuchita* et l'érection de trois pièces qui masquaient l'ancien accès à l'escalier⁷⁷. Dans les plans de 1979, il n'y a plus que des pièces dédiées au travail (salle de documentation, laboratoire photographique, atelier de documentation,) ou à la récréation des militaires (salle de télévision, salle à manger) ainsi qu'une douche et une salle de bain⁷⁸. La *Capuchita* a également vu disparaître ses deux salles de torture et les couchettes sur lesquelles les victimes étaient habituellement couchées⁷⁹.

Bien que ces rénovations aient pu avoir comme effet de miner la crédibilité des survivants qui témoignaient devant la Commission⁸⁰, elles servaient surtout à

⁷⁴ Entrevue de Memoria Abierta avec Alfred Ayala, réalisée les 3 et le 13 décembre 2002 dans les locaux de *Memoria Abierta*.

⁷⁵ Voir annexe 2. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 26.

⁷⁶ Entrevue de Memoria Abierta avec Alfred Ayala, réalisée le 3 décembre 2002 dans les locaux de *Memoria Abierta*.

⁷⁷ Témoignage de Carlos Muñoz au procès aux juntas militaires. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Document N24, p.22.

⁷⁸ Voir annexe 2. Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 26.

⁷⁹ Voir annexe 4.

⁸⁰ Par exemple, les plans produits par les survivants à cette époque auraient pu ne pas correspondre à ceux du « nouveau » Casino.

camoufler la vérité. En plus d'effacer les traces matérielles de l'existence du camp de concentration, les marins conduisirent la majorité des détenus de l'ESMA sur une île du Tigre, appelée Silencio⁸¹. Ceux qui ne participèrent pas au voyage furent déguisés en soldats à l'occasion de la visite de la CIDH⁸².

Comme les descriptions de l'intérieur du Casino de Oficiales, les changements physiques qui l'ont transformé pendant la dictature ont été connus grâce à la volonté des survivants de révéler les crimes qui y avaient été commis. En plus d'avoir comme origine la mémoire de la dictature comme violation des droits de la personne, les descriptions physiques du camp de concentration et ses transformations permettent d'illustrer la contre-mémoire ou le récit narratif que construisaient les dirigeants de la dictature. Aux dénonciations de non-respect des droits de la personne, le régime militaire répondait par la négation des faits allégués et par le mensonge.

II. UTILISATION ET OCCUPATION DE L'ESPACE

Ce à quoi est dédié un lieu, lorsque les activités qui s'y déroulent ne sont pas cachées, participe à la construction de son image. L'utilisation de l'espace permet donc d'exprimer le sens qu'on lui accorde et qu'on veut transmettre. Voilà pourquoi lorsqu'on assiste à une lutte de sens concernant un lieu, cette lutte s'apparente à une lutte pour son contrôle.

2.1 *Maintien des activités*

Après le retour à la démocratie en 1983, la Marine a gardé le silence. Sa principale arme dans cette lutte de sens : sa capacité à maintenir l'ESMA en opération. En poursuivant ses activités comme s'il n'y avait pas eu de dictature, la Marine affirmait sa volonté de taire les activités concentrationnaires qu'elle avait dirigées et nourrissait l'image d'infailibilité qu'elle voulait projeter. La vie réglementée de l'ESMA, les levées du drapeau argentin, les cérémonies militaires et

⁸¹ Voir Horacio Verbitsky, *El Silencio*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2005.

⁸² CONADEP, *Nunca Más...*, p.140.

la poursuite des activités d'enseignement évoquaient l'ordre et la discipline attribués généralement aux forces armées. Pour ne pas fragiliser de l'intérieur le symbole de puissance et de fierté que représentait l'ESMA, la Marine semblait choisir la fuite en avant.

2.2 *Usage contesté du terrain de l'ESMA*

En 1993, le directeur de l'Instituto Shields annonçait que les cours d'éducation physique de son établissement d'enseignement seraient désormais dispensés à l'ESMA, sur le terrain de la propriété⁸³. Suscitant la controverse et l'opposition de certains parents d'élèves, le projet fut néanmoins mené à terme. On apprit par la suite que six autres écoles prestigieuses de la capitale avaient imité l'Instituto Shields, à l'invitation des dirigeants de l'ESMA⁸⁴.

En 1995, le Ministère de l'Éducation et des Sports de la Ville de Buenos Aires annonça la tenue d'une compétition de natation à la piscine de l'ESMA. Cette annonce survenait quelques mois après les confessions publiques d'Adolfo Scilingo, des confessions qui associaient résolument l'horreur de la dictature à l'ESMA⁸⁵. En signe de protestation, le Colegio Nacional de Buenos Aires retira tous ses élèves de la compétition. Condamnant le projet, ses détracteurs le qualifièrent de « violation de la mémoire collective »⁸⁶. Quoique privée de la très grande majorité des nageurs qui devaient y prendre part, la compétition eut tout de même lieu.

En invitant différents établissements à utiliser les infrastructures de la propriété et en y organisant une compétition, l'ESMA et le Gouvernement de la Ville de Buenos Aires tentaient-ils d'améliorer l'image de l'institution ? La Marine n'ayant jamais reconnu officiellement l'existence du camp de concentration à l'ESMA, sa décision d'y tenir des cours d'éducation physique et une compétition sportive s'inscrivait dans une logique de silence sur le passé et correspondait à sa façon d'agir comme si rien ne s'était jamais passé.

⁸³ Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.173.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Nous développons davantage cette idée dans le chapitre trois.

⁸⁶ Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.174.

2.3 Destruction annoncée de l'ESMA

Un peu à l'image des dirigeants de l'ESMA en 1979 qui avaient voulu dissimuler la réalité en détruisant des preuves physiques de l'existence d'un camp de concentration à l'ESMA, Carlos Menem ordonna, le 7 janvier 1998, la destruction complète de la propriété⁸⁷. Il prévoyait transformer l'espace en parc dans lequel serait érigé un monument dédié à l'union nationale. Au lendemain de la conférence de presse du président, un journaliste de Clarín écrivait : « *Según la palabra presidencial y el texto de los fundamentos del decreto, esta decisión tiene un valor simbólico innegable, sustentado en el afán por dejar atrás las antinomias y asumir las lecciones de la historia reciente, expresando plenamente la voluntad de conciliación de los Argentinos* »⁸⁸.

Toutefois, la démolition de l'ESMA pourrait être interprétée comme une autre intention de taire le passé. Comme si en effaçant les marqueurs physiques de la mémoire, c'était la mémoire même du passé qu'on tentait d'effacer⁸⁹. Dans le contexte d'impunité favorisé par les lois *Punto Final* et *Obediencia Debida* et les pardons présidentiels de Carlos Menem, les discours d'union nationale trouvaient peu d'écho au sein des organismes de défense des droits de la personne. Unaniment, ces derniers condamnèrent le décret⁹⁰. Elizabeth Jelin rappelle que les discours de réconciliation cachent parfois une volonté d'oublier le passé⁹¹. Pour l'Asociación Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones políticas, il était vain de parler de réconciliation alors que les coupables n'avaient jamais été punis et que la vérité sur les années noires n'avait pas été établie. En réaction au décret du 7 janvier 1998, un de leurs porte-parole déclarait : « *No hay reconciliación sin verdad y justicia* »⁹².

⁸⁷ Memoria Abierta, « Historia de la ESMA » dans Memoria Abierta. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

⁸⁸ Calvo, Javier, « Demolerán la ESMA y colocarán un monumento por la unión nacional », *Clarín X*, 8 janvier 1998.

⁸⁹ Jelin, Elizabeth, *Trabajos...*, p.55.

⁹⁰ Memoria Abierta, « Historia de la ESMA » dans Memoria Abierta. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

⁹¹ Elizabeth Jelin et Susana Kaufman, « Layers of memories: Twenty years after in Argentina », dans T.G. Ashplant, Graham Dawson et Michael Roper, dir., *The Politics of War Memory and Commemorations*, Londres, New York, Routledge, 2000, p.97.

⁹² Calvo, Javier, « Demolerán la ESMA y colocarán un monumento por la unión nacional », *Clarín X*, 8 janvier 1998.

Le lendemain de l'annonce de Carlos Menem était un jeudi ; la marche hebdomadaire des Mères s'est alors déplacée de la Plaza de Mayo à l'ESMA où elles ont réclamé l'annulation du décret de Menem⁹³. Les proches des personnes disparues à l'ESMA ont, pour leur part, déposé une demande d'injonction visant à suspendre les effets du décret. Leur requête a été accueillie favorablement par les tribunaux qui ont rappelé le caractère patrimonial du lieu et invoqué sa valeur probante dans des développements judiciaires⁹⁴. Ils ont également réaffirmé qu'en vertu de ses obligations internationales, l'État était responsable de fournir des réponses à la société et aux proches des personnes disparues quant au destin de ces dernières. En février 2001, la Cour Suprême de Justice révoquait le décret promulgué par Menem et le déclarait « inconstitutionnel »⁹⁵.

2.4 *Lutte pour la création d'un musée*

Quoique marquée par différentes manifestations depuis la fin de la dictature, l'École de Mécanique de la Marine poursuit les activités pour lesquelles elle avait été créée jusqu'en 2004. Cette même année, sa rétrocession à la ville de Buenos Aires et au gouvernement fédéral marquait la fin d'une époque⁹⁶. En perdant le contrôle sur la propriété, la Marine perdait aussi la possibilité de présenter l'ESMA comme un symbole de fierté et de prestige. L'institution allait être transformée en « Espace pour la Mémoire et la Défense et Promotion des Droits Humains »⁹⁷.

La lutte qui dota l'Argentine d'un Espace pour la mémoire fut longue et semée d'embûches. Si un seul projet de musée était élaboré dans la décennie 80, ils étaient plus nombreux dans les années 1990⁹⁸. Pensés par des organismes de défense des droits de la personne ou des membres de l'Assemblée de la Ville de Buenos

⁹³ Memoria Abierta, « Historia de la ESMA » dans Memoria Abierta. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Presidencia de la Nación, Secretaría General, *Acta de ejecución del acuerdo suscripto el 24 de marzo de 2004 entre el estado nacional y la ciudad autónoma de Buenos Aires*, Buenos Aires, 2004.

⁹⁷ Instituto Espacio para la Memoria. *Creación del ente público Espacio para la memoria, la defensa y promoción de los derechos humanos*, [En ligne].

<http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/> (Page consultée le 11 août 2008).

⁹⁸ Memoria Abierta, « Camino al museo » dans Memoria Abierta. [En ligne].

http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo2.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

Aires, aucun d'entre eux ne mena toutefois à la création effective du musée. Résultat d'intenses négociations au sein de l'assemblée, les résolutions émises par la ville se révélaient généralement trop timides pour forcer la réalisation du projet⁹⁹. La résistance venait aussi des forces armées. En 1996, on souhaita transformer l'Olimpo, un garage de la Police fédérale qui avait servi de centre clandestin en 1978 et en 1979, en musée de la mémoire. Mais lorsque le 22 mars, les tenants du projet (qu'avait approuvé l'Assemblée de la Ville de Buenos Aires) se présentèrent devant le garage pour y peindre une murale qui l'aurait inauguré, ils se heurtèrent à un mur de policiers qui empêcha la réalisation de la peinture¹⁰⁰. Aucun musée ne fut alors créé¹⁰¹.

Les années 2000 virent poindre une unanimité toute neuve. L'ESMA était désormais le lieu à récupérer. En juin 2000 l'Assemblée de la Ville de Buenos Aires votait à l'unanimité une loi qui stipulait que les édifices de l'ESMA étaient destinés à accueillir le futur musée¹⁰². Le 5 mars 2002, un nouveau groupe composé d'organismes de défense des droits humains et de différentes personnalités était créé sous l'appellation Instituto Espacio por la Memoria (IEM)¹⁰³. Finalement, l'implication du président Néstor Kirchner, élu en 2003, permit la concrétisation du projet. D'un poids politique et symbolique jamais égalé auparavant, la coalition réunissait la Gouvernement de la Ville de Buenos Aires (GCBA), le président de la nation et le mouvement de défense des droits humains qui incluait entre autres les H.I.J.O.S., les Madres et les Abuelas. Le 24 mars 2004, à 28 ans du coup d'État, un accord visant à transformer l'ESMA en Espacio para la Memoria y para la Promoción y Defensa de los Derechos Humanos était signé entre le Gouvernement de la Ville de

⁹⁹ Elizabeth Jelin et Susana G. Kaufman, « Layers of... », p. 97.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Depuis 2003, l'Olimpo est reconnu comme « site historique » par le GCBA. Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires. « Ley 1.190 » dans Instituto Espacio para la Memoria. [En ligne]. <http://www.institutomemoria.org.ar/exccd/olimpolegal.html> (Page consultée le 10 août 2008).

¹⁰² Memoria Abierta, « Historia de la ESMA » dans Memoria Abierta. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

¹⁰³ Memoria Abierta, « Camino al museo » dans Memoria Abierta. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo2.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

Buenos Aires et l'État national et le 3 octobre 2007, il ouvrait ses portes à la population¹⁰⁴.

2.5 *La rétrocession de l'ESMA et la Marine*

Quelques semaines avant la cérémonie du 24 mars 2004, marquant la rétrocession, le chef de la Marine, l'amiral Jorge Godoy¹⁰⁵, déclarait que l'ESMA était devenue un « *símbolo de barbarie y irracionalidad* »¹⁰⁶. La subordination de la Marine aux instances démocratiques semblait totale : en plus de devoir quitter le lieu parce que des représentants élus en avaient ainsi décidé, son chef reconnaissait que l'ESMA symbolisait l'horreur de la dernière dictature¹⁰⁷. Son interprétation du passé était en accord avec celle que défendait Néstor Kirchner.

Cependant, malgré les déclarations publiques de l'Amiral Godoy, des indices laissaient croire que cette vision n'était pas partagée par tous les membres de la Marine. La visite des survivants de l'ESMA quelques jours avant la cérémonie marquant la rétrocession du lieu rappelait le contexte dans lequel s'était déroulée la visite de la CONADEP en 1985. À cette époque, les commissaires avaient senti qu'ils n'étaient pas les bienvenus à l'ESMA¹⁰⁸. Alors qu'elles marchaient vers le *Casino de Oficiales* en 2004, les cinq survivantes de *Ese Infierno* racontent qu'elles durent faire face à des parents d'élèves des institutions de la Marine qui manifestaient leur mécontentement face à la rétrocession :

«[...] un grupo de padres de alumnos de los Institutos de la Marina que se oponían al desalojo del predio seguían nuestro trayecto al grito de « ¡Viva la Armada! ». Munú tuvo en ese momento un impulso que obedeció : alzó su mano con los dedos en V, como lo hacíamos en los 70. Y esa V de la victoria expresó nuestra reivindicación, un pequeño triunfo sobre tanto muerte. »¹⁰⁹

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Nommé par Néstor Kirchner en 2003. Nora Veiras, « La historia detrás de la purga militar con que Kirchner estrena mandato », *Página/12*, 25 mai 2003.

¹⁰⁶ Jorge Godoy cité par Daniel Gallo dans « Autocrítica de la Armada: « La ESMA simboliza la barbarie ». *La Nación*, 4 mars 2004.

¹⁰⁷ La subordination *semblait* totale parce qu'il est difficile de dire dans quelle proportion les propos tenus par l'Amiral Godoy étaient partagés au sein de la Marine.

¹⁰⁸ Emilio Crenzel, *La historia...*, p.225 note 123.

¹⁰⁹ Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.300.

Dans ce contexte, les « ¡Viva la Armada ! » des parents d'élèves traduisaient un sentiment de propriété et d'appartenance vis-à-vis l'ESMA. Malgré la rétrocession imminente et même si les officiers avaient déjà libéré le *Casino de Oficiales*, ils semblaient vouloir signifier aux survivants que leur présence les importunait. Cependant, le congédiement du chef de l'ESMA qui avait autorisé les parents d'élèves à entrer sur la propriété ce jour-là a, par la suite, indiqué que la plus inopportune présence était la leur¹¹⁰. Lors de la cérémonie du 24 mars 2004, la pénétration de la foule dans l'enceinte de l'ESMA (alors qu'il n'avait été prévu que seuls ceux qui participaient à la cérémonie seraient à l'intérieur des grilles) donnait l'impression que la population prenait possession du lieu et allait lui faire porter le sens qu'elle lui conférait¹¹¹. La dispute pour le sens que devait revêtir l'ESMA s'apparentait ainsi à une lutte pour le contrôle du territoire.

Le partage de l'espace après la cérémonie du 24 mars 2004 est, en ce sens, éloquent. Parce que le départ des différentes organisations de la Marine devait s'effectuer de manière graduelle, il y eut une période de transition durant laquelle l'ESMA était à la fois le lieu de travail des militaires en uniforme et des employés de ce qui deviendrait l'Espace pour la mémoire¹¹². Comme ces derniers s'opposaient à une cohabitation avec les membres de la Marine, une grille séparant les aires auxquelles chacun des deux groupes avaient accès a été mise en place¹¹³. Exprime-t-elle la crainte des employés de la ville de devoir subir les représailles des Marins ? L'opposition de ces derniers pouvait être motivée par différentes raisons : leur attachement au lieu, leur sentiment de propriété, leur difficulté à renoncer à ce qu'ils considéraient comme un symbole de fierté ou l'atteinte à l'identité de la Marine qu'impliquait la reconnaissance de l'existence d'un camp de concentration dans l'une

¹¹⁰ « Echan al jefe de la ESMA por permitir un reclamo en la visita de Kirchner » dans *Clarín* x. [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/2004/03/23/p-00801.htm> (Page consultée le 8 août 2008).

¹¹¹ Information transmise par des membres de l'Instituto Espacio para la Memoria lors de la visite de l'ESMA, le 2 novembre 2006.

¹¹² Presidencia de la Nación, Secretaría General, *Acta de ejecución del acuerdo suscripto el 24 de marzo de 2004 entre el estado nacional y la ciudad autónoma de Buenos Aires*, Buenos Aires, 2004.

¹¹³ Visite de l'ESMA le 2 novembre 2006.

de ses bases. Dans ce contexte, l'érection d'une barrière physique pourrait avoir marqué les limites territoriales de visions du passé différentes¹¹⁴.

III. TRANSFORMATION DE L'ESMA

Du côté de ceux qui avaient souhaité la transformation en espace commémoratif, une autre lutte de mémoires s'amorçait. Si tous les groupes considéraient l'école comme un symbole du terrorisme d'État, il n'y avait pas d'unanimité quant à ce qui devait être commémoré, quant à ce que le nouvel espace devait transmettre, ni quant à la manière de le faire. Différentes propositions ont donc été émises. Nous n'en évoquerons pas les détails ici¹¹⁵ ; mentionnons seulement que certains groupes souhaitaient voir le *Casino de Oficiales* redevenir ce qu'il avait été entre 1976 et 1983 de façon à ce qu'il témoigne, par sa matérialité, du terrorisme d'État. C'est donc par la rénovation complète du bâtiment qu'ils entendaient signifier ce que devait exprimer l'ESMA¹¹⁶. Se rapprochait de cette proposition, celle qui souhaitait voir l'ESMA représenter le crime contre l'humanité exclusivement¹¹⁷.

Craignant qu'on ne transforme l'ESMA en « Musée de l'Horreur », d'autres organismes se sont opposés à ce que soit reconstruit le camp de concentration¹¹⁸. Plutôt que de recréer l'environnement dans lequel les détenu-disparus avaient

¹¹⁴ Un autre événement survenu pendant la rétrocession pourrait indiquer l'attachement des Marins à l'ESMA. Le *Casino de oficiales* a été l'un des premiers bâtiments à passer sous le contrôle de la Ville de Buenos Aires et du gouvernement fédéral. Au moment d'en prendre possession, leurs représentants ont découvert que des poignées de porte, des lustres et des climatiseurs avaient entre autres disparus. La valeur monétaire des objets pourrait être à l'origine de ces vols. Mais ils pourraient aussi avoir été motivés par un certain attachement au lieu ou un sentiment de propriété, dans lequel cas l'ESMA continuerait d'être vue comme un symbole de prestige et de fierté. Ces informations ont été obtenues à l'Archivo Nacional para la Memoria.

¹¹⁵ Dans le chapitre III, nous verrons plus en détails le débat sur les différentes mémoires que voulaient transmettre les groupes impliqués dans le processus d'élaboration de l'espace.

¹¹⁶ Pour une présentation synthétique des différentes propositions, voir Vera Carnovale, « Memorias, espacio público y Estado: la construcción del Museo de la Memoria » *Estudios AHILA de Historia Latinoamericana*, no.2 (nueva serie), Verveur, 2006. Pour les propositions en détails, voir entre autres : Marcelo Brodsky, *ESMA...*, 215-225 et Memoria Abierta, « Jornadas «El museo que queremos» [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo_jornadas.php (Page consultée le 30 juillet 2008)

¹¹⁷ Vera Carnovale, « Memorias... », p.16.

¹¹⁸ Proposition de l'Asociación *Madres de Plaza de Mayo* citée par Marcelo Brodsky, *ESMA ...*, p.219.

vécu, laisser aux visiteurs la possibilité de l'imaginer leur semblait plus approprié¹¹⁹. Ainsi, sans qu'ils ne saturent l'espace, des panneaux explicatifs ont été installés un peu partout dans l'édifice. Certains d'entre eux décrivent simplement les pièces dans lesquelles ils sont placés ou celles qui s'y trouvaient à l'époque¹²⁰. D'autres contiennent des extraits des témoignages qu'ont livrés les survivants en différentes occasions ; ils rendent compte de ce qui se passait à l'ESMA en des termes personnels et donnent à l'expérience de l'horreur, une dimension humaine.

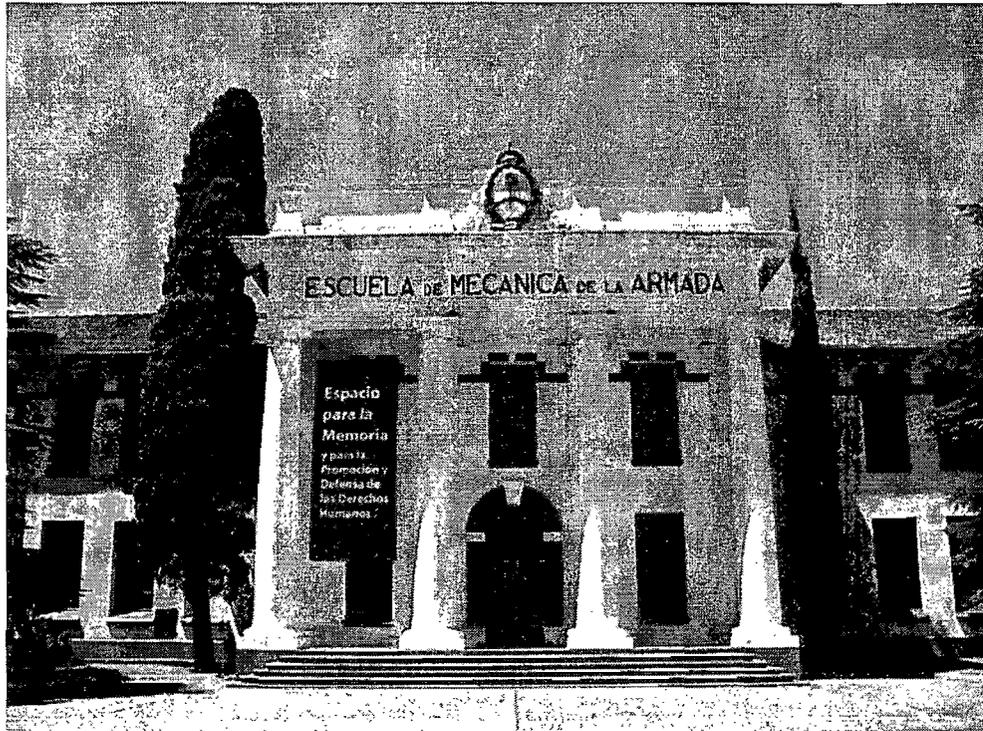
Dès 2004, la façade très médiatisée du pavillon d'entrée portait une large bannière sur laquelle on pouvait lire « Espacio para la Memoria y para la Promoción y Defensa de los Derechos Humanos ». Tel un drapeau planté en territoire conquis, elle symbolisait le changement de garde à l'ESMA. L'entente conclue entre le Pouvoir Exécutif National (PEN) et le Gouvernement de la Ville de Buenos Aires (GCBA), le 20 novembre 2007 octroyait à cinq organismes (Asociación Abuelas de Plaza de Mayo, les deux associations de Madres de Plaza de Mayo, Familiares de desaparecidos y detenidos por razones políticas et H.I.J.O.S.) la possession de quatre bâtiments « *para tareas específicas de su actividad en la protección de los derechos humanos* »¹²¹. D'autres édifices étaient, par la même occasion, dévolus au PEN, responsable de l'Archivo Nacional para la Memoria, et à l'Instituto Espacio de la Memoria de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires établi dans le pavillon d'entrée de l'ESMA. À cet organisme revenait la gestion du Casino de oficiales. Il était spécifié qu'aucune modification ne devrait altérer son caractère testimonial ou nuire à son rôle premier de mémorial. Finalement, l'entente prévoyait l'occupation d'un dernier immeuble par l'Instituto para la Educación en Derechos Humanos de l'Unesco¹²².

¹¹⁹ Proposition de *Buena Memoria*, Asociación Civil citée par Marcelo Brodsky, *ESMA ...*, p.216.

¹²⁰ Visite à l'ESMA le 2 novembre 2006.

¹²¹ Presidencia de la Nación, Secretaría general, « Creación del ente público Espacio para la memoria, la defensa y promoción de los derechos humanos » dans *Espacio para la Memoria*. [En ligne]. http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/pdf/creacion_ente_publico_epmpdddhh.pdf (Page consultée le 20 août 2008)

¹²² *Ibid.*



Façade du pavillon principal de l'ESMA

Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 8.

Éventuellement occupée par des organismes dont la lutte pour la vérité et la justice s'était amorcée dès les premières années de la dictature, l'École de Mécanique de la Marine changeait complètement de vocation. L'installation des cinq groupes nommés précédemment dans ces différents immeubles marquait une rupture dans l'histoire de la propriété et donnait tout son sens au nouveau nom qu'elle portait.

Conclusion

La rétrocession et la transformation de l'ESMA en espace pour la mémoire et la défense des droits de la personne constituent un joli pied de nez à la vision du passé promue par les forces armées. Le départ de la Marine, en soi une reconnaissance publique qu'un camp de concentration a existé à l'ESMA pendant la dictature, a détruit toute possibilité de considérer l'institution comme un symbole de

fiereté et de puissance. Par ailleurs, l'attitude de la Marine par rapport à la dictature était officiellement condamnée. Face au silence qu'elle avait maintenu toutes ces années, on donnait raison aux individus et aux organismes qui avaient persisté à le briser : un espace pour la mémoire avait pour objectif de mettre en lumière ce qui avait été caché. Finalement, en permettant aux différents organismes de défense des droits de la personne de venir occuper les bâtiments de l'ESMA, les deux paliers de gouvernements confirmaient la pertinence du sens que ces derniers avaient accordé à la dictature. Comme nous le verrons dans le chapitre qui suit, l'interprétation selon laquelle la dictature signifiait la violation massive des droits de la personne a longtemps été réfutée par les forces armées.

Avait-on assisté en 2004 à la fin d'une lutte des mémoires en jeu? La rétrocession et la transformation de l'ESMA confirmaient certainement la vigueur de la mémoire entretenue par les différents groupes et individus qui condamnaient la dictature. La mémoire de la répression illégale, liée à la lutte pour la vérité et la justice, était désormais associée officiellement à l'ESMA et son rayonnement auprès de la population s'en trouvait nécessairement grandi. Réussir à transformer l'ESMA représentait donc une victoire pour ces groupes. Cependant, cela signifiait difficilement la fin d'une lutte de représentations. Quoique de hauts commandants de la Marine aient condamné la dictature, certains des membres de l'institution gardent toujours secrètes les informations qui permettraient de mettre un terme au statut de « disparu » des milliers de victimes de l'ESMA. D'une part, ce silence minimise les conséquences de la dictature et d'autre part, la responsabilité de la Marine dans ce qui s'est passé.

Chapitre II

L'interprétation militaire du passé

Introduction

Si, afin d'entretenir une image de droiture, de dignité, de fierté, la Marine a préféré nier et camoufler ce qui se passait pendant la dictature à l'ESMA, et plus tard, ce qui s'y était passé, poursuivre ses activités comme si la propriété n'avait pas renfermé l'un des plus importants camps de concentration du régime militaire et refuser de fournir l'information sur les personnes qui y sont « disparues », des attitudes qui s'apparentent au silence, certains de ses membres, comme Emilio Massera, ont aussi pris la parole et fait connaître leur interprétation du passé dictatorial. Bien que ce dernier n'ait pas nécessairement voulu faire porter à l'ESMA le sens qu'il donnait à la dictature, sa propre appartenance au lieu a néanmoins produit ce résultat. Par ailleurs, aucun membre de la Marine n'a contesté publiquement la version proposée par Massera avant 2004, laissant ainsi croire que l'institution y avait adhééré¹. Jusqu'à cette année-là, l'ESMA est demeurée sous le contrôle de la Marine.

Dans ce chapitre, nous tenterons de comprendre l'interprétation que l'amiral Emilio Massera a défendue, après avoir exposé de quelle façon il a lié son destin à l'École de Mécanique de la Marine. Bien que cette vision s'inscrive plutôt en filigrane dans la lutte des mémoires concernant l'ESMA, il importe de s'y attarder puisqu'elle contient ce que ceux qui ont reconnu l'ESMA comme le symbole le plus important de la répression illégale ont combattu². Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre premier, les mémoires qui se sont confrontées à l'ESMA se sont

¹ Aucun membre de la Marine n'a pris publiquement position au sujet de la dictature avant 2004 à part Adolfo Scilingo. Quoique la rupture du pacte de silence que ce dernier a opérée traduisait une nouvelle attitude par rapport à la dictature (favorisant entre autres, une certaine transparence sur ce qui s'était passé), elle ne remettait pas en question la position défendue par Massera.

² Nous considérons que cette mémoire s'inscrit plutôt en filigrane dans la lutte des mémoires parce que contrairement à ceux pour qui la dictature signifie le terrorisme d'État qui ont manifesté devant l'ESMA, Massera ou les autres commandants n'ont pas organisé de tels événements devant l'institution pour faire la promotion de leur interprétation.

inscrites dans une lutte plus large que le sens à accorder à l'institution, une lutte qui portait sur la signification de la dernière dictature.

Pour les organismes de défense des droits de la personne, la dictature a d'abord signifié la violation massive des droits de la personne, une vision à laquelle se sont opposées catégoriquement les forces armées (alors qu'elles étaient au pouvoir, mais aussi après le retour à la démocratie)³. Ce que nous appellerons « l'interprétation militaire », sans perdre à l'esprit qu'elle n'est ni monolithique, ni fixe dans le temps, se base sur les discours et les écrits produits par des membres des forces armées. Le plaidoyer prononcé par Emilio Massera lors du procès aux juntas militaires en est un bon exemple.⁴ Afin de saisir la portée de cette mémoire, nous analyserons en quoi des écrits publiés entre 1985 et la fin des années 1990 s'y rattachent. À cet effet, la préface de *In Memoriam*⁵ et *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*⁶ écrits par Ramón Díaz Bessone et *La Otra campana del Nunca Más*⁷ de Miguel Etchecolatz seront étudiés. Nous verrons également comment la vision qu'ont défendue ces hommes s'est vue contestée au sein des forces armées depuis 1995. En ce sens, nous analyserons les confessions de l'ancien capitaine Adolfo Scilingo parues d'abord dans *El Vuelo*⁸ d'Horacio Verbitsky et ensuite dans *¡Por siempre Nunca Más!*⁹ écrit par Scilingo lui-même et les autocritiques prononcées par des dirigeants militaires en 1995 et en 2004. Nous tenterons de voir dans quelle mesure ces « nouvelles » versions du passé sont représentatives des institutions militaires. Finalement, nous tenterons de voir les liens entre cette interprétation militaire et la « teoría de los dos demonios », une vision de la dictature partagée par une partie de la population de l'Argentine.

³ Elizabeth Jelin, « La conflictiva... », p.320.

⁴ Le plaidoyer de Massera a entre autres été retranscrit dans Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, 203-206.

⁵ Ramón Díaz Bessone, « Prefacio » dans *In Memoriam*, [En ligne]. <http://members.fortunecity.com/inmemoriaml/prefacio.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

⁶ Ramón Díaz Bessone, *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*. Buenos Aires, Editorial Fraterna, 1986.

⁷ Miguel Etchecolatz, *La Otra campana del Nunca Más*, Buenos Aires, 1988 ?. Il n'y a pas de date dans la version que nous avons. Il n'y en a pas non plus dans l'exemplaire qui se trouve à la bibliothèque Robarts de l'Université de Toronto. Dans la notice bibliographique, on indique « 1988 ? » pour la date de publication.

⁸ Horacio Verbitsky, *El Vuelo*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, Editorial La Página, 2006.

⁹ Adolfo Scilingo, *¡Por siempre Nunca Más!*, Buenos Aires, La Plata, 1996.

I. EMILIO MASSERA ET L'ÉCOLE DE MÉCANIQUE DE LA MARINE

Le 24 mars 1976, les commandants en chef des trois armes argentines, le général Jorge Rafael Videla, l'amiral Emilio Eduardo Massera et le brigadier général Orlando Ramón Agosti renversaient le gouvernement d'Isabel Perón. Tous les trois, ils formeraient la première junte d'une dictature qui se poursuivrait jusqu'en 1983.

Quelques mois auparavant, le 5 mars 1975, Massera avait réuni une quinzaine de membres de la Marine à l'édifice Libertad¹⁰, devant qui il avait exposé la série d'attentats qu'avaient perpétrés les guérilleros au cours de l'année qui s'achevait¹¹. À la suite de cet exposé, il leur proposait de former le *grupo de tareas* 3.3.2 (G.T.3.3/2) qui serait basé dans le *Casino de Oficiales* de l'ESMA et dont la tâche allait être « d'appuyer la Police fédérale dans sa lutte contre la subversion »¹². Les tâches des membres du G.T.3.3/2: planifier les *operativos* qui se dérouleraient dans le Grand Buenos Aires et dans la capitale, séquestrer ceux qu'ils appelaient les *subversivos*, les interroger sous la torture, choisir ceux qui seraient « transférés » et la minorité d'entre eux qui participeraient au « processus de récupération »¹³.

Le rôle primordial joué par Massera dans la mise sur pied et la direction du GT 3.3/2 a été évoqué par quelques survivants de l'ESMA. Un extrait du témoignage livré par Lisandro Raúl Cubas à la CONADEP était publié dans le rapport de la commission :

« *El apoyo de los altos mandos de la Marina al GT fue expreso. Massera asistió a su conformación y dictó una conferencia inaugural a los oficiales designados concluyendo con una exhortación a los mismos de « responder al enemigo con la máxima violencia, sin trepidar a los medios ». El mismo Massera participó en los primeros operativos clandestinos del GT con el nombre de guerra « Negro » o « Cero » para demostrar su compromiso con la tarea asignada a sus oficiales.* »¹⁴

¹⁰ L'édifice Libertad est le siège de la Marine argentine.

¹¹ Raúl David Vilarriño, *Yo sequestré...*, p.11 et 12.

¹² *Ibid.*

¹³ CONADEP, *Nunca Más...*, p.130. Le « processus de récupération » ne semblait pas prévu au début de la dictature. Pilar Calveiro écrit qu'il apparaît en même temps que le « lancement » de la carrière politique de Massera, au début de 1977. Pilar Calveiro, *Poder...*, p.120.

¹⁴ CONADEP, *Nunca Más...*, p.130.

Dans le cadre de la cause judiciaire portant sur les délits commis à l'ESMA, un autre survivant insistait sur la soif de pouvoir qui avait conduit Massera à créer le *grupo de tareas*¹⁵.

« Martín Gras, sobreviviente de la ESMA, explicó en su declaración que la creación del grupo de tareas 3.3/2 fue apoyada decididamente por el dictador Emilio Eduardo Massera para obtener su propia cuota de poder: “Desde el punto de vista jerárquico organizativo, el GT es el brazo ejecutor del SIN (Servicio de Inteligencia Naval), pero en la práctica realiza sus propias tareas de inteligencia, convirtiéndose paulatinamente en un sector de dependencia directa de Massera, agudizándose las contradicciones políticas con el SIN, cuya jefatura no era considerada ‘masserista’ ».¹⁶

Non seulement Massera était-il l'ultime responsable de toutes les installations navales du pays parce qu'il était commandant en chef de la Marine entre 1974 et 1978, mais il avait, de plus, participé aux activités répressives qui avaient cours à l'ESMA et le *grupo de tareas* que dirigeait Jacinto Chamorro, dépendait directement de lui¹⁷.

Les ambitions politiques de Massera ont été liées à l'histoire du centre clandestin de détention. En plus d'avoir mis sur pied le *grupo de tareas* 3.3/2, sa volonté de cumuler plus de pouvoir le mène à créer le camp de concentration; l'ampleur de son initiative était à l'image de la place qu'il convoitait pour la Marine au sein des forces armées¹⁸. La carrière dont il rêvait n'était toutefois pas limitée au cadre militaire; sa préparation aurait été liée à l'apparition du *staff* et du « processus de récupération » à l'ESMA au début de 1977¹⁹. Initialement, ce groupe était composé de militants *montoneros* choisis pour leurs différentes compétences ou

¹⁵ La révocation des lois dites d'impunité Obedencia Debida et Punto Final par la Cour Suprême en 2005 a permis la réouverture de la cause portant sur les violations des droits de la personne commises à l'ESMA.

¹⁶ Victoria Ginzberg, « Actuarón con total impunidad », *Página/12*, 12 juillet 2006.

¹⁷ Officiellement, Jacinto Chamorro, le directeur de l'ESMA jusqu'au début de 1979, était en charge du *grupo de tareas*. Cependant, Adolfo Scilingo parmi d'autres, affirme que Jorge Acosta était le véritable responsable du GT.3.3/2.

¹⁸ Claudio Uriarte, *Almirante ...*, p.92.

¹⁹ Ana María Martí *et al*, *ESMA...*, p.10. Les ambitions politiques de Massera n'expliquent pas à elles seules l'origine un peu obscure du *staff*. Selon Pilar Calveiro, « Es difícil explicar con certeza las razones de la existencia del staff, cuya creación coincidió con el « lanzamiento » político del almirante Massera. La ambición política de la Marina, que pretendía disputar el lugar rector que hasta ese momento había ocupado el ejército dentro de las Fuerzas Armadas, acompañada de la ineptitud, la inexperiencia y el arribismo político de Massera, les permitió concebir la idea de utilizar el capital político que habían capturado en beneficio de sus propios objetivos. » Pilar Calveiro, *Poder...*, p.120.

talents²⁰. Selon plusieurs survivants, Massera cherchait à s'allier les secteurs du mouvement péroniste desquels étaient issus les Montoneros²¹. Recrutée parce qu'elle pouvait traduire l'anglais et le français, Miriam Lewin évoquait les desseins qui avaient présidé à la création de ce groupe de « travail » lors du Procès aux Juntas militaires : « *A través de la observación de las actividades diarias llegué también a la conclusión de que lo que existía allí era diferente a lo que me había contado Mariano*²². *Se pretendía utilizar la capacidad política y técnica de algunos detenidos para formar una unidad de apoyo al grupo político del Almirante Massera, además del mero apoyo logístico a la represión ilegal* »²³. La formation politique et intellectuelle de ces détenus étaient mises à profit : ils devaient entre autres étudier la presse nationale et internationale et produire des analyses politiques²⁴. À la fin de 1978, alors que Massera s'était retiré de la vie militaire, une revue de presse qu'ils rédigeaient devait lui parvenir chaque matin²⁵.

La collaboration de certains *Montoneros*, les ennemis notoires de la Marine²⁶, représentait une victoire pour cette dernière. Voilà pourquoi ils étaient présentés comme des trophées de guerre. Pour ces militants, feindre d'être « récupérés » en acceptant de « travailler »²⁷ pour les marins devenait l'unique manière de penser augmenter leurs chances de survie. « *Comprendieron que, en el marco de la carrera política que intentaba emprender Massera, poseían un insumo valioso para los marinos, que podían entregar a cambio de mayor sobrevivencia, con la expectativa de que alguno podía salir libre* »²⁸.

²⁰ Ana María Martí et al, *ESMA...*, p.10.

²¹ *Ibid.*

²² Membre du GT.3.3/2.

²³ Asociación Madres de Plaza de Mayo, *Massera el genocida*, Buenos Aires, Editorial La Página, 1999, p.52.

²⁴ Pilar Calveiro, *Poder...*, p.119.

²⁵ Claudio Uriarte, *Almirante...*, p.212.

²⁶ Voir entre autres : Adolfo Scilingo, *¡Por siempre...*, p.191.

²⁷ Il ne s'agit pas de véritable travail. Ceux qui participent au processus de récupération sont utilisés comme main-d'œuvre esclave.

²⁸ Inclure le plus de détenus dans le processus de récupération, améliorer les conditions de détention de ceux qui n'en faisaient pas partie en partageant les livres, la nourriture, l'information auxquels ils avaient accès, informer les nouveaux détenus des conduites à adopter à l'intérieur du camp, accumuler le plus d'information sur les bourreaux de l'ESMA pour pouvoir les dénoncer s'ils sortaient vivants du camp : voilà autant de formes que prenait la résistance de ceux qui participaient au processus de récupération. Voir Pilar Calveiro, *Poder...*, p.118.

Après avoir quitté ses fonctions de commandant en chef de la Marine, en 1978, Massera créait le *Partido para la Democracia Social*, tremplin par lequel il espérait devenir le président de la République. La même année, paraissait le journal *Convicción*, un organe de presse à la solde de l'amiral, financé par la Marine²⁹. C'est ce que confirme Claudio Uriarte, employé par le journal en 1979 : « *Convicción*, [...], era el diario de la Marina, y más específicamente el medio destinado a ayudar al almirante Massera a llegar al poder. »³⁰ Dans le cadre du « processus de récupération », deux *detenidos desaparecidos* de l'ESMA allaient se joindre à l'équipe de journalistes. Ils devraient rentrer au camp tous les soirs et remettre leur salaire aux officiers de l'ESMA³¹.

Le rôle majeur de Massera dans l'installation du système de répression de l'ESMA et l'influence qu'ont eue ses ambitions politiques sur son fonctionnement l'ont associé définitivement au camp de concentration. Lors de leur déclaration devant l'Assemblée Nationale Française, les trois femmes libérées estimaient que du 24 mars 1976 au mois de mars 1978, 4726 personnes avaient été détenues à l'ESMA, desquelles une centaine seulement étaient toujours vivantes³². D'autres survivants du camp soutiennent qu'au total, 5000 personnes s'y sont retrouvées pendant la dictature³³; Massera ayant pris sa retraite en septembre 1978, c'est sous son contrôle que la majorité des victimes du GT.3.3/2. ont été séquestrées, torturées et éliminées à l'ESMA³⁴. Le dictateur est en ce sens associé à la démesure de l'horreur, c'est ce que

²⁹ Claudio Uriarte, « Invierno en Convicción » dans Eduardo Blaustein et Martín Zubieta, dir. *Decíamos ayer: La prensa argentina bajo el Proceso*, Buenos Aires, Ediciones Colihue, 1998, p.318.

³⁰ Claudio Uriarte, « Invierno... », p.314. Quoique les allégeances politiques de ceux qui formaient la rédaction fussent très variées et qu'ils bénéficiaient d'une liberté importante, la politique intérieure n'était pratiquement pas abordée dans les pages du journal. Claudio Uriarte soutient que la position équivoque de Massera était responsable du manque de direction éditoriale au sein du journal : « *Massera quería ser presidente con esquema opuesto al gobierno de entonces, pero hete aquí que la Marina -que financiaba al diario- integraba ese gobierno, más precisamente en la proporción teórica de un 33 por ciento, dentro de la Junta Militar. Entonces, Convicción no podía oponerse mucho al gobierno, pero tampoco apoyarlo enteramente.* » Claudio Uriarte, « Invierno... », p.318.

³¹ Enrique Arrosagaray. « De la ESMA al diario del almirante Massera », *Clarín X*, 3 août 1998.

³² Ana María Martí *et al*, *ESMA...*, p.10.

³³ Témoignage de Carlos Muñoz au procès aux juntas militaires. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, Document N24, p.22.

³⁴ Témoignage de Carlos Muñoz au procès aux juntas militares. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, Document N24, p.22.

soutient Mario Villani, un survivant de l'ESMA, lors d'une entrevue avec Marguerite Feitlowitz : « *Under Massera, the ESMA was one of the bloodiest, most horrendous torture centers* »³⁵. Condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité lors du procès aux juntas militaires en 1985, puis gracié par le président Carlos Menem en 1990, Massera était à nouveau jugé et condamné à l'arrêt domiciliaire en 1998 pour son implication dans l'appropriation de bébés pendant la dictature³⁶. En 1997, le juge espagnol Balthazar Garzón demandait son extradition et l'accusait d'être le principal responsable des activités répressives du centre clandestin de l'ESMA³⁷.

Si un lieu est au centre des luttes de mémoires, ce n'est pas uniquement en raison des mémoires que l'on souhaite voir s'y inscrire, mais aussi à cause de celles que promeuvent des gens qui y sont intimement associés et qui disposent d'une certaine autorité ou influence. Parce que Massera s'était tant investi dans la mise sur pied et dans le fonctionnement de l'appareil répressif de l'ESMA et qu'il était lié à l'horreur de ce camp de concentration pour les différentes raisons évoquées, le sens qu'il accordait à la dictature était associé à l'ESMA.

II. UNE « GUERRE JUSTE » CONTRE LA SUBVERSION

2.1. Plaidoyer de Massera au procès aux juntas militaires

Lors du procès aux juntas militaires, Massera, comme la plupart des ex-commandants qui y étaient accusés, a fait usage de son droit de parole³⁸. Le 3 octobre 1985, il livrait un plaidoyer qui s'apparentait à un testament politique dans lequel il exposait sa vision de la dictature. Comme nous le verrons plus loin, le sens qu'il accordait alors à ce qui s'était passé, correspondait à la vision entretenue par les membres des forces armées qui avaient pris part à la répression pendant la dictature.

Selon ses propres mots, l'Argentine avait été en « guerre ». Ne s'attardant pas à défendre cette interprétation, il la posait comme s'il s'était agi d'une évidence. « *No he venido a defenderme. Nadie tiene que defenderse por haber ganado una*

³⁵ Mario Villani, un survivant de l'ESMA, cité par Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.58.

³⁶ « Massera volvió a Campo de Mayo » dans *Diario Hoy*. [En ligne]. pdf.diariohoy.net/2000/12/02/pdf/07.pdf. (Page consultée le 12 août 2008).

³⁷ Juan Carlos Algarñaz, « Piden la captura de Massera y otros ex jefes militares », *Clarín X*, 10 novembre 1997.

³⁸ Sauf Jorge Rafael Videla. Voir Claudia Feld, *Del estrado...*, p.52, note 30.

guerra justa. Y la guerra contra el terrorismo fue una guerra justa. »³⁹ Alors qu'aucune argumentation ne soutenait l'idée selon laquelle les forces armées avaient agi entre 1976 et 1983 dans un contexte de guerre, Massera expliquait toutefois en quoi cette guerre avait été « juste ». La première clé de son explication se trouvait dans l'affirmation qu'il s'agissait d'une guerre contre le terrorisme. Il ne pouvait être injuste de le combattre.

Se considérant traditionnellement comme les gardiens des valeurs de la nation argentine, les militaires avaient joué le rôle qui leur incombait, selon Massera⁴⁰. L'ancien commandant en chef de la Marine allait plus loin : leur légitimité reposait sur le soutien de la population et son encouragement à poursuivre le combat. « [...] *Estábamos convencidos de que defendíamos a la Nación y estábamos convencidos y sentíamos que nuestros compatriotas no sólo nos apoyaban. Más aún, nos incitaban a vencer porque iba a ser un triunfo de todos* »⁴¹. La « guerre » n'était pas seulement celle des forces armées, elle était celle des Argentins. Prenant sous sa responsabilité les gestes et les actions posés par ses subordonnés, Massera considérait que ces derniers ne devaient pas être poursuivis par la justice parce qu'ils avaient agi dans l'intérêt de la nation ; leur combat étant celui de l'Argentine : « *Yo, y sólo yo, tengo derecho al banquillo de los acusados. Sentar a otros aquí sería como sentar a la Argentina en el banquillo de los acusados, porque en verdad les digo, que la Argentina libró y ganó su guerra contra la disolución nacional* »⁴².

Massera faisait porter au terrorisme la responsabilité des années sombres que venait de traverser l'Argentine. Il accusait ceux qu'il appelait les « *subversivos* » d'avoir déstabilisé le pays au point d'en fragiliser les fondements ; sur la menace d'un chaos éminent reposait toute sa justification de la dictature. Dans son discours, la prise de pouvoir de la première junte en 1976 était une réponse nécessaire à la menace créée par les guérilleros ; les militaires, sauveurs de la nation, en avaient empêché la dissolution. Il assurait que l'intervention de ces derniers avait permis de rétablir l'ordre dans le pays et ainsi, un procès tel que celui qu'il subissait s'avérait

³⁹ Massera cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.203.

⁴⁰ À propos du rôle salvateur des forces armées, voir Elizabeth Jelin, « La conflictiva... », 317-321.

⁴¹ Massera cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.203.

⁴² *Ibid.*, p.205.

possible. « *Sin embargo, yo estoy aquí procesado porque ganamos esa guerra justa. Si la hubiéramos perdido no estaríamos acá —ni ustedes ni nosotros— porque hace tiempo que los altos jueces de esta Cámara habrían sido sustituidos por turbulentos tribunales del pueblo y una Argentina feroz e irreconocible hubiera sustituido a la vieja Patria* »⁴³. Il attribuait donc aux militaires la responsabilité de ce retour à l'État de droit.

L'un des arguments mis en valeur par Massera reposait sur l'opposition entre le rôle de maintien de l'ordre attribué d'emblée aux forces armées et la nature déstabilisatrice du terrorisme. Dans son allocution, il affirmait que si des excès avaient été commis pendant la dictature, il fallait les attribuer d'abord aux « subversifs ». Il reconnaissait également qu'il pouvait s'agir de « débordements » dont la responsabilité incombait aux forces armées, mais il soutenait qu'ils avaient été « exceptionnels »⁴⁴. « *Cualquiera puede imaginar que nadie transforma a los oficiales y suboficiales del Ejército, la Fuerza Aérea y la Armada en una banda de sorprendentes asesinos que de la noche a la mañana pierden todo reflejo ético* »⁴⁵. L'amour de l'ordre, la rationalité et la droiture, des caractéristiques que les forces armées se targuaient d'avoir, garantissaient, selon lui, l'impossibilité de la dérive dont on les accusait.

Mais à quoi donc faisait référence Massera lorsqu'il disait que des « débordements exceptionnels » avaient eu lieu ? Aux 8960 disparitions documentées par la CONADEP ?⁴⁶ Aux « vols de la mort » ? Aux cas de torture ? Aux homicides de personnes sans défense ? À la séquestration illégale des personnes ? À l'appropriation de bébés ? Lorsque le procès a eu lieu, le rapport *Nunca Más* avait été publié ; il établissait que les forces armées détenaient la responsabilité exclusive des disparitions de personnes, il en démentait le caractère exceptionnel et les présentait comme le résultat d'un système planifié des juntas militaires. Les pratiques qui y

⁴³ Massera cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.203.

⁴⁴ *Ibid.*, p.204.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ CONADEP, *Nunca Más...*, p. 20

étaient liées, disait *Nunca Más*, avaient été systématiques, de longue durée, et d'une portée nationale⁴⁷.

Dans le discours de Massera, la menace terroriste avait été d'une telle ampleur qu'elle avait mobilisé les trois armes argentines pendant les sept années qu'avait duré la dictature. Qu'en était-il vraiment ? Selon Emilio Mignone, fondateur du Centre d'Études Légales et Sociales (CELS), la quantité de guérilleros ou de terroristes que le régime militaire avait éliminés pendant la dictature représentait 5 à 10% des personnes disparues durant ces années⁴⁸. À leur apogée en 1974-1975, les organisations révolutionnaires armées les plus importantes (les Montoneros et l'ERP) ne comptaient pas plus de 2000 membres dont 400 seulement avaient accès à des armes⁴⁹.

En cette fin de procès, Massera questionnait également l'impartialité de ceux qui le jugeaient tout comme il mettait en doute la crédibilité de ceux qui y avaient témoigné. À quel camp appartenaient-ils ? Étaient-ils terroristes ? « *Yo me pregunto: ¿en qué bando estaban mis juzgadores? ¿Quiénes son o qué fueron los que hoy tienen mi vida en sus manos?* »⁵⁰ Ici, le discours de Massera se révélait contradictoire. Alors qu'il valorisait les « *altos jueces* » et attribuait aux forces armées le retour à l'ordre et à l'État de droit dans les premières phrases de son allocution, il associait finalement ces mêmes juges au terrorisme et questionnait leur légitimité à présider le procès qui l'incriminait.

Discréditer le tribunal civil qui les jugeait, ceux qui en faisaient partie ou qui venaient y témoigner n'était pas la stratégie exclusive de Massera. La plupart des témoins qui s'y étaient présentés avaient été questionnés par les avocats de la défense quant à leur possible militantisme passé, suggérant ainsi que leur appartenance à un

⁴⁷ Emilio Crenzel, *La historia...*, p.117.

⁴⁸ Ce pourcentage se référait à la quantité de cas de personnes disparues documentés par la CONADEP. Emilio Mignone cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.359.

⁴⁹ Margaret Feitlowitz. *A Lexicon...*, p.6 Par contre, le nombre de guérilleros à cette époque varie d'un auteur à l'autre. Dans *Nada más que la verdad: El juicio a las Juntas*, Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky parlent de 1300 guerilleros en 1975. Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.359.

⁵⁰ Massera cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.204.

camp discréditait leur témoignage⁵¹. Signifiant le peu de considération qu'il accordait au Procès aux juntas militaires, Videla n'avait confié sa défense à aucun avocat, on avait dû lui en attribuer un d'office. Il avait également renoncé à faire usage de son droit de parole⁵². L'ancien commandant Viola (de la deuxième junta militaire) avait, quant à lui, refusé de se lever lorsqu'il avait prononcé son autodéfense. Certains avaient vu son geste comme l'expression d'un manque de respect à l'égard de l'institution.⁵³

2.2. Une interprétation partagée

La mémoire de laquelle Massera s'était fait l'un des porte-parole durant le Procès aux juntas militaires n'était pas, bien entendu, l'apanage d'un seul homme. Au sein des forces armées, surtout parmi ses membres qui avaient participé à la répression durant la dictature, la vision de l'amiral était partagée⁵⁴. En 1986, Ramón Diaz Bessone⁵⁵ avait écrit *Guerra revolucionaria en Argentina (1959-1978)*, qui, comme son titre indique, insistait sur l'idée que les révolutionnaires avaient mené une « guerre » contre l'Argentine. En exposant les actions des différents groupes armés à partir de la fin des années 1950, Diaz Bessone entendait montrer comment la dictature ne constituait pas une rupture, mais s'inscrivait dans le temps comme le résultat logique des causes qui l'avaient précédée. Président du *Círculo Militar*⁵⁶ en 1998, le général à la retraite signait cette même année, la préface de *In Memoriam*, un ouvrage en trois tomes qui se voulait un hommage à tous ceux qui avaient perdu la vie dans la lutte contre le terrorisme. Comme Massera, il faisait peser sur la

⁵¹ Voir entre autres Claudia Feld, *Del estrado...*, p.40. Toutefois, ces questions étaient systématiquement rejetées. Le rejet de ces questions visait peut-être (comme l'absence de référence au militantisme des victimes dans le Nunca Más) à ne pas donner l'impression que la répression illégale pouvait être justifiée. Voir Emilio Crenzel, *La historia...*, p.48.

⁵² Voir Claudia Feld, *Del estrado...*, p.52, note 30.

⁵³ Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.320.

⁵⁴ Cette façon de concevoir la dictature était aussi partagée par certains secteurs de la société. Cependant, les textes retenus ici ont été produits par d'anciens membres des forces armées.

⁵⁵ Ramón Diaz Bessone a été ministre de la Planification sous le gouvernement *de facto* de Videla.

⁵⁶ Cette association réunit les militaires en fonction et ceux qui sont retraités. Diaz Bessone définissait en 1999 le *Círculo Militar* comme étant « *un referente del pensamiento militar y un convocante de la familia militar* ». Eduardo Tagliaferro, « El cañoncito de Díaz Bessone » dans *Página/12*. [En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/2000/00-01/00-01-23/pag11.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

« *demencial irracionalidad terrorista* »⁵⁷ la responsabilité première de ce qui s'était passé. « *Este homenaje a nuestros muertos a través del recuerdo, no se limita a los miembros del Ejército Argentino y algunos de sus familiares caídos en una guerra que no deseamos ni comenzamos.* »⁵⁸

Attaché, lui aussi, à l'image traditionnelle que tentaient de projeter les forces armées, Diaz Bessone les présentait comme garantes des valeurs nationales. En ce sens, il soutenait qu'elles avaient joué le rôle qui leur revenait. « *En su mayoría cayeron asesinados por combatir o tan sólo por integrar las fuerzas que constituyeron el obstáculo insalvable para que instaurara en nuestro país un sistema político contrario al sentir nacional y a los valores de nuestra Constitución [...]* »⁵⁹. Finalement, le président du *Círculo Militar* questionnait l'attribution des rôles d'agresseurs et d'agressés dans l'histoire récente qu'avait traversée l'Argentine. Là où Massera avait soutenu que « *parecería que la democracia era el terrorismo y los que combatíamos al terrorismo éramos los auténticos terroristas* »⁶⁰, Diaz Bessone écrivait : « *[...] pretendemos ofrecer los elementos que permitan un ecuánime juicio histórico, donde los agresores y los agredidos no sean confundidos* »⁶¹.

La otra campana del Nunca Más est un autre exemple qui inscrivait le discours de Massera dans un courant d'interprétation assez largement partagé. Paru probablement en 1988⁶², sous la plume de Miguel Etchecolatz⁶³, directeur des enquêtes de la Police de la Province de Buenos Aires entre 1976 et 1979, l'ouvrage se targuait de rectifier les faits puisque la CONADEP et *Nunca Más* ne les avaient pas exposés « *limpiamente* »⁶⁴. À l'instar de Massera lors du Procès aux Juntas militaires, Etchecolatz associait les enquêteurs de la CONADEP et les procureurs qui avaient

⁵⁷ Ramón Diaz Bessone, « Prefacio » dans *In Memoriam*, [En ligne].

<http://members.fortunecity.com/inmemoriam1/prefacio.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Massera cité par Sergio Ciancaglini et Martin Granovsky, *Nada más...*, p.203.

⁶¹ Ramón Diaz Bessone, « Prefacio ».

⁶² Voir note no. 7, p. 56.

⁶³ Miguel Etchecolatz a été condamné à 23 ans de détention en 1986. Il n'a pas purgé cette peine à cause de la loi *Obedencia debida*. En 2006, il était condamné à la prison à perpétuité. Voir Emilio Crenzel, *Historia...*, p.261, note 313.

⁶⁴ Miguel Etchecolatz, *La Otra...*, p. 7. À propos de *Nunca Más*, il écrit « *porque el objetivo no era informar limpiamente, sino crear a través de la versión, un estado de repulsa* ». Voir Emilio Crenzel. *La historia ...*, p.170.

présidé le procès aux juntas militaires à la subversion⁶⁵. Sur la page couverture du livre, on pouvait lire : « ¿Cometieron delitos...? » À la suite de quoi, était détaillée la liste de ceux qu'il considérait suspects : « *Excma. Cámara federal; CONADEP; Ministerio Público (Fiscalía)* »⁶⁶.

Comme dans l'allocution de Massera et les écrits de Diaz Bessone, le thème de la « guerre » était central dans le discours d'Etchecolatz. Les « débordements » auxquels avaient fait référence l'ancien amiral en étaient une conséquence logique et inévitable : « *No caben dudas que en esa contienda pudieron haber ocurrido hechos de inmoralidad por parte de ambos contendores como comúnmente ocurre en toda situación de guerra* »⁶⁷. Dans cet extrait, les violences perpétrées par les forces armées étaient présentées par Etchecolatz comme l'équivalent de celles dont avaient été responsables les guérilleros. Comme ces derniers menaçaient les fondements de la société argentine (l'évocation d'une possible « dissolution nationale » par Massera), la répression dont avaient usée les forces armées s'était avérée une réponse nécessaire et salvatrice. « *Siendo ayer, hoy y siempre el primer acto de la defensa proteger las bases fundamentales de la sociedad, construidas y ratificadas por el pueblo, contra las bandas terroristas, porque las enfermedades del cuerpo social son como las de los seres humanos: es menester prevenirlas y atacarlas cuando apenas se manifiestan* »⁶⁸. En comparant l'Argentine à un être humain que la maladie (le terrorisme) pouvait affaiblir, voire détruire, Etchecolatz reprenait d'ailleurs à son compte la rhétorique dictatoriale⁶⁹.

2.3. La guerre et la « teoría de los dos demonios »

S'il est difficile de connaître la portée de cette interprétation au sein de la société⁷⁰, on peut toutefois observer ses liens avec la « teoría de los dos demonios »,

⁶⁵ Emilio Crenzel, *La historia...*, p.170.

⁶⁶ Miguel Etchecolatz, *La Otra ...*, page couverture.

⁶⁷ *Ibid.*, p.8.

⁶⁸ *Ibid.*, p.9.

⁶⁹ Marguerite Feitlowitz, *Lexicon of Terror*, p. 33.

⁷⁰ Quelques groupes civils défendaient toutefois la position des forces armées qui avaient pris part à la répression pendant la dictature : Familiares y Amigos de Muertos por la Subversión (FAMUS), Memoria Completa, Comisión de Homenaje Permanente a los muertos por la subversión.

qui est partagée par une partie de la population⁷¹. Née suite à la déroute des militaires, cette interprétation expliquait le passé récent comme le résultat des actions posées par deux groupes qui partageaient une même responsabilité criminelle : la guérilla de gauche et les membres des forces armées qui avaient conçu une structure répressive basée sur l'application systématique du terrorisme d'état⁷². Les premières mesures adoptées par le gouvernement de Raúl Alfonsín en 1983 matérialisèrent cette interprétation du passé⁷³. Parce qu'il ne voulait pas donner l'impression de créer une campagne « antimilitaire », le président nouvellement élu prononça deux décrets : l'un ordonnant l'arrestation et la poursuite des membres des trois premières juntas militaires qui gouvernèrent le pays entre 1976 et 1982 et l'autre ordonnant la poursuite pénale de certains chefs guérilleros. La première édition de *Nunca Más* et l'émission de télévision qui présentait le rapport de la CONADEP en 1984 contribuèrent à la popularité de cette interprétation⁷⁴.

Quoique cette thèse n'ait pas été soutenue par les militaires (qui ne souhaitaient sans doute pas voir se propager l'idée selon laquelle ils étaient des démons), les deux interprétations présentent des arguments similaires. La « *teoría de los dos demonios* » met sur un pied d'égalité les violences perpétrées par les groupes

⁷¹ Ce sont les détracteurs de cette interprétation qui l'ont ainsi nommée. Voir : Marina Franco, « Notas para una historia de la violencia en la Argentina : una mirada desde los discursos del período 1973-1976 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Debates, 2008, [En ligne], <http://nuevomundo.revues.org/index43062.html> (Page consultée le 24 mars 2009).

⁷² Carlos H. Acuña et Catalina Smulovitz, « Militares en la transición argentina : del gobierno a la subordinación constitucional », dans Carlos H. Acuña et *al.*, *Juicio, Castigos y Memorias : Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1995, p.51. Voir également Marina Franco, « Notas para... », note 30.

⁷³ Voir Carlos H. Acuña et Catalina Smulovitz, « Militares en... », p.51 et Marina Franco, « Notas para... », note 30; Vera Carnovale écrit : « Una vez establecido que la responsabilidad máxima del drama recientemente vivido por el país le correspondía a los grupos armados, el gobierno ordenaba, mediante el decreto siguiente, el procesamiento de las cúpulas militares. » Vera Carnovale, « Memorias... », p.4. de la version électronique de l'article publiée sur le site de la Red de Investigadores de Historia Reciente: www.riehr.com.ar ; Marina Franco explique que la « *teoría de los dos demonios* » tire ses origines du cadre bipolaire d'interprétation de la violence qui se met en place au début des années 70. Elle écrit à propos de la violence des années 1960-1970 : « Primero, fue invocada como un problema restringido a la "violencia de izquierda" –debido a la creciente actividad de atentados, toma de unidades militares, secuestros y asesinatos realizados por las organizaciones armadas marxistas y peronistas– y, luego, progresivamente, también debido a la acción de la "derecha", en particular la organización parapolicial y paraestatal de la AAA (o Triple A, Alianza Anticomunista Argentina) ». L'interprétation de la violence présentait deux acteurs qui s'affrontaient : les groupes révolutionnaires de gauche et les paramilitaires de droite. La thèse des deux démons s'inscrit parfaitement dans ce cadre bipolaire. Marina Franco, « Notas para... », par. 5.

⁷⁴ Voir Emilio Crenzel, *La historia...*, p. 107.

clandestins armés et celles commises par l'État dictatorial. Selon Massimo Modonesi, « *En el origen, recita esta teoría, fue el demonio revolucionario quien despertó al demonio reaccionario, ergo para que no aparezca el segundo hay que eliminar al primero.* »⁷⁵ Un affrontement entre deux forces armées déclenché par les révolutionnaires : voilà en quoi cette thèse fait écho au discours martelé par les militaires. Une telle interprétation légitime d'ailleurs leur action : légale ou illégale, elle était nécessaire pour mettre fin au chaos⁷⁶.

Dès 1995, des membres des H.I.J.O.S. organisaient des visites dans les écoles afin d'entretenir les élèves au sujet de la répression illégale de la dictature⁷⁷. Avec dépit, ils constataient l'importance qu'occupait la théorie des deux démons dans la façon dont les jeunes rencontrés concevaient le passé. Dans des entrevues accordées à Susana Kaiser, ils remarquaient aussi que personne ne parlait de la lutte pour un monde meilleur que menaient leurs parents dans les années 1970⁷⁸.

« *For sure, [students] bring up the theory of the Two Devils. They say, « But they [desaparecidos] also planted bombs, killed people. » It's also a question of education. Beyond the fear, we have this economic model that obviously won't allow discussion on the issues. OK, there's talk, but only from the perspective of Two Devils, not about the desaparecidos as revolutionaries who wanted social change* »⁷⁹.

Un autre membre du groupe mentionnait que subsistait toujours l'idée selon laquelle les disparitions des personnes étaient un châtement pour ce qu'elles avaient fait. « *Many [people] think that, even if there are, more or less, 30 000 [disappeared], they're all people involved in something rare, something ugly. What's even worse is when they say they disappear for being [involved] in something rare* »⁸⁰. Ces entrevues menées en 1998 permettent de saisir la pérennité de cette interprétation de

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Cette vision dichotomique, en n'identifiant que deux protagonistes, néglige l'impact qu'ont pu avoir les relations sociales de pouvoir dans la mise sur pied du système de répression qui a caractérisé l'Argentine de la fin des années 1970. La société y est présentée comme simple spectatrice de la dictature et comme victime principale des violences perpétrées par les deux camps. Voir à ce sujet : Pilar Calveiro. *Poder...*, p.148, Mauricio Schoijet. *La crisis argentina : los movimientos sociales y la democracia representativa*. Plaza y Valdes, Madrid, 2005, p.82.

⁷⁷ Voir entre autres Susana Kaiser, *Postmemories...*, p.192.

⁷⁸ Susana Kaiser, *Postmemories...*, p.192.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*, p.193.

la dictature à travers les années et la transmission entre les générations qu'elle implique.

Selon les militaires, des « excès » de part et d'autre avaient été commis pendant la dictature. Comme leur vision reposait sur une dichotomie, « deux camps ennemis s'étaient affrontés », les milliers de personnes disparues (sauf dans le cas de « débordements exceptionnels ») appartenaient au camp terroriste. Élaborée par des militaires, cette interprétation semblait trouver écho dans la population sous la forme de la « *teoría de los dos demonios* ».

III. REMISES EN QUESTION CHEZ LES MILITAIRES

Jusqu'ici, lorsque les militaires prenaient la parole, ils taisaient l'ampleur de l'horreur dont ils avaient été responsables. L'horreur était, de toute façon, le propre de toute guerre. « *[E]n la guerra -que perdone Jesucristo- hay que matar para sobrevivir* », avait dit Massera⁸¹. En 1995, les déclarations de l'ancien capitaine Scilingo briseraient le silence militaire et remettraient en question la version du passé produite par les dirigeants de la dictature.

3.1 À propos des « excès » et des « erreurs »

Cette année-là, c'est l'impression d'avoir été trahi par ses supérieurs qui amena Scilingo à déclarer publiquement qu'il avait pris part aux « vols de la mort » pendant la dictature⁸². L'ancien capitaine, qui avait poussé à la mer trente personnes vivantes du haut d'un avion en plein vol, reprochait à ses supérieurs de qualifier les « disparitions », d'« erreurs » ou d'« excès » commis par leurs subordonnés. « *¿Podía aceptar que Massera, en su alegato final dijera que se responsabilizaba por los errores que pudieran haber cometido sus subordinados? ¿Cuáles eran esos errores 4500 muertos? ¿Yo había matado a 30 personas por error?* »⁸³ Les « excès » et les « erreurs » faisaient de Scilingo un criminel, un délinquant. Si les morts qu'il avait causées étaient des « erreurs », elles perdaient toute leur légitimité. Pourquoi les

⁸¹ « Yo llevo a Dios sobre mi hombro. Declaraciones de Massera », *Página 12*, Buenos Aires, 27 juillet 1995.

⁸² Horacio Verbitsky, *El Vuelo...* et Adolfo Scilingo, *¡Por siempre...*

⁸³ Adolfo Scilingo, *¡Por siempre...*, p.121.

dirigeants ne fournissaient-ils pas de listes des personnes tuées pendant la dictature puisqu'elles avaient été éliminées dans le cadre d'une « guerre »?

En 1990, après avoir été gracié, Jorge Rafael Videla revendiquait toujours la « lutte contre la subversion »⁸⁴. Le voyant lui aussi attribuer les « excès » de la dictature à ses subordonnés, Scilingo l'enjoint, par écrit, à reconnaître ses responsabilités :

*« Como respuesta, ante el tema de los desaparecidos Usted dijo : Hay subversivos viviendo con nombres cambiados, otros murieron en combate y fueron enterrados como NN y por último no descartó algún exceso de subordinados. ¿Dónde me incluyo? ¿Usted cree que esos traslados realizados semanalmente eran producto de excesos inconsultos? »*⁸⁵

Le sentiment d'avoir été trahi était d'autant plus fort que les « débordements » dont on les rendait responsables, lui et les autres « subordonnés », étaient le résultat de leur obéissance aux supérieurs. On ne pouvait qualifier d'excès individuels des opérations planifiées comme les « vols de la mort » qui prenaient place chaque semaine.

Après avoir écrit à Videla, au président du *Centro Naval*, au chef d'État Major de la Marine et n'avoir jamais obtenu qu'ils reconnaissent leur responsabilité, il choisit de rétablir la vérité publiquement en 1995⁸⁶. C'est alors qu'il entra en contact avec le journaliste Horacio Verbitsky⁸⁷. Ses confessions, à la télévision, bouleversèrent l'opinion publique et participèrent au « boom de mémoires » du milieu des années 1990.

3.2. *Des généraux se prononcent*

L'importante commotion générée par les déclarations de Scilingo en 1995, conduisit le chef de l'État major de l'Armée, le général Martín Balza, à prononcer la première autocritique de l'Armée⁸⁸. Non seulement Balza contestait-il la légitimité de la répression dont les forces armées avaient fait usage pendant la dictature, mais il la déclarait publiquement immorale. À mots à peine couverts, il statuait sur l'immoralité

⁸⁴ *Ibid.*, p.143.

⁸⁵ Extrait de la lettre envoyée à Jorge Rafael Videla en 1991 par Adolfo Scilingo. Adolfo Scilingo, *¡Por siempre...*, p.143.

⁸⁶ Horacio Verbitsky, *El Vuelo...*

⁸⁷ Adolfo Scilingo, *¡Por siempre...*, p.191.

⁸⁸ Voir entre autres : Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.223.

des ordres donnés par les dirigeants militaires et sur l'immoralité de les avoir mis en œuvre. Ainsi, il réfutait sans équivoque la vision d'une « guerre juste » dont Massera avait fait la promotion.

*« Quien [cumpliera una orden immoral o que se aparte de las leyes o reglamentos militares] incurre en una conducta viciosa, digna de la sanción que su gravedad requiera. Sin eufemismos, digo claramente: delinque quien vulnera la Constitución Nacional. Delinque quien imparte órdenes inmorales. Delinque, quien cumple órdenes inmorales. Delinque quien para cumplir un fin que cree justo emplea medios injustos e inmorales. »*⁸⁹

Si Balza reconnaissait la responsabilité des dirigeants militaires dans la barbarie de la dictature, il n'épargnait pas ceux qui leur avaient obéis. Il considérait que tous ceux qui avaient pris part à la répression illégale, de quelque manière que ce soit, étaient des délinquants.

En ce sens, la réaction de Massera était prévisible. En affirmant que le discours de Balza divisait les forces armées, l'amiral laissa entendre que la vision dont il s'était fait l'un des porte-parole était toujours partagée par une partie d'entre elles. *« [Balza] [h]abla de los que cumplieron órdenes inmorales, ¿y dónde estaba? No era, justamente, un cadete. Seguramente con la gente, con la opinión pública, a Balza le va a ir mejor que a mí, Pero adentro de las fuerzas lo desprecian »*⁹⁰. Il serait difficile d'évaluer quelle proportion des forces soutenait toujours que la répression des années 1970 avait été adéquate. Cependant, au début de l'année 2000, le général Balza était expulsé du *Círculo Militar* « *por un tiempo definitivo* »⁹¹. Parce que, quelques mois auparavant, ce dernier avait réitéré les propos qu'il avait tenus en 1995, cette décision votée à l'unanimité par 503 membres du Cercle Militaire s'apparentait clairement à une action de revanche dirigée, entre autres, par son président, le général Diaz Bessone⁹². En ce sens, l'évaluation de Massera s'avérait peut-être juste : il n'y avait pas d'unanimité quant à l'interprétation proposée par le général Balza.

⁸⁹ Martín Balza, « Declaración leída el 25 de abril de 1995 » dans Proyecto Desaparecidos. [En ligne]. www.desaparecidos.org/arg/doc/arrepentimiento/balza.html (Page consultée le 7 août 2008).

⁹⁰ « Yo llevo a Dios sobre mi hombro. Declaraciones de Massera », *Página 12*, Buenos Aires, 27 juillet 1995.

⁹¹ « El Círculo Militar expulsó a Balza y se enfrentó al Ejército », *Clarín X*, 7 janvier 2000.

⁹² *Ibid.*

La publication du premier tome de *In Memoriam* en 1998, la réédition de *Guerra Revolucionaria*⁹³ et de *La otra campana del Nunca Más*⁹⁴ à la fin des années 1990 pourraient être interprétées comme des réponses à ces remises en question. Leur présence dans les librairies indiquaient, à tout le moins, la pérennité de l'interprétation militaire du passé telle que formulée par les auteurs de ces ouvrages et le désir de ces derniers de la voir partagée au sein de la société.

Il fallut attendre jusqu'à 2004 pour voir un dirigeant de la Marine prononcer à son tour une autocritique. Quelques semaines avant la cérémonie qui marqua la rétrocession de l'ESMA, en mars 2004, l'amiral Jorge Godoy reconnut la responsabilité de la Marine dans la répression illégale. Sur la Place d'Armes en face de l'Edificio Libertad, il déclara :

« *Sabemos hoy, por la acción de la Justicia, que aquel lugar - que por su elevado destino debió mantenerse al exclusivo servicio de la formación profesional de nuestros suboficiales - fue utilizado para la ejecución de hechos calificados como aberrantes y agraviantes de la dignidad humana, la ética y la ley* »⁹⁵.

Entérinées préalablement par les autres amiraux en fonction à cette époque⁹⁶, les déclarations de Godoy surprirent les officiers retraités réunis à l'occasion d'un hommage au père de la Marine argentine, Guillermo Brown.

« *Muchos oficiales retirados que ayer asistieron a la ceremonia no compartieron, en cambio, las palabras de Godoy. Algunos de ellos rompieron el protocolo militar y abandonaron la formación antes de que Godoy terminase su discurso, en señal de desagrado. Y se excusaron de hablar antes de "digerir" el mensaje escuchado* »⁹⁷.

3.3. Ruptures dans le discours ?

Il pourrait être tentant de faire des tensions militaires quant à l'interprétation du passé, un conflit de générations. Cependant, si l'interprétation défendue par Massera a généralement fait ses adeptes parmi d'autres militaires et officiers qui, comme lui, avaient pris part à la répression pendant la dictature, on pourrait difficilement avancer que cette vision n'a pas été transmise aux générations suivantes.

⁹³ Ramón Díaz Bessone, *Guerra revolucionaria...*

⁹⁴ Miguel Etchecolatz, *La otra campana...*

⁹⁵ Jorge Godoy cité par Daniel Gallo dans « Autocrítica de la Armada: «La ESMA simboliza la barbarie », *La Nación*, 4 mars 2004.

⁹⁶ Daniel Gallo, « Autocrítica... »

⁹⁷ *Ibid.*

Que les commandants des forces armées, comme Balza et Godoy aient reconnu la responsabilité de leur arme respective dans la répression « illégale » et « immorale » de la dictature ne garantit en rien que leurs subordonnés aient aussi adhéré à cette interprétation. Malgré les prises de position de la hiérarchie militaire, Aldo Marchesi est d'avis que le discours militaire n'a pas été fondamentalement renouvelé. Plutôt, il aurait subi quelques « fractures » depuis la fin des années 1990⁹⁸. Quelle valeur, donc, attribuer à ces déclarations ? Puisque les institutions sont représentées par des individus, il n'est pas toujours clair que la conviction avec laquelle ces derniers prennent la parole soit partagée au sein de ces mêmes institutions. Dans l'objectif de rassembler le plus de données à propos des personnes disparues pendant la dictature, Balza avait également appelé les militaires, en 1995, à partager les informations qu'ils détenaient sous de strictes normes de confidentialité. Eric Hershberg et Felipe Agüero soutiennent que l'absence de collaboration des militaires à ce sujet donna à la prise de position de Balza un caractère plus singulier que représentatif de l'institution⁹⁹.

La présence du portrait de Massera à l'Edificio Libertad jusqu'en 2004 suscite également un questionnement quant à la généralisation du discours condamnant la violence du régime. Trois jours après l'allocution durant laquelle l'amiral Godoy avait dit de l'ESMA qu'elle était un « symbole de barbarie », il ordonnait que le portrait de Massera, trônant sur un mur du passage menant à son bureau, soit retiré¹⁰⁰. Si le retrait solennel du portrait pouvait être interprété comme un geste de répudiation à ce que l'homme avait fait et défendu, que devait-on comprendre de sa présence durant toutes ses années ? Était-elle une manifestation du respect, de l'admiration qu'on lui portait ? Signifiait-elle qu'avant la venue de Godoy, l'interprétation que faisait Massera du passé était restée répandue au sein de la Marine ?

⁹⁸ Aldo Marchesi, « Vencedores vencidos : las respuestas militares los informes « Nunca Más » en el Cono Sur » dans Eric Hershberg et Felipe Agüero, dir. *Memorias militares sobre la represión en el Cono Sur : visiones en disputa en dictadura y democracia*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2005, p.203.

⁹⁹ Felipe Agüero et Eric Hershberg, « Las Fuerzas Armadas y las memorias de la represión » dans Felipe Agüero et Eric Hershberg, dir. *Memorias militares sobre la represión en el Cono Sur : visiones en disputa en dictadura y democracia*, Siglo XXI Editores, Buenos Aires, 2005, p.27

¹⁰⁰ « Godoy mandó descolgar un retrato de Massera » dans *Página/12* [En ligne]. www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-35034-2004-05-07.html (Page consultée le 10 juillet 2008).

Bien que surprenantes par leur sévérité, les déclarations de Godoy avaient été prononcées à la demande du président Néstor Kirchner et au moment où il avait déjà été décidé que l'ESMA serait rétrocédée au PEN et au GCBA¹⁰¹. Reconnaître l'institution comme symbole de barbarie, dans ce contexte, n'était peut-être plus un choix. De plus, il paraissait sans doute plus avantageux de se dissocier d'un passé qu'un nombre toujours croissant de personnes condamnaient. Cet alignement, comme le fait que la Marine ait dû se plier aux décisions des élus et quitter l'ESMA indiquaient aussi l'ascendant qu'exerçaient désormais les instances démocratiques sur les forces armées.

À cause des contextes dans lesquels elles ont été formulées, parce qu'elles ne sont pas nécessairement partagées au sein des différentes armes et surtout parce qu'elles n'ont généré aucune information supplémentaire quant au destin de milliers de personnes disparues, les prises de position des différents dirigeants militaires pourraient être considérées comme des brèches dans l'interprétation militaire du passé¹⁰². Elles n'ont pas entraîné de rupture significative dans l'histoire. Néanmoins, elles indiquent l'existence, au sein des forces armées argentines, d'une réflexion portant sur le sens à attribuer à la dernière dictature. Se livrent, là aussi, des luttes de mémoires.

Conclusion

La lutte de mémoires qui avait pour théâtre l'École de Mécanique de la Marine concernait fondamentalement la signification de la dictature de 1976-1983. Comme institution militaire et parce qu'un important camp de concentration y avait fonctionné pendant toute cette période, l'ESMA était nécessairement associée à l'interprétation que les forces armées faisaient du passé dictatorial. Cette interprétation avait d'abord été élaborée par les militaires qui avaient vécu la dictature et qui, comme Massera, avaient pris part à la répression. Ce dernier s'était de plus associé à l'ESMA en dirigeant la Marine à l'époque la plus meurtrière de la dictature.

¹⁰¹ Felipe Agüero et Eric Hershberg, « Las Fuerzas... », p 27.

¹⁰² Aldo Marchesi. « Vencedores... », p.203.

Les termes dans lesquels a été formulée « l'interprétation militaire » apparaissaient comme des tentatives de préserver l'image des forces armées. En présentant la dictature comme une guerre qu'avaient déclenchée les « terroristes », les forces armées faisaient d'elle une réponse inéluctable et nécessaire à la sauvegarde des valeurs fondamentales de la société argentine. S'ils reconnaissaient que certaines erreurs ou excès avaient été commis, ils en attribuaient autant à leurs ennemis et soutenaient qu'ils étaient inévitables dans un contexte de guerre. Dans ce contexte, ceux qui ont dirigé la dictature et ceux qui leur ont obéi ont prétendu qu'ils ne devaient pas être punis.

Au sein de la Marine, cette interprétation se voyait contestée officiellement pour la première fois en 2004, au moment où il avait déjà été établi que l'ESMA serait transformé en Espace pour la Mémoire et la Défense et Promotion des Droits de la personne. Jusque là, les activités de l'École de Mécanique de la Marine s'étaient poursuivies comme s'il n'y avait jamais eu de dictature. Malgré quelques brèches taillées dans l'interprétation militaire, les informations sur le destin des victimes n'ont jamais été révélées par les forces armées, l'impunité s'est poursuivie pendant nombre d'années et l'idée selon laquelle la dictature était une guerre s'est perpétuée dans la « *teoría de los dos demonios* ». Les différents groupes qui ont voulu faire de l'ESMA un symbole du terrorisme d'État se sont élevés contre ce silence généralisé des forces armées, contre la perception qu'elles avaient contribué à faire naître et contre l'impunité avec laquelle elles avaient agi pendant la dictature et celle qui avait régné en Argentine depuis le retour à la démocratie.

Chapitre III

La création du lieu de mémoire

Introduction

Tels que pensés par Pierre Nora, les lieux de mémoire sont des systèmes de signes qui participent à la construction de la mémoire et à la symbolique d'une collectivité¹. Définis davantage par leur pouvoir d'évocation que par leur matérialité, les lieux de mémoire sont à la fois des objets que l'on peut voir et toucher comme des bâtiments, des monuments, des paysages, et des symboles qui existent dans des imaginaires collectifs, comme des commémorations, des devises, des dates, des fêtes ou des chansons. Ils sont des emblèmes sur lesquels se fondent l'identité des collectivités, des nations.

Mais comment ces emblèmes naissent-ils? Comment gagnent-ils en légitimité auprès de la population et pourquoi deviennent-ils populaires? Dans ce chapitre, nous nous intéressons à l'histoire de la création du lieu de mémoire que constitue aujourd'hui l'École de Mécanique de la Marine. Comment cette institution est-elle devenue un symbole de la condamnation du terrorisme d'État? L'évocation et les dénonciations de ce qui s'y passait pendant la dictature et leur présence de plus en plus grande dans l'espace public constitue la première étape de cette histoire.

Entre 1976 et 1983, la presse clandestine argentine, des témoignages de survivants de l'ESMA à l'étranger et la couverture médiatique internationale dont ont bénéficié les cas de disparitions de ressortissants étrangers révélèrent et dénoncèrent l'existence d'un camp d'extermination sur la base navale la plus importante d'Argentine. Après la dictature, les premières réponses aux demandes des organismes de défense des droits de la personne (la CONADEP, le juicio a las juntas) donnèrent à cette association une importante visibilité. Une dizaine d'années plus tard, en 1995, l'ex-capitaine Adolfo Scilingo avoua sa participation aux « vols de la mort », durant lesquels les victimes de l'ESMA étaient jetées à la mer, vivantes et droguées. Les confessions de l'homme propulsèrent alors

¹ « Dossier La révolution des « Lieux de mémoire » : Une histoire savante et populaire », *Le Monde*, entretien entre Pierre Lepage et Pierre Nora, Vendredi 5 février 1993, p.28.

l'institution à l'avant-plan de l'actualité et contribuèrent à faire de la répression illégale, un thème à nouveau discuté dans la société argentine.

L'histoire d'un lieu et la dissémination des informations qu'elle contient ne suffisent cependant pas à créer un lieu de mémoire. L'École de Mécanique de la Marine n'a pu devenir un symbole que dans la mesure où des groupes et des individus ont reconnu son caractère représentatif et ont souhaité en faire la « promotion ». Par des manifestations devant les grilles de la propriété, par la création de différentes œuvres d'art représentant l'ESMA et par une volonté de transformer le lieu en Musée de la Mémoire *Nunca Más*, ces groupes ont d'abord reconnu l'institution comme l'incarnation du terrorisme d'État. Mais pourquoi davantage que tous les autres, cet ancien camp de concentration était-il considéré comme l'exemple le plus probant des horreurs du régime autoritaire ? À ce sujet, différentes pistes de réflexion seront énoncées.

En associant à l'ESMA leur lutte contre la répression illégale (parce que leurs manifestations de répudiation à la dictature s'y tenaient), ces différents groupes ont contribué à en faire un symbole de *condamnation* du terrorisme d'État. En 2004, la rétrocession de l'ESMA et sa transformation en *Espacio para la Memoria et la defensa y promoción de los derechos humanos* vinrent consacrer ce dernier symbole, lui conférant une officialité toute neuve. Toutefois, la création du Musée / Espace² ne marquerait pas la fin des luttes de mémoires à l'ESMA. Comme nous le verrons, au-delà du symbole de condamnation du terrorisme d'État que tous reconnaissaient à l'ESMA, il n'existait pas d'unanimité quant au choix des informations, des interprétations du passé à transmettre, ni quant à la manière dont il fallait le faire.

Afin d'exposer comment l'association entre l'institution et l'horreur de la dictature a pénétré l'espace public, nous réviserons des articles de journaux, des témoignages de survivants, le rapport de la CONADEP, *Nunca Más* et le *Libro del Diario del Juicio*. En ce qui a trait à la reconnaissance du symbole que représente aujourd'hui l'ESMA, les sources analysées comprennent des œuvres d'art et différentes propositions soumises par les organismes qui souhaitaient la

² Parce que certains organismes utilisent encore le terme « musée » pour parler de ce qu'est devenu l'ESMA, parce que c'est un « espace » qui fut créé, nous utilisons « Musée / Espace » pour parler du projet qui a transformé l'institution. Voir aussi note no.104, p.107 de ce chapitre à propos de l'emploi des mots « musée » ou « espace ».

transformation de l'ESMA en Espace pour la Mémoire et la Défense et la Promotion des droits humains.

I. ASSOCIATION, DANS L'ESPACE PUBLIC, DE L'HORREUR DE LA DICTATURE À L'ESMA

1.1. Presse clandestine et dénonciations publiques en Argentine

Dès les premiers mois de la dictature, l'existence d'un camp de concentration à l'ESMA était connue. Le 20 août 1976, la Agencia Clandestina de Noticias (ANCLA), qui avait été créée par le journaliste et activiste montonero Rodolfo Walsh, identifia l'École de Mécanique de la Marine comme centre d'extermination. À propos de cet article, le journaliste Horacio Verbitsky écrivait: « *It cited the case of the Navy School of Mechanics, « where 160 prisoners appear on the books, out of whom only forty-five are actually being held there. None of the remaining prisoners has been sent to another prison, so it is believed that they have been eliminated and thrown into the Río de la Plata »*³. L'hypothèse selon laquelle les corps des victimes étaient jetés à la mer était déjà clairement énoncée.

Cette même année, Horacio Verbitsky faisait paraître, à travers la ANCLA, une étude portant exclusivement sur l'ESMA. Diffusé à l'intérieur et à l'extérieur de l'Argentine, son article intitulé *Historia de la guerra sucia en Argentina* comprenait le témoignage d'une personne qui avait été détenue à l'ESMA pendant trois semaines. L'ancien *detenido-desaparecido* y évoquait la torture que subissaient les victimes et les conditions de détentions inhumaines dans lesquelles elles étaient séquestrées :

« *To reach the building where I was kept, we crossed a very large room where very loud music was heard. I recognized it days later when they took me there to torture me. [...] All of them had their feet tied down with chains attached to shackles around their ankles. Most of the chains were also attached to columns or to the very heavy pieces of iron. I had a hood over my head and my hands cuffed behind my back for the entire three weeks I was there »*⁴.

L'article incluait également de larges extraits de la lettre ouverte qu'Emilio Mignone avait écrite en cette première année de la dictature. Ancien fonctionnaire péroniste, ses relations ne lui avaient toutefois pas permis de retrouver sa fille enlevée en mai 1976 aux côtés de deux prêtres et de sept

³ Horacio Verbitsky, *The Flight...*, p.74.

⁴ *Ibid.*, p.77.

catéchistes. Dans sa lettre, il expliquait toutefois sa quasi-certitude qu'elle se trouvait à l'ESMA :

« The forces that took action on Sunday, May 23, at noon, in Bajo Flores quarter, said they were from the army and asked for support from the local police headquarters. Admiral Montes, chief of naval operations, who denies that my daughter is being held prisoner by his branch of the military (a statement I permit myself to doubt entirely), told me that the procedure had been carried out by the marine infantry, and that the kidnapped persons were taken to the Navy School of Mechanics. But all that was denied for two months, until the information was leaked by an officer's wife »⁵.

Basée sur des sources qu'il évitait en partie d'identifier, l'enquête de Verbitsky évoquait également la circulation constante des victimes qui passaient par l'ESMA. Aucune illusion quant au sort qu'elles subissaient. Parce que des corps avaient été retrouvés sur les rives de l'Uruguay, il soupçonnait, comme Rodolfo Walsh, que les corps des victimes avaient été jetés à la mer.

« It is difficult to estimate the number of victims, but it is known that between a basement that is very close to the runways of the Buenos Aires airport – almost all the narratives coincide in mentioning the intense noise of airplanes engines – and an attic in the officers building at the school, there are on a permanent basis about sixty prisoners, whose numbers are constantly being replenished. Some arrive, while others are thrown into the sea. »⁶

Il est difficile de dire dans quelle proportion ces informations souterraines ont circulé. Toutefois, la parution de l'article démontre que ce qui se passait à l'ESMA dès les premiers mois de la dictature était à tout le moins connu par certaines personnes et que ces dernières tentaient d'en informer la population, malgré le danger que cela représentait. En effet, briser le silence que le régime de terreur imposait à la société comportait des risques considérables. L'assassinat de Rodolfo Walsh au lendemain de la publication de sa « Lettre ouverte à la junte militaire », le 24 mars 1977, en témoigne.

Dans cette lettre, le journaliste et activiste politique dénonçait l'existence des camps de concentration.

« Colmadas las cárceles ordinarias, crearon ustedes en las principales guarniciones del país virtuales campos de concentración donde no entra ningún juez, abogado, periodista, observador internacional. El secreto militar, invocado

⁵ Lettre ouverte d'Emilio Mignone citée dans Horacio Verbitsky, *The Flight...*, p.79.

⁶ Horacio Verbitsky, *The Flight...*p.77.

*como necesidad de la investigación, convierte a la mayoría de las detenciones en secuestros que permiten la tortura sin límite y el fusilamiento sin juicio. »*⁷

S'il évoquait plus particulièrement le Campo de Mayo et l'École de Mécanique de la Marine, c'est à propos de cette dernière qu'il fournissait le plus d'information.

*« Veinticinco cuerpos mutilados afloraron entre marzo y octubre de 1976 en las costas uruguayas, pequeña parte quizá del cargamento de torturados hasta la muerte en la Escuela de Mecánica de la Armada, fondeados en el Río de la Plata por buque de esa fuerza, incluyendo el chico de 15 años Floreal Avellaneda atado de pies y manos « con lastimaduras en la región anal y fracturas visibles » según su autopsia. »*⁸

Par ces commentaires, Rodolfo Walsh associait l'ESMA à la démesure de l'horreur : un nombre effarant de victimes, la cruauté des sévices qui leur était appliqués et l'impunité avec laquelle étaient commis ces crimes.

1.2. Couverture médiatique internationale

L'année 1978 a été marquée à l'ESMA par l'évasion de deux hommes dont les témoignages ont eu une portée internationale. Le journal français *Le Monde* traitait de la fuite de Jaime Dri, ancien député péroniste, dans son édition du 23 septembre 1978⁹. Son départ précipité de l'ESMA constitua, plus tard, la trame de fond du témoignage romanesque de Miguel Bonasso, *Recuerdo de la Muerte*, publié pour la première fois en 1984¹⁰. Le syndicaliste Horacio Maggio fut le deuxième *detenido-desaparecido* à s'échapper de l'ESMA. En avril 1978, il se présenta devant la Commission Argentine pour les droits de la personne (CADHU) qui recueillit son témoignage. Sa dénonciation faisait entre autres référence à la séquestration de deux religieuses françaises, Alice Domont et Léonie Duquet, transférées une dizaine de jours après leur arrivée à l'ESMA. *« Estuvieron en la ESMA unos diez días aproximadamente, la mayoría de los cuales fueron interrogadas y torturadas. Luego fueron trasladadas junto con otras once personas, no sé adónde »*¹¹. Le passage de ces deux femmes à l'ESMA

⁷ Rodolfo Walsh, « Carta abierta a la Junta Militar » dans Horacio Verbitsky, *Rodolfo Walsh y la prensa clandestina, 1976-1978*, Buenos Aires, Ediciones de la Urraca, 1985, p.121.

⁸ Rodolfo Walsh, « Carta... », p.122.

⁹ Charles Lancha, *Histoire...*, p.301.

¹⁰ En 1988, on attribua à l'auteur, le prix Rodolfo Walsh pour la meilleure narration testimoniale.

¹¹ Horacio Maggio cité par Horacio Verbitsky, *El Vuelo...*, p.85

et leur disparition bouleversèrent l'opinion publique française ; dès lors, la presse a associé l'École de Mécanique de la Marine à la répression¹². La presse mexicaine a aussi largement couvert l'événement : dans la *Colección Puiggrós*, 16 articles publiés entre décembre 1977 et mai 1982 portent sur la disparition des religieuses¹³. En 1979, le témoignage d'Horacio Maggio parut dans la revue espagnole *La Calle* et dans la revue *Alternativa* produite par des exilés uruguayens en Suède¹⁴.

En Argentine, la déclaration de Maggio eut une portée plus limitée. Selon l'écrivain Miguel Bonasso, aucun média argentin ni personnalité publique ne prit le risque d'évoquer sa dénonciation, malgré les lettres qu'il leur avait adressées.

*« [Horacio Maggio] redactó la primera denuncia sobre la ESMA, de sorprendente precisión, que fue perfeccionada pero nunca desmentida por los testimonios posteriores. Y la envió en forma de carta a los principales dignatarios de la Iglesia, a la dirigencia política en su totalidad y a todos los medios periodísticos de la Argentina. Nadie le llevó el apunte »*¹⁵.

Miguel Bonasso mentionne encore que le seul journaliste qui a évoqué la dénonciation de Maggio l'a fait pour discréditer ses propos.¹⁶

La visibilité, à travers le monde, de l'association entre l'ESMA et la répression pourrait être liée aux différentes nationalités des personnes qui ont été séquestrées à l'ESMA pendant la dictature. Comme la disparition des deux religieuses françaises, celle de la jeune suédoise Dagmar Hagelín a alerté l'opinion publique mondiale. Dans son témoignage au procès aux juntes militaires, le père de Dagmar Hagelín illustre par un exemple l'importance qu'a eu la disparition de sa fille en Suède.

« [En 1978,] se estaba jugando el campeonato mundial y yo le quiero mostrar un pequeño detalle, doctor, para que usted vea cómo se movilizaba la opinión pública sueca. En ese momento uno de los principales diarios suecos, saca dos páginas a la selección sueca de fútbol colocando sobre cada jugador una letra del nombre de mi hija. Como podrá ver, dice DAGMAR HAGELÍN, diciendo que

¹² Charles Lancha, *Histoire...*, p.301.

¹³ *Colección Puiggrós*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

¹⁴ Horacio Verbitsky, *El Vuelo...*, p.85.

¹⁵ Miguel Bonasso, « Donde decía periodista debió decir... », *Página/12*, Buenos Aires, Contratapa, 25 mai 1998.

¹⁶ *Ibid.*

en ese estadio, a muy pocas cuadras, estaba el centro más grave de torturas de la ESMA, donde se hallaba Dagmar »¹⁷.

En mars 1980, le gouvernement suédois organisa une conférence de presse internationale durant laquelle il divulgua l'identité du lieutenant qui avait tiré un coup de feu sur Dagmar Hagelín avant de la séquestrer¹⁸. Alfredo Astiz, le lieutenant en question, se trouvait à cette époque en Afrique du Sud. Il fut alors appréhendé par des policiers suédois et interrogé par des journalistes internationaux. Associée à l'ESMA parce que la jeune Hagelín y avait été détenue¹⁹ et parce que son assaillant était membre du GT 3.3/2, sa disparition devenait un thème abordé dans différentes régions du monde. Dans la presse mexicaine, on retrouve au moins 19 articles à son sujet entre août 1977 et mai 1982²⁰.

En 1979, les responsables de l'ESMA jugèrent que le « processus de récupération », auquel avaient participé trois *detenidas-desaparecidas* avait porté fruit. Libérées et exilées en France, Sara Solarz de Osatinsky, Ana María Martí et María Alicia Milia de Pirlas dénoncèrent, devant l'Assemblée Nationale Française, les activités concentrationnaires de l'ESMA. Leurs témoignages incluaient l'identification de plusieurs personnes qui y étaient alors séquestrées et d'autres qui n'avaient plus été revues²¹. Elles parlaient également des femmes enceintes qui avaient dû accoucher à l'ESMA avant qu'on ne leur prenne leur bébé et qu'elles-mêmes ne soient « transférées »²². Dans leur déclaration, les trois femmes faisaient part de leurs soupçons quant au destin de ces enfants. Leur peur que des proches du régime ou des membres des forces armées se les soient appropriés fut confirmée plus tard par les résultats des enquêtes menées par les Abuelas de Plaza de Mayo.

¹⁷ Témoignage de Ragnar Hagelín au procès aux juntas militaires. *El Diario del Juicio*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd., No.18, p.24.

¹⁸ Cette conférence de presse fut organisée après que le gouvernement suédois ait reçu une lettre du président Videla qui ne fournissait aucune information quant à la jeune Hagelín. L'identité du lieutenant avait jusque là été gardée secrète par le gouvernement suédois.

¹⁹ Ana Maria Martí *et al*, *ESMA...*, p.30.

²⁰ *Colección Puiggrós*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

²¹ Ana Maria Martí *et al*, *ESMA...*, 67-84.

²² Elles nomment 15 femmes qui ont été vues à l'ESMA enceintes. Ana Maria Martí *et al*, *ESMA...*, 47-49.

« In ESMA we lived alongside the future dead or disappeared (*desaparecidos*), young men and women, and future beings. It was not unusual to hear the deafening music meant to conceal the cries of the torture victims mixed with the sounds of one giving birth and the first cries of a new life. [...]

From the moment of arrival, the faith of both was sealed: for the mother, « transfer »; for the child, an uncertain future. Under no circumstance could it be handed over to relatives, as it would be a living proof of the mother's fate. We took it that the Naval Hospital had a list of couples, of the Navy, who could not have children and who were willing to adopt the children of disappeared or dead prisoners. [...] We can sadly affirm that these women were almost certainly killed. Transfer meant death. But the children are alive. [...] Where are the children of the prisoners who give birth in ESMA? In orphanages? Or were they adopted by the same people who murdered or who were accomplices to the murder of their mothers. We do not dismiss this possibility. The newly born were expensively dressed and taken away in beautiful cradles »²³.

Cet extrait de leur déclaration indique qu'elles savaient que les « transferts » des détenus vers d'autres camps de détention étaient une façon codée de parler de leur élimination. Comme ces transferts avaient lieu toutes les semaines, leur angoisse était constante et elle s'additionnait à leur souffrance de voir leurs compagnes et leurs compagnons ne plus revenir. « In the hours following the transport, our anguish became even greater. On the one hand, we had another week of life ahead of us, but on the other hand we could see from the mattresses that were left empty which of our comrades had been taken away. And then wept for them again, between pain, powerlessness, and rage »²⁴.

La parution des témoignages d'anciens *detenidos-desaparecidos* dans la presse internationale et la couverture médiatique des disparitions des ressortissants étrangers ont révélé au monde l'existence d'un camp de concentration à l'ESMA. La venue de l'Organisation des États Américains (OEA) en 1979 était en quelque sorte une réponse à ces dénonciations et à celles qui émanaient de la presse clandestine. Malgré différentes actions entreprises par les autorités de l'ESMA pour camoufler l'existence du centre clandestin qu'ils avaient créé, la visite de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH)²⁵ en cet endroit donnait une crédibilité inégalée aux dénonciations qui avaient été faites précédemment et indiquait la reconnaissance internationale que ces droits y étaient probablement violés.

²³ Amnesty International, *Testimony on secret detention camps in Argentina*, 20 mars 1980.

²⁴ Horacio Verbitsky, *The Flight...*, p.77.

²⁵ La CIDH dépend de l'OEA.

1.3 La CONADEP et le procès aux juntas militaires

Si, comme nous avons vu, des individus et des groupes²⁶ ont publiquement dénoncé l'existence d'un tel camp avant la fin de la dictature, ces cas restent isolés. La terreur instaurée par le régime militaire était telle que garder le silence s'avérait être, pour plusieurs, une consigne à observer. Le sort réservé à ceux qui prenaient la parole comme Horacio Maggio²⁷, Rodolfo Walsh et Azucena Villaflor²⁸ leur donnait raison.

Les auteures de *Ese Infierno* expliquent qu'au moment où chacune d'entre elles a été libérée de l'ESMA, penser dénoncer ce qui s'y passait leur faisait craindre le pire pour leurs *compañeros* toujours détenus. Leur appréhension qu'ils souffrent des représailles des tortionnaires les forçait à garder le silence. Elles relatent d'ailleurs la panique générale parmi les détenus de l'ESMA lorsqu'en 1979, les trois femmes libérées avaient témoigné devant l'Assemblée Nationale Française. « *Entre los que quedábamos aquí se produjo un gran desbande : pánico total, llamados telefónicos, especulaciones sobre las represalias. Siempre estaba presente el fantasma de la reacción de los marinos, qué pasaría con nosotros, con los que tenían a mano. Todavía había mucha gente adentro.* »²⁹

Avec le retour à la démocratie, le nombre de dénonciations publiques ayant pour objet l'ESMA s'est considérablement accru. On pourrait considérer le rapport de la CONADEP, *Nunca Más*, comme le premier outil de diffusion à grande échelle de l'information concernant le centre de détention illégale, de torture, d'extermination ayant fonctionné à l'ESMA. Le 28 novembre 1984, 40000 exemplaires de la première édition du livre *Nunca Más* paraissaient en Argentine. On raconte qu'à la fin de cette journée, ils étaient tous vendus, forçant quatre nouveaux tirages le mois suivant.³⁰ À l'occasion du vingtième anniversaire du rapport, le journal *Página/12* le considérait comme un véritable « best-seller ».

²⁶ Par exemple : les journalistes H. Verbitsky et Rodolfo Walsh, des proches de personnes disparues comme Emilio Mignone et des Mères de la Place de Mai, les deux hommes qui ont réussi à s'évader de l'ESMA en 1978 et les trois femmes qui en ont été libérées en 1979.

²⁷ Ana María Martí *et al.*, *ESMA...*, p.56.

²⁸ Azucena Villaflor est l'une des fondatrices des Mères de la Place de Mai. Elle a été séquestrée en 1977 et n'a plus été revue.

²⁹ Munú Actis *et al.*, *Ese infierno...*, p.253.

³⁰ « El libro de la buena memoria se convirtió en un best-seller », *Página/12*, 28 novembre 2004.

« En 20 años, el libro *Nunca Más*, editado por Eudeba, encarado por la agrupación de personalidades de la Comisión Nacional de la Desaparición de Personas (CONADEP) por encargo del gobierno de Raúl Alfonsín, tuvo 22 reediciones, vendió más de 400 mil ejemplares, convirtiéndose en uno de los mayores « best-sellers » de la historia editorial de este país »³¹.

La large diffusion qu'a connue le rapport, sa popularité au sein de la population argentine sont indéniables. Il acquit, de plus, un rayonnement international (il a été traduit en allemand, en anglais, en italien, en hébreu, en portugais, en russe, en finlandais et en vietnamien)³².

Dans *Nunca Más*, une section complète porte sur les centres de détention illégale. Leurs descriptions les situent dans l'espace géographique argentin et détaillent les pièces connues par les survivants de ces camps. Parfois, y sont aussi inclus des extraits des témoignages recueillis par les commissaires. Dans cette section, l'ESMA occupe une place prépondérante. En plus d'une description de trois pages, une douzaine d'autres sont consacrées exclusivement au fonctionnement de ce camp. Le décalage par rapport à l'importance accordée au Campo de Mayo (le centre qui occupe le plus d'espace dans le livre après l'ESMA) est considérable. Par rapport à la quinzaine de pages portant sur l'ESMA, quatre pages seulement ne traitent du Campo de Mayo. La longueur des descriptions des autres centres clandestins varie entre un paragraphe et deux ou trois pages. Ainsi, le traitement réservé à l'ESMA dans le rapport de la CONADEP laisse entendre que l'endroit avait acquis une importance qui le distinguait des autres centres de détention illégale. En plus du nombre de pages consacrées à l'ESMA qui témoignait de cette importance, *Nunca Más* établissait que :

« La ESMA no sólo era un centro clandestino de detención donde se aplicaba tormentos, sino que funcionaba como el eje operativo de una compleja organización que, incluso, posiblemente pretendió ocultar con el exterminio de sus víctimas los delitos que cometía. Es así que operó como un gran centro que se proyectó y organizó una extensa variedad de actividades delictivas clandestinas »³³.

Les activités clandestines qui se déroulaient à l'ESMA, en plus de la détention illégale, la torture et l'extermination des personnes, étaient nombreuses :

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ CONADEP, *Nunca Más...*, p. 129.

appropriations des bébés nés en captivité, vols d'identité, falsifications de cartes d'identité, planification des *operativos* à mener contre les « subversifs », entreposage du matériel volé aux victimes de la dictature.

Les informations qui avaient circulé secrètement pendant la dictature étaient officiellement reconnues dans un document qui allait lui-même devenir un best-seller et une véritable référence en ce qui avait trait aux récentes années noires argentines³⁴. En ce sens, il contribuait à faire en sorte que l'ESMA soit considéré comme un emblème du terrorisme d'État. La Commission Nationale sur la Disparition des Personnes avait été mise sur pied par un gouvernement démocratiquement élu et avait recueilli les témoignages de milliers de personnes³⁵; son rapport bénéficiait d'une grande crédibilité en Argentine et à l'étranger.

Quelques mois plus tard, en avril 1985, s'ouvrait le procès aux juntas militaires dans lequel les principaux dirigeants des trois premières juntas qui s'étaient succédées au pouvoir entre 1976 et 1982 étaient accusés d'offenses criminelles telles que privation illégale de liberté et torture. Ce procès a été l'occasion d'une deuxième vague de diffusion d'informations liées au fonctionnement de l'ESMA comme camp de concentration. L'intérêt qu'il suscita auprès de la population, tout comme la médiatisation dont il bénéficia ont été considérables. Chaque jour, la salle d'audience se remplissait. S'y rassemblaient, en plus des journalistes et des cameramen, quatre-vingts personnes issues du public et une centaine d'invités spéciaux (des représentants de différents organismes de défense des droits humains, des forces armées et de différents partis politiques)³⁶.

Dans un désir de transparence vis-à-vis la société argentine, il avait été convenu de filmer tout le procès. Mais pour plusieurs raisons, dont le souhait des tribunaux de ne pas produire un divertissement à sensations, « *un show del horror* », et une volonté politique de ne pas irriter les militaires, on avait interdit

³⁴ Emilio Crenzel, *La historia...*, p. 129.

³⁵ Selon Thomas C. Wright, 1500 survivants des camps ont témoigné à la CONADEP. Thomas C. Wright, *State Terrorism...*, p. 144.

³⁶ Claudia Feld, *Del Estrado...*, p. 19.

la transmission du son³⁷. Le procès parvenait donc aux téléspectateurs dans une forme quelque peu édulcorée.

Dans la presse écrite, il occupa une place prépondérante. L'étude de L. Aruchar révélait en 1989 qu'au cours des six mois d'audiences, le journal *Clarín* avait vingt-quatre fois consacré sa une au procès, alors qu'il avait occupé respectivement la page titre de *La Nación* et de *La Razón* quarante-quatre et soixante-huit fois.³⁸ Mais surtout, un mois avant le début du procès était créé le *Diario del Juicio*. C'est à travers cet hebdomadaire que les Argentins eurent accès aux transcriptions des témoignages entendus au procès, lesquels relevaient du domaine public. La vente de 2 553 503 exemplaires du *Diario del Juicio* entre le 27 mai 1985 et le 28 janvier 1986 illustre la popularité du journal³⁹. Sa version électronique nous permet de juger de l'importance accordée à l'ESMA par rapport à celle que l'on donne aux autres centres : 190 documents contiennent « Escuela de Mecánica de la Armada » et 143 contiennent « Campo de Mayo »⁴⁰.

Ainsi, la CONADEP (et la publication de son rapport) et le Procès aux Juntas militaires (et son traitement médiatique), deux événements majeurs de la transition argentine vers la démocratie, permirent de saisir l'ampleur des conséquences de la dictature. Avec toute la crédibilité dont ils disposaient, *Nunca Más* et le procès aux juntas militaires accordaient une importance particulière à l'ESMA, contribuant ainsi à son rayonnement comme potentiel symbole du terrorisme d'État.

1.4 L'« Effet Scilingo »

Une dizaine d'années plus tard, en 1995, les révélations de l'ancien capitaine de la marine, Adolfo Francisco Scilingo, allaient donner à l'association entre l'ESMA et l'horreur, un écho retentissant dans la population. Pour la première fois, un homme confessait avoir participé aux « vols de la mort » pendant la dictature et confirmait ce que plusieurs survivants savaient et avaient dénoncé. Alors qu'il faisait partie de la section logistique du grupo de tareas 3.3/2,

³⁷ Pour une discussion sur la responsabilité de la décision d'interdire la transmission du son et les motivations de la décision, voir Claudia Feld, *Del Estrado...*, 33-38.

³⁸ Étude de L. Aruchar cité par Claudia Feld, *Del Estrado...*, p.25.

³⁹ Claudia Feld, *Del Estrado...*, p.26.

⁴⁰ *El Diario del Juicio*. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

Scilingo avait poussé à la mer trente personnes vivantes, du haut d'un avion en plein vol⁴¹. À l'ESMA, ces trente personnes avaient reçu une première injection d'un tranquillisant puissant qui les avait engourdi⁴².

Si les confessions de Scilingo ont d'abord été entendues par les téléspectateurs argentins grâce à l'enregistrement qu'Horacio Verbitsky avait fait jouer à l'émission *Hora Clave*, c'est l'apparition du marin à la télévision, selon Claudia Feld, qui eut le plus d'impact sur la société argentine⁴³. La présence de Scilingo au petit écran marquait une rupture : celle du passage de l'invisibilité du système de répression de la dictature à une exposition certaine à la population argentine⁴⁴. Dans le même ordre d'idée, Emilio Mignone, fondateur du Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) déclarait dans une entrevue à Marguerite Feitlowitz : « *In our day and age people need to see faces. It's the only way for them to realize that that nice-looking, well-dressed, articulate Mr. Scilingo, that gentleman who could be your next-door neighbor, is the very embodiment of the Process, the very horror itself, and here is addressing you in your living room night after night.* »⁴⁵ Désormais la répression avait un visage, celui d'un homme qui n'avait pas l'air d'un meurtrier; l'horreur en était d'autant plus troublante. Les Argentins étaient désormais confrontés, selon les mots d'Emilio Mignone, à leur déni de la répression et à l'accord tacite qu'ils lui avaient donné.

Dans la foulée des révélations de Scilingo, d'autres ex-tortionnaires confessaient publiquement leurs crimes et le chef de l'armée, le général Martín Balza, prononçait la première autocritique de l'armée. Une brèche s'ouvrait dans l'espace public : la répression redevenait un thème discuté en Argentine, après une quasi-absence depuis 1990⁴⁶. Quoiqu'il ait toujours fait partie des préoccupations des organismes de défense des droits de la personne, c'est par la commotion qu'avaient créée les confessions de Scilingo qu'il réinvestissait la sphère publique. L'indéniable appartenance de l'ancien capitaine à l'ESMA propulsait l'institution à l'avant-plan de l'actualité et l'associait une fois de plus à la répression illégale de la dictature. Par l'attention médiatique qu'elles reçurent et

⁴¹ Horacio Verbitsky, *El Vuelo...*

⁴² Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.196.

⁴³ Claudia Feld, *Del estrado...*, p.105.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Feitlowitz, *Lexicon...*, p.195.

⁴⁶ Claudia Feld, *Del Estrado...*, p.103.

les répercussions qu'elles eurent (entre autres sur l'ensemble des forces armées), ces confessions donnaient à l'association entre l'ESMA et le terrorisme d'État une puissance et une visibilité jamais égalées auparavant.

La première partie de ce chapitre met en évidence deux facteurs significatifs ayant contribué à la création de l'ESMA comme emblème du terrorisme d'État: l'évocation de faits qui ont produit une association entre l'institution et l'horreur de la dictature et la présence de cette association dans l'espace public. Pour que sur les faits dénoncés puissent reposer le symbole de terrorisme d'État, ces derniers devaient être véridiques paraître comme tels. La crédibilité d'un propos dépend de celle de son auteur ou du média à travers lequel il s'exprime. Dans un contexte de régime autoritaire où la presse était censurée et la propagande constante, il est difficile d'évaluer la crédibilité dont a bénéficié la presse clandestine. Cependant, la violence avec laquelle on a fait taire ceux qui, comme Rodolfo Walsh et Horacio Maggio ont dénoncé les activités clandestines de l'ESMA pouvait avoir comme effet de confirmer l'authenticité de leurs propos. Mais on ne sait dans quelle mesure leur mort a pu être médiatisée. Difficile, en ce sens, de statuer quant à leur impact en Argentine. Par ailleurs, l'information a pu être diffusée autrement qu'à l'écrit, rendant plus complexe encore l'élaboration d'un jugement éclairé sur l'importance du lien entre l'ESMA et terrorisme d'État à l'époque de la dictature. Néanmoins, les dénonciations publiques et clandestines d'alors indiquent une certaine connaissance de l'existence d'un centre de détention illégale fonctionnant à l'ESMA et une volonté de la partager.

Bien entendu, la circulation d'information était plus efficace à l'étranger. La couverture médiatique des cas de disparitions impliquant des ressortissants étrangers et les dénonciations des organismes de défense des droits de la personne qui recueillaient les témoignages des survivants de l'ESMA ont assuré une visibilité internationale à l'association entre l'institution et le terrorisme d'État.

En Argentine, c'est le retour à la démocratie qui a permis à la population de prendre la mesure des atrocités de la dictature. Avec le rapport de la CONADEP et la couverture médiatique du juicio a las juntas, la connaissance de l'existence d'un camp de concentration ayant fonctionné à l'ESMA appartenait désormais au domaine public. Une dizaine d'années plus tard, les révélations de Scilingo en 1995 marquèrent l'imaginaire collectif et propulsèrent l'ESMA à

l'avant-plan d'une scène médiatique préoccupée de plus en plus par le thème de la répression illégale.

II. RECONNAISSANCE D'UN SYMBOLE DU TERRORISME D'ÉTAT

L'association entre le terrorisme d'État et l'ESMA n'a cependant pas suffi à faire de l'institution ce que d'aucuns qualifiaient de représentation la plus éloquente du terrorisme d'État. Si la diffusion des informations concernant les activités concentrationnaires et les pratiques répressives qui avaient eu cours à l'ESMA était nécessaire à cette entreprise, il fallait aussi que des groupes et des individus reconnaissent au lieu un caractère représentatif. Face au silence des forces armées, au maintien des activités « normales » à l'ESMA après le retour à la démocratie et devant le sentiment de fierté et de propriété qu'affichait la Marine, leur insistance à promouvoir le sens qu'ils accordaient à l'ESMA devenait une véritable lutte politique.

2.1. Manifestations publiques devant l'ESMA

En plus des témoignages recueillis lors de la CONADEP, de ceux qui ont été produits lors du Procès, des manifestations aux abords de l'ESMA ont également contribué à faire de la propriété un lieu de mémoire. Aux lendemains de la dictature, la majorité des commémorations du coup d'État en 1984, se tinrent dans le périmètre entourant la Place de Mai et le Congrès argentin dans le centre de Buenos Aires. Si une manifestation avait aussi été prévue par la Juventud Peronista (JP) en face de l'ESMA, le gouvernement en avait toutefois interdit la tenue⁴⁷. Les organismes qui devaient y prendre part dont les *Abuelas de Plaza de Mayo* et les *Familiares de Detenidos y Desaparecidos por Razones Políticas* choisirent donc de réaliser l'événement dans un parc à proximité.⁴⁸ L'organisation d'une telle manifestation dans le cadre des commémorations du 24 mars 1976, jour du Coup d'État, consacrait, du point de vue de ces organismes, l'endroit comme symbole de la dictature. L'École de Mécanique de la Marine n'était désormais plus uniquement un ancien centre de détention illégale, elle

⁴⁷ Federico Lorenz, « ¿De quién... », p.71.

⁴⁸ *Ibid.*

devenait une représentation de ce qui s'était passé pendant la dictature puisqu'on l'avait associée à un autre symbole en devenir, la date du 24 mars.

Entre 1976 et 1983, les anniversaires du Coup d'État avaient été soulignés par les responsables de la dictature. Les actes commémoratifs consistaient en une revue des représentants des trois forces armées par le président de facto, le chant de l'hymne national, un message de la junte à la population argentine et une messe d'action de grâces célébrée par le vicaire général de Buenos Aires.⁴⁹ En 1984, les organismes de défense des droits humains s'approprièrent pour la première fois le jour du Coup d'État en scandant : « *Decir nunca más a una dictadura militar* »⁵⁰. Le 24 mars devenait le jour de la lutte pour la vérité et la justice et des manifestants choisissaient de l'associer à l'ESMA.

En 1987 et en 1993, l'école de la Marine servait à nouveau de scène aux commémorations du 24 mars⁵¹. Les Madres-Línea Fundadora⁵² qui avaient organisé les deux événements distribuaient en 1993, des tracts condamnant l'impunité dont bénéficiaient les militaires « *libres para la Ley [,] culpables para la sociedad* ».⁵³ Ces tracts incluèrent également la liste des 365 centres de détention illégale qui avaient fonctionné pendant la dictature⁵⁴. Transmettre cette information lors d'une manifestation devant l'ESMA renforçait l'idée selon laquelle cet ancien camp pouvait représenter tous ceux qui étaient sur la liste.

Suite aux révélations de Scilingo en 1995, les plus importantes commémorations entourant le 24 mars, cette année-là, se tinrent devant l'institution. La première manifestation, organisée le 23 mars par l'Asociación Madres de Plaza de Mayo fut durement réprimée⁵⁵. Les mères réussirent toutefois à installer une plaque commémorative sur les grilles entourant la propriété sur laquelle on pouvait lire : « Escuela de Torturados y Asesinos ». La répression dont elles furent victimes contribua probablement à la couverture médiatique de l'événement. Alors qu'Hebe de Bonafini, la présidente de l'organisation, tentait

⁴⁹ Federico Lorenz, « ¿De quién... », p.61

⁵⁰ *Ibid.*, p.71.

⁵¹ *Ibid.*, p.81.

⁵² À partir de 1986, l'organisation des *Madres de Plaza de Mayo* se scinde en deux. Il existe désormais l'*Asociación Madres de Plaza de Mayo* et *Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora*. Voir entre autres : Federico Lorenz, « ¿De quién... », p.74, note 13.

⁵³ Federico Lorenz, « ¿De quién... », p.81.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, p.187.

de maintenir en place la plaque qu'enlevaient les policiers, plusieurs coups au dos lui furent assenés⁵⁶. Malgré que l'inscription n'ait pu demeurer sur les grilles, une marque de mémoire y avait été placée et la médiatisation lui donnait une deuxième vie, plus virtuelle que la première.

Les autres organismes qui prenaient part à la manifestation devant l'ESMA le lendemain, déployèrent à leur tour une large bannière sur laquelle on lisait : « Justicia ». Les affiches que tenaient les manifestants désignaient d'autres camps de concentration qui avaient fait partie de l'appareil répressif des juntes militaires⁵⁷. De la même façon que par le passé, la référence à d'autres camps devant l'ESMA, faisait de cet ancien camp celui qui les représentait tous.

Parce que les groupes qui participaient à ces manifestations n'étaient pas exclusivement des proches de personnes éliminées à l'ESMA, leur présence avait pour effet de donner (ou souhaitait donner) au symbole un caractère universel. En effet, les Abuelas, les Madres de Plaza de Mayo et les Familiares de Detenidos y Desaparecidos, des organismes qui participaient aux manifestations devant l'ESMA, regroupent des hommes et des femmes qu'un lien social ou biologique avec une ou plusieurs personnes disparues ont poussés à se réunir. En ce qui les concerne, le camp de concentration par lequel ces dernières sont passées n'a pas motivé leur regroupement.

Dans la même veine, si la JP (qui participait à l'organisation de la première commémoration du 24 mars dans un parc près de l'ESMA) avait été liée au mouvement Montonero, le groupe révolutionnaire auquel avait appartenu la majorité des *detenidos-desaparecidos* de l'ESMA, la plupart des organismes qui se sont présentés aux différentes commémorations devant l'institution n'entretenaient pas de liens particuliers avec les Montoneros. D'ailleurs, dans les premières années de démocratie, on excluait généralement toute référence au militantisme politique des personnes disparues.⁵⁸ En ce sens, il aurait été étonnant que ces manifestations soient dédiées à un groupe politique particulier. C'est

⁵⁶ Le 24 mars 1995, la première page de *Página 12* montrait plusieurs manifestants blessés par la répression. Voir Marguerite Feitlowitz, *Lexicon...*, 173-174.

⁵⁷ Federico Lorenz, « De quién... », p.82.

⁵⁸ D'ailleurs, la façon dont on se souvient des personnes disparues en Argentine a beaucoup changé depuis le retour à la démocratie. Si on excluait toute référence à leur implication politique dans les premières années, les considérant d'abord et avant tout comme des victimes, on parlait surtout de leur lutte pour changer le monde avec les H.I.J.O.S. Voir Elizabeth Jelin, « La conflictiva... »

contre le phénomène global du terrorisme d'État que les différents organismes s'insurgeaient et non contre la répression subie par des groupes spécifiques. À partir de 2004, la quantité et la diversité des organismes qui faisaient partie de l'Instituto Espacio por la Memoria, l'entité responsable de l' « Espace pour la mémoire et la défense et la promotion des droits humains » confirmaient le caractère représentatif du symbole⁵⁹.

Dans *Remembering Pinochet's Chile*, Steve Stern établit les critères qui font acquérir à une mémoire, une résonance culturelle et sociale et la définissent comme « mémoire emblématique »⁶⁰. L'incarnation de cette mémoire dans un référent social convainquant, entre autres caractéristiques, la dote d'un pouvoir attractif et d'une certaine influence auprès de la population. Devant le combat mené par les Abuelas de Plaza de Mayo, les Madres de Plaza de Mayo, les Familiares et les H.I.J.O.S., les Argentins éprouvent généralement du respect ou même de la sympathie. En ce sens, la reconnaissance par ces groupes du caractère représentatif de l'ESMA comme symbole du terrorisme d'État participait à façonner son hégémonie.

En associant à l'ESMA leur combat contre les violations des droits de la personne, le silence et l'impunité, ces organismes ont également contribué à transformer l'institution en symbole de répudiation à la dictature. Après le départ de la Marine, leur installation dans certains bâtiments de l'ESMA, en plus de représenter une victoire (ils s'approprièrent le territoire de leurs adversaires), donnait à la vocation de défense et de promotion des droits de la personne de la nouvelle ESMA, une importante crédibilité. Leur présence au sein des murs de l'ESMA permettrait à l'institution de redevenir un symbole moral positif, celui de la lutte pour le respect des droits humains fondamentaux.

⁵⁹ Les organismes suivants font partie de l'Instituto Espacio para la memoria : Abuelas de Plaza de Mayo , Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Buena Memoria Asociación Civil, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Fundación Memoria Histórica y Social Argentina, Herman@s de Desaparecidos por la Verdad y la Justicia , H.I.J.O.S. Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio, Liga Argentina por los Derechos del Hombre , Madres de Plaza de Mayo - Línea Fundadora, Movimiento Ecuménico por los Derechos Humanos , Servicio Paz y Justicia. *Instituto Espacio para la memoria*, [En ligne]. http://www.institutomemoria.org.ar/institucional/2_integracion.html. (Page consultée le 25 juillet 2008).

⁶⁰ Steve J. Stern, *Remembering...*, p.116.

2.2 Représentations artistiques du symbole

2.2.1 Arts plastiques

En 1995, le contexte d'effervescence quant à la compréhension du passé récent s'accompagna d'un désir de transmission de la mémoire⁶¹. Suite à la décision du gouvernement de la Ville de Buenos Aires (GCBA) de rendre obligatoire la lecture du *Nunca Más* aux élèves du secondaire, le quotidien *Página/12* proposait une version du rapport en 30 fascicules⁶². La particularité de cette nouvelle publication du rapport de la CONADEP : elle était illustrée. Sur les pages couverture de tous les fascicules, on pouvait voir un collage de l'artiste León Ferrari. Celui qui illustre le quatrième numéro de la publication présentait un détail du *Jugement dernier* de Hans Memling superposé aux colonnes de l'édifice principal de l'ESMA⁶³. Des visages qui expriment l'horreur et la douleur, des corps nus entrelacés qui semblent appartenir au lieu, l'ESMA vue par León Ferrari était devenue une représentation de l'enfer. Puisque ce numéro portait sur les centres de détention illégale, il s'agissait d'une autre manière de souligner le caractère représentatif de l'ESMA. L'artiste eut recours au même procédé dans un autre collage qui ne figurait pas dans cette édition spéciale du *Nunca Más*. Dans cette œuvre, ce sont les personnages du *Jugement dernier* de Jérôme Bosch qui se promènent à travers les colonnes du pavillon principal⁶⁴.

En 2001, une œuvre de l'artiste Marcelo Brodsky associait également l'ESMA à l'horreur, celle des camps nazis. En 1967, un mémorial portant l'impératif : « Lieux que nous ne devons jamais oublier » avait été érigé à Berlin par la Ligue des droits de l'Homme d'Allemagne et les députés de Berlin-Schöneberg⁶⁵. On y lisait le nom de douze camps de concentration mis en place en Europe pendant la Seconde Guerre Mondiale. Le premier d'entre eux était Auschwitz. En 2001, Brodsky installait devant l'ESMA, un mémorial qui se voulait une réplique de celui de Berlin. Dans la forme, ils étaient très semblables : la même structure, les mêmes couleurs et la même calligraphie. « Lugares que no debemos olvidar jamas », présentait une liste de douze centres clandestins

⁶¹ Emilio Crenzel, *La historia...*, p. 154.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Il est possible de voir quelques uns des collages créés par León Ferrari sur le site de *Arte Una*, [En ligne]. <http://www.arteuna.com/RRF/a-Ferrai.htm>. (Page consultée le 30 avril 2008) Voir Emilio Crenzel, *La historia...*, p. 159.

⁶⁴ L'œuvre de León Ferrari paraît entre autres dans Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.120.

⁶⁵ Marcelo Brodsky, *Nexo...*, p.46.

argentins; le premier qui y figurait était l'ESMA. Dans son essai photographique *Nexo*, l'artiste présente les photos des deux mémoriaux côte à côte, faisant des centres de détention illégale de l'Argentine autoritaire l'équivalent des camps nazis et reconnaissant à l'ESMA une portée symbolique semblable à celle d'Auschwitz⁶⁶. Pour Brodsky, l'ESMA est aussi l'endroit où son frère cadet, Fernando, a été vu pour la dernière fois en 1979.

Lors de la troisième marche de la résistance en 1983, un groupe d'artistes proposait aux Mères de la Place de Mai de se joindre à elles pour réaliser un événement politico-esthétique, le *siluetazo*⁶⁷. À leur appel conjoint, des milliers de personnes se rendaient sur la Place de Mai pour fabriquer des silhouettes humaines qui seraient par la suite collées dans le centre-ville de Buenos Aires. Matérialisant ainsi l'absence des personnes disparues, les silhouettes deviendraient une façon stéréotypée de représenter ces victimes du terrorisme d'État⁶⁸. Réitérer à l'ESMA cet événement qui, à l'origine, s'était voulu une critique publique de la dictature, associait en 2004 et en 2005 l'institution à cette prise de position générale. En 2004, les silhouettes portaient les noms et surnoms de personnes qui avaient été vues pour la dernière fois à l'ESMA : « Cristina », « Pajarito », « Pato », « Violeta », « Elena », « Ester », « Alice », « Leonie »⁶⁹. Toutefois, le *siluetazo* ne commémorait pas exclusivement les disparitions liées à l'ESMA. En témoignent les différents groupes qui étaient présents ce jour-là⁷⁰ et les commentaires inscrits sur les silhouettes d'hommes, de femmes et de bébés : « Mi rostro son 30.000 rostros, mi nombre son 30.000 nombres. JUSTICIA » ; « En cada lucha ellos están y con la patria liberada volverán. 30.000 detenidos desaparecidos, PRESENTES! » ; « ¿Dónde está? Quién se robó

⁶⁶ *Ibid.*, p.47.

⁶⁷ Les trois artistes qui proposaient l'événement sont Guillermo Kexel, Julio Flores et Rodolfo Aguerreberry. Voir Ana Longoni et Elizabeth Jelin, « Siluetas », dans *Escrituras, imágenes y escenarios ante la represión*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council 2005, p.69.

⁶⁸ Verónica Molas, « Entrevista con la historiadora de arte Ana Longoni », *La Voz del Interior*, 25 août 2005, p.8c.

⁶⁹ Voir Lidia Frank, « Siluetazo en la ESMA », Dans *Asociación Ex Detenidos Desaparecidos*, <http://www.exdesaparecidos.org.ar> (Page consulté le 23 juin 2008).

⁷⁰ Les organismes qui avaient invité la population à participer au Siluetazo sont les suivants : Abuelas de Plaza de Mayo, Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Buena Memoria, CELS, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Fundación Memoria Histórica y Social Argentina, Herman@s, H.I.J.O.S., Liga Argentina por los Derechos del Hombre, Madres de Plaza de Mayo – Línea Fundadora, Movimiento Ecueménico por los Derechos Humanos et SERPAJ. Voir Lidia Frank, « Siluetazo... »

este bebé? Ahora es un joven prisionero, ayudémosle todos a conseguir su libertad »⁷¹. Évocation des trente mille personnes disparues, revendication des luttes sociales menées par certaines d'entre elles, exigence de justice et de vérité, ces commentaires sur les grilles de l'ESMA participaient à une condamnation générale de la dictature.

De la même manière, le livre d'art et d'essais *Memoria en construcción : El debate sobre la ESMA* de Marcelo Brodsky, qui propose des pistes de réflexion quant à l'avenir de l'Espace / Musée, ne présente pas exclusivement des œuvres liées à l'ESMA ou à la Marine⁷². En fait, la majorité des photographies, peintures, sculptures, collages qui s'y trouvent traitent de différents thèmes liés à la dictature militaire de 1976-1983 : les *desaparecidos*, la violence étatique, la répression, les dictateurs de la première junte, la transmission de la mémoire et la résistance des Mères de la Place de Mai. La présence de ces œuvres aux thèmes diversifiés dans un livre portant sur l'ESMA laisse comprendre l'adhésion de l'auteur du livre (et possiblement celles des artistes qui signent les œuvres qui s'y trouvent) à l'idée selon laquelle le lieu incarne le terrorisme d'État.

Les œuvres et les performances artistiques décrites précédemment ont en commun de reconnaître le caractère représentatif et emblématique de l'ESMA. Elles sont des manifestations de cette reconnaissance. Par ailleurs, leur diffusion contribue au rayonnement du symbole auprès de la population. Si l'on connaît la quantité d'exemplaires vendus du quatrième fascicule du *Nunca Más*⁷³ et si l'on sait que les siluetazos ont été médiatisés à Buenos Aires⁷⁴, il est plus difficile de dire dans quelle mesure les autres œuvres ont été vues et de quelle façon elles ont pu contribuer à la propagation du symbole. Au minimum, elles constituent un indice de plus à propos du consensus qui établit l'ESMA comme incarnation du terrorisme d'État.

2.2.2. ESMA : el día del Juicio

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Marcelo Brodsky, *Memoria...*

⁷³ 75 000 exemplaires du fascicule ont été produits. Emilio Crenzel, *La historia política...*, p.156

⁷⁴ « Las siluetas astiguan al horror que se cometió », dans *Página/12*, [En ligne]. www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-44747-2004-12-12.html (Page consultée le 30 avril 2008). « "Siluetazo" en la ESMA por justicia y desaparecidos », dans *El Día*, [En ligne]. <http://www.eldia.com.ar/ediciones/20041212/elpais5.asp> (Page consultée le 30 avril 2008).

Une œuvre créée en 1998 eut un rayonnement considérable en Argentine. Cette année-là, Magdalena Ruiz Guiñazu et Walter Goobar réalisaient le documentaire *ESMA : el día del Juicio*⁷⁵. De tous les camps de concentration dont il avait été question pendant le procès aux juntas militaires en 1985, on choisissait de ne traiter que de l'ESMA dans un documentaire qui allait être diffusé à la télévision le 24 août 1998 à 23h00, une heure de grande écoute en Argentine⁷⁶. L'intérêt manifesté par les téléspectateurs ce soir-là (ils étaient près de trois millions à regarder le documentaire) a convaincu les diffuseurs de le présenter à nouveau trois jours plus tard. La diffusion du documentaire constituait le premier accès des téléspectateurs aux images (avec son) du procès.

Réalisé à partir des archives audio-visuelles du *juicio a las juntas*, *ESMA : el día del Juicio* a comme trame narrative l'histoire d'Emiliano Hueravillo né en captivité à l'ESMA et âgé de 21 ans au moment de la réalisation du film. Dans son analyse du film, Claudia Feld indique qu'on ne voit généralement pas les *ex detenidos desaparecidos* lorsqu'ils témoignent⁷⁷. Leurs paroles servent plutôt à décrire les images qui ont été reconstruites par les réalisateurs. Elle est d'avis que de cette alliance entre les témoignages et les images qui les soutiennent naît l'émotion sur laquelle repose le film. Les objectifs des réalisateurs étaient donc à la fois d'interpeller et d'informer les téléspectateurs. Leur choix de l'ESMA reposait d'ailleurs sur leur impression que l'ancien camp de concentration était devenu un symbole puissant de la dictature.

« *¿Por qué la ESMA? Porque la ESMA era el único lugar que, si vos preguntás a la gente, así, en la calle..., un campo de concentración, la gente te dice: "la ESMA". ¿Por qué? Porque es un edificio conocido, está en un lugar conocido, todo el mundo ha pasado alguna vez por la ESMA. Es un edificio emblemático, porque además en la ESMA es donde hubo la mayor cantidad de sobrevivientes. Porque pasarón las cosas más atroces, pero también las cosas más incomprensibles, porque hubo un proyecto político [...]*⁷⁸

La façade du bâtiment central de l'ESMA et le visage de l'ancien amiral Emilio Massera ont été qualifiés d'images emblématiques du film par Claudia

⁷⁵ Magdalena Ruiz Guiñazu et Walter Goobar, *ESMA : el día del Juicio*, Argentine, 1998.

⁷⁶ Claudia Feld, *Del Estrado...*, p.123.

⁷⁷ *Ibid.*, p.127.

⁷⁸ Walter Goobar cité par Claudia Feld, *Del estado...*, p.127.

Feld⁷⁹. Ainsi, les imposantes colonnes blanches de l'ESMA étaient vues par des millions d'Argentins dans un film qui condamnait la dictature. Comme toutes les manifestations publiques reconnaissant l'ESMA comme une représentation du terrorisme d'État, le film participait aussi à la propagation de cette idée. En 2005, 10 000 exemplaires du documentaire ont été distribués aux écoles primaires, secondaires et aux universités du pays, en plus d'être présentés à nouveau à la télévision lors des commémorations du 24 mars.⁸⁰

2.3. *Création du Musée Nunca Más/Espacio para la Memoria*

La volonté de plusieurs groupes (parents et amis de personnes disparues et survivants des camps de concentration) de créer un espace dédié à la mémoire de ceux que le régime avait éliminés et qui condamnerait le terrorisme d'État constitue un autre facteur ayant contribué à faire de l'ESMA un lieu de mémoire. En tentant de transformer l'endroit en Musée / Espace, ils reconnaissaient son caractère emblématique.

2.3.1. *Brève histoire du Musée*

Suite à la dictature, différents projets de musée dédié à la mémoire des personnes disparues furent pensés⁸¹. En 1995, un projet avait désigné l'Olimpo,

⁷⁹ Le fait que le visage de Massera soit une image emblématique du film appuie notre propos sur son appartenance à l'ESMA. Claudia Feld, *Del Estrado*, p.130.

⁸⁰ « ESMA : el día del Juicio, un documental que rescate la memoria », *Clarín.com*, Samedi le 23 mars 2005. Ce documentaire n'était pas le premier réalisé à partir du matériel audio-visuel du procès. En effet, en 1995, les éditions Perfil publiaient *El Juicio que cambió al país*, un résumé en six chapitres du *Diario del Juicio* qui paraissait de façon hebdomadaire en 1985. Chacun de ces chapitres était accompagné d'une cassette vidéo présentant des images (avec son) tirées des 540 heures d'enregistrement du procès. La pénétration de ces images au sein de la population a, par contre, été très limitée. Au total, seulement 47 000 exemplaires des six fascicules ont été vendus. Quoique cette publication n'ait peut-être pas participé à faire de l'ESMA une représentation de la répression militaire, *El Juicio que cambió al país* reconnaissait toutefois l'importance de ce camp de concentration: un chapitre entier, le premier de la série, lui était consacré. Un autre chapitre traitait des centres de détention illégale, mais en en abordant plusieurs à la fois, sans entrer dans les détails. Encore une fois, on accordait plus d'attention à l'ESMA qu'aux autres camps de concentration.

⁸¹ Dès 1984, la volonté de permettre à la mémoire de la répression de se poser dans un lieu matériel voit le jour. Malgré la libre circulation de l'information et la publication du *Nunca Más*, l'incrédulité de la population face aux horreurs de la dictature poussa la Fundación Memoria Histórica y Social Argentina à proposer la création de la Casa del Desaparecido. Réunir toute la documentation en lien avec la répression afin d'établir la vérité sur les années de dictature, telle serait la vocation du lieu. La Casa del Desaparecido ne vit cependant pas le jour : aux lendemains de la dictature, les proches des victimes et les organismes dont ils étaient membres consacraient toutes leurs énergies à la recherche des personnes disparues. Ainsi, le projet qui aurait nécessité leur concours ne put voir le jour. Des années plus tard, après avoir consulté des organismes de

un garage de la police fédérale ayant fonctionné comme centre clandestin entre 1978 et 1979, comme lieu dans lequel serait créé le *Museo Nunca Más*. Son mandat, inspiré par ce qu'étaient devenus des sites tels que Nagasaki et Auschwitz, allait être de colliger, rechercher et disséminer l'information concernant la dernière dictature militaire⁸². Le choix de l'Olimpo semblait toutefois être celui qu'imposait la raison. Interviewé par Margaret Feitlowitz, le conseiller municipal Jorge Tula ne cachait pas sa préférence de voir l'ESMA devenir l'hôte de ce musée.

« We wanted a place whose appropriation would definitely condemn state terrorism. In that sense, I preferred the ESMA. It would have made a ringing statement against the machination of Massera, the Navy's promotion of known torturers, and the force's censure of Scilingo's revelations. The ESMA is the reigning symbol of that repression, not just here but also abroad. The possibility of actually getting the ESMA seemed so slim, however, that human rights groups feared the attempt could scuttle the project. So we focused on the Olympus [...] »⁸³.

Pour différentes raisons, l'Olimpo ne fut pas transformé en musée⁸⁴. Il fallut attendre l'an 2000 pour voir la création de la Comisión de trabajo para la fundación del Museo de la Memoria. Cette même année, la Legislatura de la Ciudad de Buenos Aires votait à l'unanimité une loi qui stipulait que les édifices de l'ESMA seraient destinés à accueillir le futur musée⁸⁵. En 2002, l'Instituto Espacio para la Memoria (IEM), était fondé. Tel que l'avaient souhaité les organismes qui avaient participé à l'élaboration de la loi qui l'avait créé, l'IEM

défense des droits de la personne en 1990, le Conseil Délibérant de la ville de Buenos Aires adoptait une résolution en faveur de la création d'un musée « destiné à reconstruire, protéger et cultiver la mémoire collective des horreurs de la dictature ». Mais sans force de loi, cette résolution n'eut pas d'effets immédiats. Memoria Abierta, « Camino al Museo », dans *Memoria Abierta*, [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 mai 2008).

⁸² Margaret Feitlowitz, *A Lexicon...*, p.189.

⁸³ Margaret Feitlowitz, *A Lexicon...*, Entrevue avec Jorge Tula, p.189

⁸⁴ En 1996, les conseillers présentaient leur projet et proposaient d'inaugurer le musée le 22 mars dans le cadre des commémorations du vingtième anniversaire du coup d'État. Cependant, les négociations traînèrent en longueur pour se conclure par l'adoption, par quelques membres seulement du Conseil, d'une résolution « that would *recommend*, rather than *command*, [the project] to the Mayor ». Ceux qui avaient prévu participer à l'inauguration en réalisant une murale à l'Olimpo, se heurtèrent le 22 mars, à la barrière que formaient une centaine de policiers devant le garage. Comme certains membres du Conseil de ville, la Police fédérale s'opposait à ce que l'on transforme l'une de ses dépendances en symbole du terrorisme d'État. Voir Elizabeth Jelin et Susana G. Kaufman, « Layers... », p. 97.

⁸⁵ Memoria Abierta, « Camino al museo », dans *Memoria Abierta*. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo2.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

serait formé de représentants de groupes de défense des droits humains et bénéficierait d'une autonomie complète afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement de ses politiques institutionnelles⁸⁶. C'est cet organisme qui serait éventuellement en charge de la partie « Musée » de l'Espace à créer.

Finalement, le 24 mars 2004, un accord visant à transformer l'ESMA en Espacio para la Memoria y para la Promoción y Defensa de los Derechos Humanos était signé entre le gouvernement de la ville de Buenos Aires et l'État national. Cette dernière initiative fut la bonne. Le déménagement de la Marine s'effectua en trois étapes à partir du 28 décembre 2004 et se termina le 30 septembre 2007⁸⁷. Quelques jours plus tard, le 3 octobre, l'Espace ouvrait ses portes à la population⁸⁸.

Le désir de transformer l'ESMA en Espace pour la mémoire et la promotion et la défense des droits humains, un désir partagé par de nombreux organismes, des représentants de la Ville et le plus haut représentant de la république, le président Néstor Kirchner, donnait la mesure de la portée symbolique accordée au lieu. L'ESMA comme lieu de mémoire et emblème de condamnation du terrorisme d'État était reconnu officiellement et de manière très solennelle.

2.3.2. Pourquoi l'ESMA ?

Jorge Tula en 1995 et Walter Goobar en 1998 identifiaient l'ESMA comme le symbole de la répression qui avait le plus de résonance auprès de la population. Pourquoi parmi les centaines de centres de détention illégale qui avaient existé pendant la dictature en Argentine, l'École de Mécanique était-elle perçue comme l'exemple le plus éloquent de la répression militaire ? La quantité importante des personnes qui y avaient été détenues était-elle à l'origine de cette considération ? À partir des registres auxquels ont eu accès certains survivants de l'ESMA, il a été établi que 5000 personnes ont été séquestrées à l'ESMA et que la majorité d'entre elles ont été éliminées. Dans son témoignage à la CONADEP, Carlos Muñoz déclarait :

⁸⁶ Memoria Abierta, « Camino al Museo », dans *Memoria Abierta*, [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 mai 2008).

⁸⁷ Presidencia de la Nación, Secretaría general, *Acta de entrega parcial del predio de la E.S.M.A.*, Buenos Aires, 2004.

⁸⁸ Memoria Abierta. « Camino... »

« En la ESMA, funcionó un organizado sistema de procesamiento y archivo de toda la información referida a los detenidos, a sus familiares, a las personas vinculadas con las víctimas, reforzado con un cuidadoso registro fotográfico de cada detenido. Los prisioneros eran numerados del 001 al 999, y cuando se llegaba a este número se volvía a empezar del 001. Hasta marzo de 1978 la cantidad de personas que pasaron por este centro superaba la cifra de 4 700 »⁸⁹.

Cette quantité importante de victimes a pu marquer l'imaginaire des Argentins puisqu'elle représente un sixième de la quantité totale de personnes disparues, telle qu'elle a été estimée par les organismes de défense des droits de la personne. Cependant, dans un autre centre de détention illégale de la province de Buenos Aires, celui du Campo de Mayo, une quantité semblable de personnes a été éliminée⁹⁰. Le nombre de victimes ne pourrait donc être le seul facteur à l'origine du processus par lequel l'ESMA est devenue, pour certains, l'emblème le plus évocateur de la dictature militaire.

La visibilité dont a bénéficié l'ESMA comme ancien centre de torture et d'extermination est nécessairement une des raisons à l'origine de cette impression que le lieu était une représentation connue et reconnue de la dictature militaire. Quoique l'« effet Scilingo » ait propulsé l'ESMA à l'avant-plan de l'actualité en 1995, l'attention qu'on lui avait portée précédemment dépassait celle accordée aux autres centres de détention illégale. S'exprimant à travers les manifestations des organismes de défense des droits de la personne, les différentes dénonciations et la couverture médiatique, l'intérêt plus marqué pour l'ESMA que pour les autres centres pourrait également être lié au nombre plus important qu'ailleurs de personnes ayant survécu à l'expérience concentrationnaire. À cause des projets politiques de Massera, il existait à l'ESMA un « processus de récupération ». Choisis de façon assez arbitraire pour servir de main-d'œuvre esclave, deux cents détenus-disparus ont ainsi pu survivre au camp de concentration⁹¹. Ils ont donc été davantage qu'ailleurs à pouvoir dire ce qui s'y était déroulé, générant ainsi plus de visibilité pour le lieu et produisant peut-être plus d'information à son sujet. Une

⁸⁹ CONADEP, *Nunca Más...*, p.141.

⁹⁰ C'est ce que soutiennent les organismes de défense des droits humains. Voir : « Argentina DDHH : Sobre el Nunca más al terrorismo de estado del gobierno argentino, y el PREDIO militar de campo de mayo », dans *Museo Che Guevara*. [En ligne]. museochequevaraargentina.blogspot.com/2008/03/campo-de-mayo-en-buenos-aires-argentina.html (Page consultée le 20 mai 2008).

⁹¹ Charles Lancha, *Histoire...*, p.288.

plus grande connaissance et une meilleure compréhension du fonctionnement de l'ESMA pendant la dictature pourrait avoir stimulé l'intérêt qu'on lui portait.

Le pouvoir évocateur de l'ESMA comme symbole de la dictature pourrait aussi reposer sur l'effet de rupture qu'il implique par rapport à ce qu'a représenté l'institution par le passé. Comme nous l'avons exposé dans le chapitre I, l'École de Mécanique de la Marine était un symbole de puissance et de prestige des forces armées. L'intérêt des organismes de défense pourrait avoir été stimulé par l'importance que paraissait lui accorder la Marine et l'impression qu'elle donnait d'y régner en propriétaire sans jamais reconnaître ce qui s'y était passé pendant la dictature. Reprendre ce que la Marine avait considéré à l'image de sa grandeur et en faire un symbole officiel du terrorisme d'État donneraient à ce dernier symbole la puissance d'une certaine victoire.

2.3.3. Limites de l'emblème

En accédant à cette demande des organismes de défense des droits de la personne, le Pouvoir Exécutif National (PEN) participait à l'édification du symbole et lui accordait une légitimité nouvelle. Comme organe de pouvoir représentant tous les Argentins, le PEN avait-il assumé que l'École de Mécanique de la Marine était un emblème national ?⁹² Ou par cette rétrocession, entendait-il faire en sorte qu'elle le devienne ?⁹³ On ne saurait contester l'épithète emblématique que plusieurs attribuent à l'ESMA. Cependant, il convient de se demander qui sont ceux qui l'ont ainsi qualifiée. Pour qui l'ESMA est-elle le symbole le plus éloquent de la dictature ?

Certaines études montrent les contradictions qu'entraînent parfois les mémoires officielles par rapport à celles qui sont plus locales⁹⁴. Ludmila da Silva Catela explique entre autres les problèmes que pose la trame narrative du *Nunca Más*, le rapport de la CONADEP, en ce qui a trait à un événement survenu en

⁹² Certains ont considéré que le discours de Néstor Kirchner était trop personnel pour que la célébration puisse être la représentation d'une politique d'État. Voir Vera Carnovale, « Memorias... », p.27.

⁹³ Piste de réflexion suggérée par Máximo Badaro de l'IDES.

⁹⁴ Voir Ponciano del Pino et Elizabeth Jelin, dir. *Luchas locales, comunidades e identidades*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2003.

1976 dans la province de Jujuy, au nord de l'Argentine.⁹⁵ Dans le rapport, certains détails de ce qui s'est produit dans les localités de Libertador General San Martín et de Calilegua sont inexacts et le sens attribué à l'événement n'est pas celui que les gens qu'elle a elle-même interviewés lui attribuent. Quoique la mémoire de la répression illégale associée à l'ESMA n'entre pas nécessairement en contradiction avec des récits plus locaux, la médiatisation dont elle a fait l'objet pourrait avoir marginalisé des récits qui n'ont pas eu la même visibilité. Selon l'anthropologue Ludmila da Silva Catela,

*« Lo local termina así siendo usado estratégicamente cuando los actores intentan diferenciar sus memorias o cuando se construyen alianzas apelando al espacio como modo de unificación, consenso y comunidad. Es negado y desdibujado cuando lo que se pretende es no quedar marginados de un relato mayor, identificarse con la nación o incorporarse dentro del gran relato colectivo de las memorias de la represión. »*⁹⁶

Faire de l'ESMA un symbole d'une importance nationale (le chef de la nation participait à sa transformation en Espace pour la mémoire et la défense des droits de la personne) aurait-il comme effet de fournir à la communauté imaginée argentine un nouvel élément sur lequel se fonder ?⁹⁷ Il se pourrait que cet élément ait existé avant la rétrocession et la transformation de l'ESMA, mais on se doit d'observer que l'action gouvernementale contribua à donner plus d'importance à un symbole potentiellement structurant de la nation argentine.

À travers la reconnaissance de l'État, l'ESMA avait-elle acquise une résonance nouvelle dans le reste de l'Argentine ? La mémoire de la répression liée à l'institution était-elle une mémoire à laquelle tous les Argentins pouvaient s'identifier ou s'agissait-il d'une mémoire limitée dans l'espace à la province ou à la capitale de Buenos Aires?⁹⁸ Ces questions, quoique nous ne pouvons y répondre ici, doivent être évoquées parce qu'un lieu de mémoire naît de la volonté de certains groupes ou individus de le créer. Sans leur reconnaissance, il n'existe

⁹⁵ Ludmila da Silva Catela, « Apagón en el ingenio, escrache en el museo. Tensiones y disputas entre memorias locales y memorias oficiales en torno a un episodio de represión de 1976 » dans Ponciano del Pino et Elizabeth Jelin (dir.), *Luchas locales...*, 63-105.

⁹⁶ Ludmila da Silva Catela, « Apagón ... », p.103

⁹⁷ Benedict Anderson, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions de la Découverte, 2002.

⁹⁸ Bien entendu, les groupes et les individus qui sont d'avis que la dictature était nécessaire ne s'identifient pas à la mémoire de la répression associée à l'ESMA. Dans les paragraphes qui suivent, nous faisons référence à des groupes et des individus qui condamnent complètement la répression de l'État envers sa population.

pas. Sa popularité dépend ensuite de l'importance (en nombre et en qualité) des acteurs qui lui accordent cette légitimité et de l'influence qu'ils détiennent auprès de la population. Les organismes de défense des droits de la personne, accompagnés par le président Néstor Kirchner étaient nécessairement des acteurs d'influence. Mais cette nouvelle mémoire officielle émergeait du centre. Comment était-elle perçue à l'extérieur de Buenos Aires ? Près de 500 centres clandestins ont fonctionné sur tout le territoire argentin pendant la dictature militaire. En ce sens, il n'est pas farfelu de suggérer qu'à l'extérieur de la capitale fédérale, d'autres lieux soient plus significatifs que l'ESMA.

2.3.4. *Quelles mémoires transmettre ?*

Comme l'a soulevé fort à propos Bruno Groppo, « *Cuando se dice Museo "de la Memoria" [,] inmediatamente surge la pregunta : ¿de cuál memoria?* »⁹⁹ Quoique tous les organismes qui souhaitaient la récupération de l'ESMA reconnaissaient en elle l'incarnation du terrorisme d'État, les mémoires qu'ils tenaient à transmettre à travers le nouvel espace différaient les unes des autres. Ces tensions s'articulaient comme des luttes de mémoires internes au camp qui avait condamné la dictature et réclamé que la vérité soit connue et que les coupables soient punis. Transformer l'ESMA en « Espace pour la mémoire » s'avérait complexe parce que le sens qui était accordé au passé se déclinait dans une multiplicité de formes et de contenus.

S'il existait un consensus quant à l'incarnation du terrorisme d'État par l'ESMA, pour l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, ce sens accordé à l'institution devait être le seul à en émaner¹⁰⁰. Toute initiative qui aurait pour effet de détourner ou de pervertir ce sens premier était à éviter. Pour le mouvement routinier qu'ils créaient à l'intérieur de la propriété et parce qu'ils réhabiliteraient l'endroit, les missions éducatives ou de défense des droits de la personne et les institutions étatiques comme l'Archivo Nacional de la Memoria n'y avaient pas leur place. Selon les survivants, la plus efficace condamnation du terrorisme d'État proviendrait de la représentation de l'horreur qu'il avait créée.

⁹⁹ Lettre de Bruno Groppo parue dans Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.222.

¹⁰⁰ Proposition de l'Asociación de Ex detenidos desaparecidos citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.216.

En ce sens, ils proposaient de rénover le Casino de Oficiales pour lui redonner l'aspect qu'il avait lorsqu'y fonctionnait un camp de concentration.

Contrairement à l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, l'Asociación Madres de Plaza de Mayo souhaitait voir la vie surgir de l'ESMA. « *El pañuelo blanco se identifica con la vida. La muerte es la del verdugo, no la nuestra.* »¹⁰¹ Selon les mères, la meilleure mémoire était celle qui s'exprimait à travers les arts. En ce sens, elles proposaient de créer à l'ESMA, un centre culturel qui accueillerait les jeunes de tout le pays désireux d'y exposer leurs œuvres, d'y faire de la musique ou du théâtre. Elles souhaitaient ainsi mettre à leur disposition les outils qui leur donneraient la possibilité de « *hacer memoria de lo que pasó antes, de lo que pasa ahora y con el futuro* »¹⁰². Dans leur perspective, les musées sont liés à ce qui ne vit plus : tout y est figé, congelé. Selon Hebe de Bonafini, présidente de cette section des Mères de la Place de Mai, « *A las futuras generaciones, tenemos que hablarles de vida, no de muerte* »¹⁰³. Toutefois, la majorité des organisations consultées au sujet de la création de l'Espace, se montraient favorables à la création d'un musée¹⁰⁴. Leur volonté partagée de faire du *Casino de Oficiales*, un mémorial, confirmait la pérennité de l'une des premières interprétations de la dictature : celle qui l'associait à la violation massive des droits humains.

Le thème des droits de la personne est d'ailleurs celui qui rallia le plus d'organismes. Certains insistaient sur la promotion de ces droits par l'éducation, d'autres souhaitaient la création d'organismes dédiés à leur respect de façon pratique. D'autres encore suggéraient que des mesures soient prises afin de favoriser la recherche à ce sujet. Pour que les forces armées soient aussi convaincues par l'importance du respect des droits de la personne, le Centro de

¹⁰¹ Proposition de l'Asociación Madres de Plaza de Mayo citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.219.

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ Voir les différentes propositions dans Marcelo Brodsky, *Memoria...*, 212-225. Il est probable que le l'ESMA soit devenue un « espace » pour la mémoire et la promotion et la défense des droits de la personne plutôt qu'un « musée » en raison de l'opposition de l'Asociación Madres de Plaza de Mayo. Comme nous l'avons mentionné, on parlait d'abord du *Museo Nunca Más* et plus tard fut créée Comisión de trabajo para la fundación del *Museo* de la Memoria. L'organisme Memoria Abierta n'a jamais cessé de parler de la création d'un « musée », en organisant des journées « El museo que queremos » (la dernière en 2007) au cours desquels était débattu l'avenir de l'ESMA. Cependant, lors de notre visite à l'ESMA le 2 novembre 2006, nous n'avons vu aucune inscription qui désignait l'existence d'un « musée ».

Estudios Legales y Sociales (CELS) proposa que certaines institutions de la Marine demeurent à l'ESMA et cohabitent avec les autres organismes de l'Espace¹⁰⁵. Toutefois, cette dernière suggestion ne fut pas retenue.

La façon dont les mémoires de la dictature ont évolué depuis la deuxième moitié des années 1990 est perceptible dans les propositions portant sur l'avenir de l'Espace pour la Mémoire et la défense et la Promotion des droits humains. Pendant et après la dictature, on évitait généralement toute référence au militantisme politique des victimes du régime autoritaire. On les considérait justement principalement comme des victimes¹⁰⁶. Après la création des H.I.J.O.S. en 1995 qui célèbrent la lutte menée par leurs parents disparus, assassinés, exilés et qui revendiquent la prise des armes par les révolutionnaires, l'identité politique des victimes fut de moins en moins tue.

Pour certains groupes (Madres-Línea Fundadora, Abuelas de Plaza de Mayo, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas), la dictature vint à signifier la répression des luttes que menaient les militants des années 1970 pour créer une société plus juste.¹⁰⁷ S'en inspirant, le musée que ces groupes imaginaient devait être fondé sur des valeurs telles que la justice, l'autonomie et l'égalité et offrir aux minorités, aux voix discordantes un espace pour être entendues. En hommage aux idéaux des années 1970, ils suggéraient que les bâtiments de la propriété soient destinés à la promotion et au respect des droits humains, économiques et sociaux et qu'on y crée des centres de santé et d'éducation dédiés aux couches les plus pauvres de la société. Enclines à parler de la volonté des militants de changer le monde, ces associations ne souhaitaient toutefois pas aborder la question des mouvements armés. Un seul organisme, le CELS, proposa que l'on traite du militantisme de gauche dans son ensemble, en traitant aussi de la violence révolutionnaire.

Parce que les H.I.J.O.S. attribuent l'accroissement des inégalités sociales en Argentine à l'application d'un modèle économique auquel s'opposaient les militants des années 1970, le combat mené par ces derniers leur paraît encore aujourd'hui pertinent. En ce sens, la mémoire qu'ils portent n'est pas uniquement

¹⁰⁵ Proposition du CELS, citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.218.

¹⁰⁶ C'est ce que note Emilio Crenzel au sujet du *Nunca Más*. Emilio Crenzel, *Historia...*, p.96.

¹⁰⁷ Proposition des Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Madres de Plaza de Mayo-Línea Fundadora, Abuelas de Plaza de Mayo citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.215.

une représentation du passé, elle est aussi ce qui guide leur action dans le présent. Dans leur proposition qui vaut pour la transformation de tous les anciens camps de concentration qu'ils appellent « Centros Clandestinos de Detención, Desaparición, Tortura y Exterminio », ils ont mentionné la nécessité d'expliquer la dictature dans un contexte global. Entre autres, dénoncer l'hégémonie états-unienne, son rôle dans l'appui aux dictatures du continent latino-américain et au Plan Condor leur paraissait essentiel afin que soient comprises les complexités et les complicités qui ont contribué à la mise en place du régime autoritaire en 1976. Les membres du Servicio Paz y Justicia (SERPAJ) souhaitaient aussi que cette époque soit abordée dans son contexte historique. Ainsi, ils jugeaient impératif que les thèmes suivants soient évoqués : la dette externe (et « éternelle ») du pays, la doctrine de sécurité nationale, les grands pouvoirs financiers et leurs intérêts dans les dictatures¹⁰⁸.

Ainsi donc, le seul message jugé pertinent et nécessaire par tous les organismes, était celui qui condamnait le terrorisme d'État à travers l'ESMA. Les véhicules à privilégier pour le communiquer étaient toutefois nombreux : certains auraient souhaité recréer le camp de concentration (Asociación Ex Detenidos Desaparecidos), alors que d'autres considéraient l'horreur explicite comme paralysante et contre-productive¹⁰⁹ et que certaines voulaient à tout prix éviter de parler de la mort (Asociación Madres) et faire de la vie la meilleure condamnation du terrorisme d'État. Plusieurs d'entre eux revendiquaient la lutte des militants des années 70 et souhaitaient que l'on mette en place des structures qui la garderaient vivante et utile à travers le temps (Madres LF, Abuelas, Familiares, H.I.J.O.S.) Dans l'explication de la dictature, rares étaient ceux qui souhaitaient aborder le thème de la lutte armée. Les aspects sur lesquels on insistait concernaient les contextes international et régional dans lesquels avait été mise en place le régime autoritaire. Autant de propositions qui laissaient croire que l'« Espace pour la Mémoire et la Défense et la Promotion des Droits humains » émergerait d'un compromis entre ces diverses mémoires à promouvoir ou serait un lieu permettant l'expression de leur multiplicité.

¹⁰⁸ Proposition de Servicio Paz y Justicia citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.218.

¹⁰⁹ Proposition de Buena Memoria, Asociación Civil citée par Marcelo Brodsky, *Memoria...*, p.216.

Conclusion

La torture et les mauvais traitements subis par les personnes séquestrées, les naissances d'enfants dont on faisait disparaître les mères après l'accouchement, les milliers de personnes exterminées, la poursuite des activités de la Marine suite à la dictature, son silence complet quant à ce qui s'y était produit : voilà ce sur quoi reposait la portée symbolique de l'ESMA. Si, pendant la dictature, la circulation des informations concernant les activités concentrationnaires de l'ESMA était limitée en Argentine, elle se faisait beaucoup plus librement à l'étranger. Ce qui nous pousse à croire que la reconnaissance du symbole s'est peut-être d'abord effectuée sur le plan international.

Quoiqu'on ne puisse déterminer dans quelle proportion les Argentins savaient que fonctionnait un camp de concentration à l'ESMA pendant la dictature, la volonté d'y tenir une manifestation le jour du Coup d'État en 1984 révèle tout de même une certaine étendue de cette connaissance. Générée par la presse clandestine, des dénonciations publiques, les réseaux d'informations au sein des organismes de défense des droits de l'homme, la connaissance de l'existence d'un camp de concentration à l'ESMA s'est démocratisée avec la perte de légitimité du régime militaire. Après la chute de celui-ci, deux événements majeurs dans la construction de la démocratie argentine, la CONADEP et le procès aux juntas militaires favoriseraient la multiplication des témoignages et de l'information concernant la dictature. Peut-être parce que plus de gens en étaient sortis et pouvaient en parler, peut-être parce qu'un nombre effarant de personnes y avaient été exterminées, *Nunca Más* et le *Diario del Juicio* accordait une plus grande importance (en terme de quantité de pages ou d'attention médiatique) à l'ESMA qu'aux autres centres clandestins.

Parallèlement à la diffusion de l'information, un mouvement de mobilisation contre les violations des droits de la personne et l'impunité s'enracinait avec toujours plus de force. Après la fin de la dictature, certaines sections du mouvement de défense des droits de la personne associèrent leur combat à l'ESMA ; le lieu devenant ainsi l'objet de dénonciation symbolique du terrorisme d'État. Après un début de décennie 90 plutôt silencieux quant à l'évocation de la dictature, les confessions d'Adolfo Scilingo du Grupo de Tareas de l'ESMA provoqueraient une onde de choc auprès de la population. Le thème

de la répression illégale de la dictature réintégrerait l'espace public et médiatique et l'ancien camp de concentration serait propulsé à l'avant-plan de l'actualité. D'autres manifestations y seraient réalisées, on voudrait le transformer en musée de la Mémoire, des œuvres d'art et un film documentaire qui serait vu par des millions d'Argentins le mettraient en scène.

Quoique les dénonciations de l'existence du camp de concentration, les témoignages des survivants, les actions par lesquelles certains groupes ou individus ont reconnu l'ESMA comme incarnation du terrorisme d'État aient été présentés de manière chronologique dans ce chapitre, il importe de considérer l'interdépendance qui les unit, qui n'a pas nécessairement agit de façon linéaire. En effet, les dénonciations et la quantité d'informations concernant l'ESMA contribuaient à ce que certains groupes la reconnaissent comme symbole de la dictature. À leur tour, ces reconnaissances contribuaient à ce que plus de personnes reconnaissent ce symbole et faisaient en sorte que davantage d'informations circulaient à son sujet.

Lutte politique, lutte de mémoire, faire de l'ESMA l'incarnation du terrorisme d'État a nécessité le concours de plusieurs individus et de différents organismes (médias, organismes de défense des droits de la personne). La persévérance de ces derniers dans leur combat contre l'impunité a largement contribué à l'édification du symbole qu'est devenu l'ESMA.

Conclusion

Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous avons vu comment la matérialité, la territorialité de la propriété de l'ESMA avaient été liées à différentes mémoires, à différents sens accordés à la dictature. Imposante, l'architecture de l'ESMA témoignait de l'image que la Marine et les forces armées avaient voulu projeter. Vaste terrain sur lequel avaient été construits une trentaine d'édifices et où avaient poussé de grands arbres, l'ESMA évoquait la puissance, le prestige et la droiture des forces armées. À partir du moment où il a été connu que la base navale renfermait un camp de concentration, cette image se vit menacer. En effet, l'existence de la *Capucha*, de la *Capuchita* et des salles de torture dans le *Casino de Oficiales*, témoins des conditions inhumaines et humiliantes dans lesquelles avaient été séquestrées des milliers de personnes, portaient ombrage au symbole de fierté que représentait l'ESMA. Un lieu pouvait-il à la fois représenter une chose et son contraire, le terrorisme d'État et la grandeur des forces militaires? C'est, du moins, ce qu'indiquent la persistance du mouvement de défense des droits humains à y dénoncer la barbarie et celle des marins à n'avoir jamais reconnu avant 2004, ce qui s'y était passé.

La lutte de mémoires s'apparentait également à une lutte pour le contrôle d'un territoire où celui qui le possédait avait les moyens d'imposer la version du passé qui lui paraissait la plus juste. Mais les mémoires en jeu s'exprimaient de manière différente. Si celle que promouvaient les organismes de défense des droits de la personne était clairement énoncée, celle des Marins s'exprimait par leur maintien des activités « normales » à l'ESMA et par leur silence sur le passé. En n'en parlant pas, ils misaient sur l'oubli pour préserver le symbole de fierté et de prestige de l'ESMA.

Toutefois, le silence des forces armées quant à leur responsabilité dans la démesure de l'horreur, s'est aussi accompagné de l'énonciation d'un sens précis accordé à la dictature. Emilio Massera, membre de la première junte de la dictature, haut responsable de l'ESMA pendant les années les plus dures du régime militaire et créateur du *grupo de tareas* GT3.3/2 basé au *Casino de Oficiales*, prononça, au procès aux juntes militaires, un plaidoyer qui résumait

bien la position de ceux qui avait pris part à la répression. Le régime militaire avait mené une guerre contre la subversion et l'avait gagnée. En l'éliminant, il avait empêché la dissolution de la nation, avait protégé ses valeurs profondes et avait permis un éventuel retour à la démocratie. Soutenue, entre autres, dans les ouvrages de Bessone et Etchecolatz, cette vision du passé fut contestée dans les rangs militaires en 1995. Les déclarations de l'ancien capitaine Adolfo Scilingo bouleversèrent alors l'opinion publique, non par l'information qu'elles contenaient (qui avait déjà été dénoncée auparavant), mais par la rupture dans silence militaire qu'elles impliquaient. Dans la foulée de ces confessions publiques, la première autocritique officielle de l'Armée quant à son rôle pendant la dictature fut prononcée par le général Balza. Ce n'est qu'en 2004 que les dirigeants de la Marine l'imitèrent.

Sans qu'on ait cherché à lier l'ESMA à la vision selon laquelle la dictature était une guerre entre deux factions ennemies, la promotion de cette vision par Massera, personnage intimement associé à l'institution, produisait ce résultat. D'autres éléments y contribuaient : l'ESMA était une institution militaire et elle le demeura jusqu'à sa rétrocession en 2004 et elle avait abrité l'un des plus importants camps de concentration de la dictature. Son existence était liée au monde militaire et l'existence du camp de concentration la liait à la dictature. Ce que les militaires pensaient de la dictature était donc résolument lié à l'ESMA.

Le symbole du terrorisme d'État qu'incarnait l'ESMA pour différents groupes, reposait manifestement sur l'utilisation de ses installations entre 1976 et 1983, par les forces répressives de du régime. Mais pour acquérir ce statut de symbole, d'emblème ou de « lieu de mémoire », il fallait que les atrocités qui y avaient été commises soient connues. Dès les premiers mois de la dictature, on dénonça l'existence du centre de détention illégale qui y fonctionnait. Avec le temps et avec la perte de légitimité que connut le régime, les dénonciations et les témoignages de survivants se multiplièrent à l'étranger et en Argentine. L'association, dans l'espace public, entre l'horreur de la dictature et l'ESMA, obtint ainsi de plus en plus de visibilité.

La connaissance de ce qui s'y était passé n'était pas suffisante, cependant, pour faire de l'ESMA un lieu de mémoire. Il fallait aussi qu'on reconnaisse son

caractère représentatif. En démocratie, de nombreuses manifestations de répudiation à la dictature se tinrent devant l'ESMA. Par ce qu'elles dénonçaient : la violation des droits humains par l'État et l'impunité avec laquelle il avait agi dans les autres camps de détention et partout en Argentine, elles donnaient au lieu une portée symbolique. Ces activités, les initiatives artistiques qui impliquaient ou représentaient l'ESMA, la décision de transformer l'institution en lieu de commémoration officiel participaient à la fois à l'édification du symbole en le reconnaissant, mais aussi à son rayonnement auprès de la population.

Bien de son temps, la transformation de l'ESMA en *Espacio para la Memoria y la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos* s'inscrit dans l'effervescence liée à l'énonciation des mémoires de la dictature en Argentine. Elle y participe, elle la nourrit, tout en étant l'une de ses manifestations. Depuis 1995, l'Argentine a vu se multiplier les organismes qui promeuvent le devoir de mémoire : *Memoria Abierta*¹, l'*Archivo Nacional por la Memoria*², *Instituto Espacio para la Memoria*³ la *Comisión Provincial para la Memoria*⁴. Sur le plan culturel, outre les œuvres mentionnées dans ce mémoire, on assista à la réalisation de nombreux films portant sur la dictature et sur les années 1970 qui l'ont précédée. Documentaires et fictions, *Montoneros una Historia*⁵, *Cazadores de utopía*⁶, *Botín de guerra*⁷, *Los Rubios*⁸, *Papá Iván*⁹, *M*¹⁰, *Garage Olimpo*¹¹, *Kamtchatka*¹², *Cautiva*¹³ ont été produits entre 1996 et 2007. Ils traitent du militantisme et des rêves de justice sociale des années 1970, de la répression de la dictature, de ses conséquences sur la génération qui l'a subie et sur celles qui ont

¹ Memoria Abierta a été fondé en 1999. Voir : *Memoria Abierta*, [En ligne]. <http://www.memoriaabierta.org.ar/> (Page consultée le 20 août 2008).

² L'Archivo Nacional de la Memoria a été fondé en 2003. *Archivo Nacional de la Memoria*, [En ligne]. <http://www.derhuman.jus.gov.ar/anm/> (Page consultée le 20 août 2008).

³ L'Instituto Espacio para la Memoria a été créé en 2002. *Instituto Espacio para la Memoria* [En ligne]. <http://www.institutomemoria.org.ar/> (Page consultée le 20 août 2008).

⁴ La Comisión Provincial por la Memoria a été créée en l'an 2000. *Comisión Provincial por la Memoria* www.comisionporlamemoria.org/ (Page consultée le 20 août 2008).

⁵ Andrés di Tella, *Montoneros, una historia*. Argentine, 1998.

⁶ David Blaustein, *Cazadores de utopías*. Argentine, 1996.

⁷ David Blaustein, *Botín de guerra*. Argentine, 2000.

⁸ Albertina Carri, *Los rubios*. Argentine, 2003.

⁹ María Ines Roque, *Papá Iván*. Argentine, 2000.

¹⁰ Nicolás Prividera, *M*. Argentine, 2007.

¹¹ Marco Brecchis, *Garage Olimpo*, Argentine, 1999.

¹² Marcelo Piñeyro, *Kamtchatka*. Argentine, 2002.

¹³ Gastón Biraben, *Cautiva*, Argentine, 2003.

suivi, des enfants des personnes disparues, des quêtes qu'entreprennent parfois ces derniers pour comprendre et connaître leurs parents et de la recherche de vérité. Le paysage mémorial de l'Argentine s'est également transformé : de plus en plus d'anciens camps de concentration ont été identifiés comme tels ou ont été récupérés¹⁴, des noms de rues ont été changés et des places ont été créés afin de commémorer des personnes que le régime militaire a éliminé et celles qui se sont élevées contre lui¹⁵ et un Parc de la Mémoire a été aménagé¹⁶. Le milieu académique n'est pas en reste : on n'a qu'à penser à la collection *Memorias de la represión* dirigée par Elizabeth Jelin, dont le premier ouvrage est paru en 2002. Les études de cette collection ont été rédigées par des intellectuels de différentes disciplines qui convergent toutes vers l'étude des mémoires.

Intimement liées l'une à l'autre, la lutte pour la justice et la vérité et celle qui insiste sur l'importance de ne pas oublier ont été menées sur différents fronts et ont progressé ensemble. Comme nous l'avons mentionné en introduction, les lois qui restreignaient la possibilité de poursuivre ceux qui avaient participé à la répression de la dictature ont été révoquées en 2005 et ont permis l'ouverture de centaines de procès¹⁷. En 2007, les pardons présidentiels octroyés à Jorge Rafael Videla et à Emilio Eduardo Massera par Carlos Menem étaient à leur tour jugés inconstitutionnels¹⁸.

Si le combat contre l'impunité a fait des gains spectaculaires dans les dernières années, on a toutefois assisté à la disparition d'un témoin clé dans le procès de Miguel Etchecolatz en septembre 2006. Depuis cette époque, Julio Jorge López, qui avait été détenu illégalement entre 1976 et 1979, n'a plus été revu¹⁹. Puis, en décembre 2006, dans la cause impliquant le commissaire Luis

¹⁴ Pensons au Club Atlético, au Vesubio, à l'Olimpo, à Mansión Seré, à Automotores Orletti, à Virrey Cevallos. L'action des H.I.J.O.S. et du collectif d'art *Grupo de Arte Callejero* ont grandement contribué à la signalisation des lieux de mémoire.

¹⁵ Voir, entre autres, les lois adoptées par le GCBA qui modifient le paysage. *Instituto Espacio para la Memoria*, [En ligne]. <http://www.institutomemoria.org.ar/excccd/otros.html> (Page consultée le 20 août 2008)

¹⁶ *Parque de la Memoria*, [En ligne]. www.parquedelamemoria.org.ar/ (Page consultée le 20 août 2008)

¹⁷ Voir à ce sujet : *JUSTICIA YA !*, [En ligne]. www.justiciaya.org/ (Page consultée le 20 août 2008)

¹⁸ « Anularon los indultos a Videla y Massera » *La Nación*. [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=903356 (Page consultée le 20 août 2008)

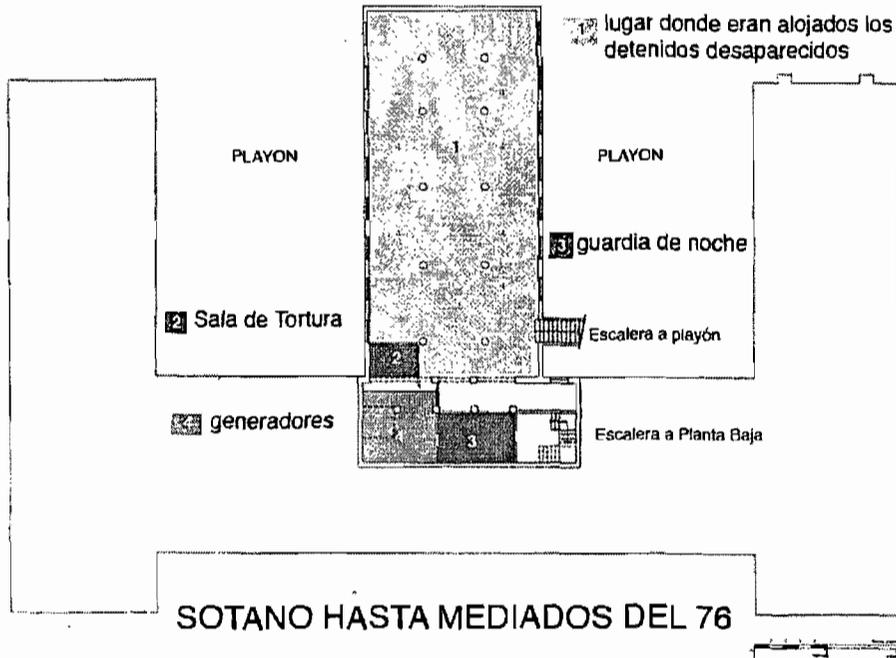
¹⁹ Voir entre autres : *JUSTICIA YA !*, [En ligne]. www.justiciaya.org/ (Page consultée le 20 août 2008)

Patti, un autre témoin, Luis Geres, était enlevé dans les mêmes conditions nébuleuses. Ce dernier a toutefois été retrouvé quelques jours plus tard²⁰. Ces deux événements rappelaient que les tensions par rapport au passé restaient vives, malgré les importantes avancées dans la défense des droits humains en Argentine. D'ailleurs, le discours triomphant à ce sujet était parfois critiqué. En décembre 2006, on pouvait lire sur l'un des murs du Garage Olimpo : « No hay [derechos humanos] con hambre »²¹.

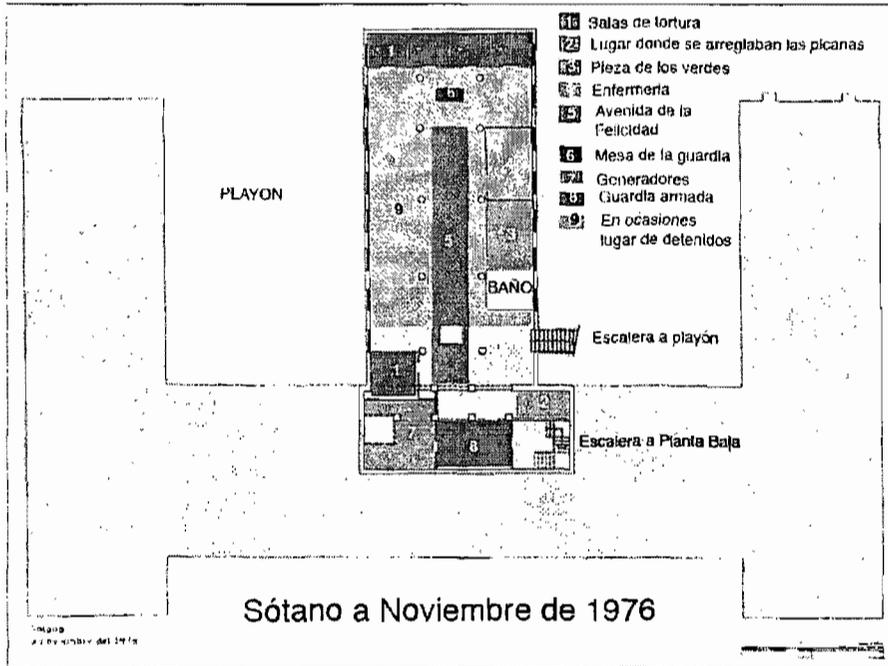
²⁰ « Hallaron con vida al militante desaparecido en Escobar. » *Clarín* x, [En ligne]. www.clarin.com/diario/2006/12/30/elpais/p-01336644.htm (Page consultée le 20 juillet 2008).

²¹ Visite du Garage Olimpo en décembre 2006.

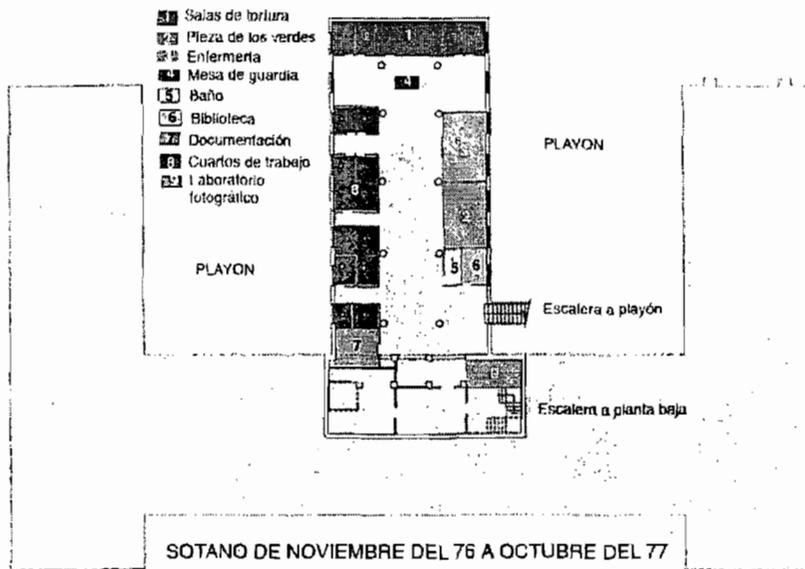
Annexe 2



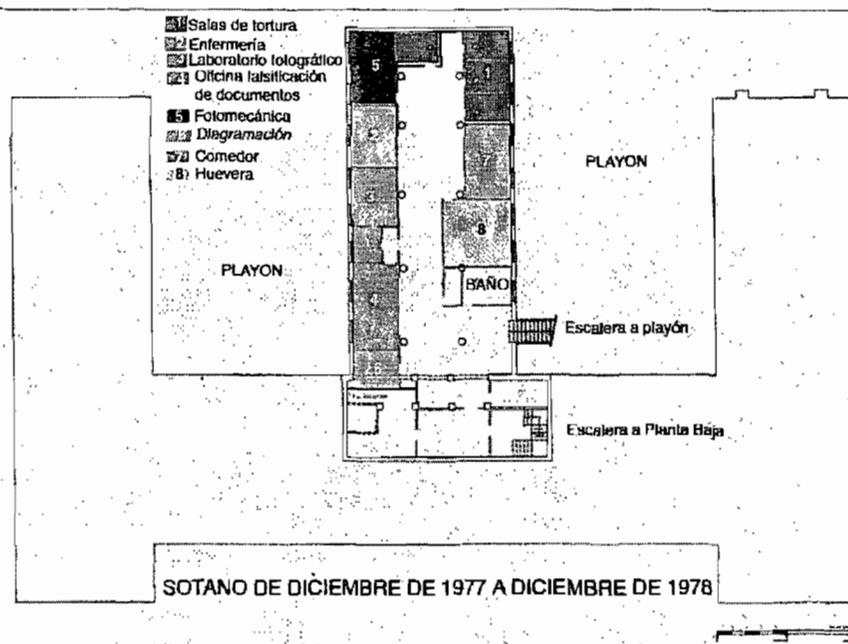
Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 22.



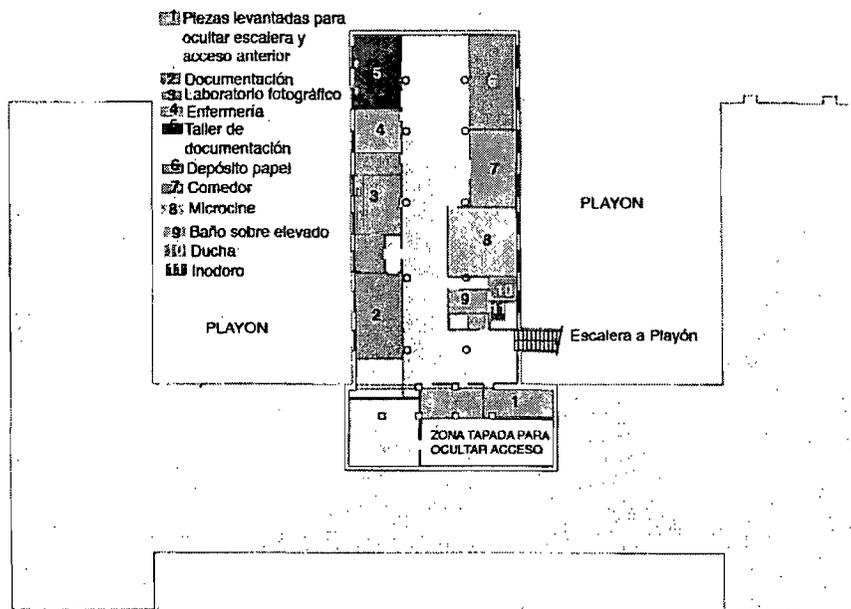
Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 23.



Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 24.

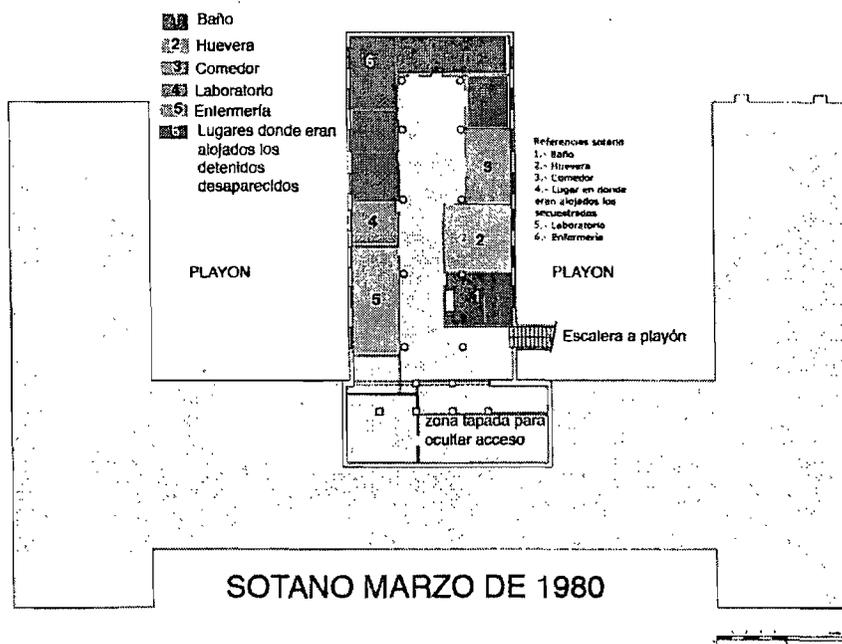


Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 25.



SOTANO REFORMADO ANTE LA VISITA DE LA CIDH EN SEPTIEMBRE DE 1979

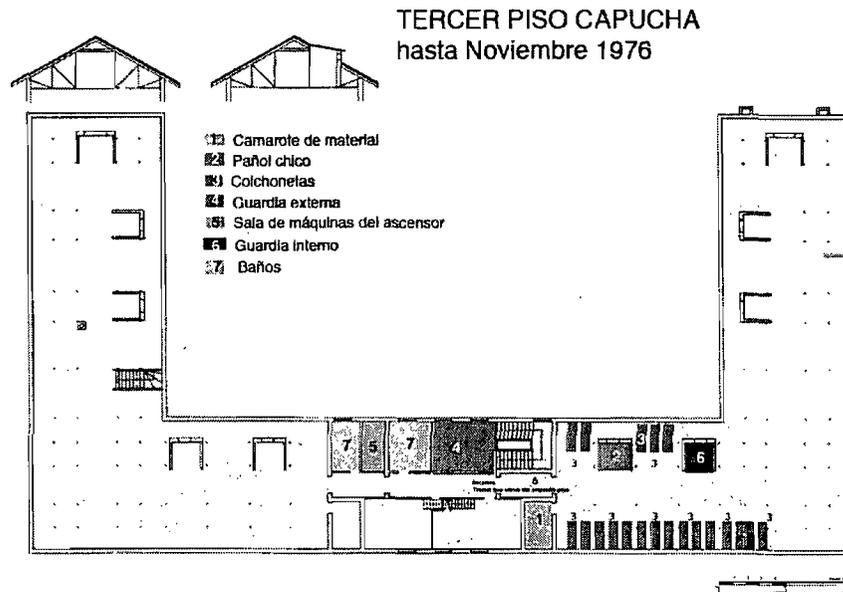
Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 26.



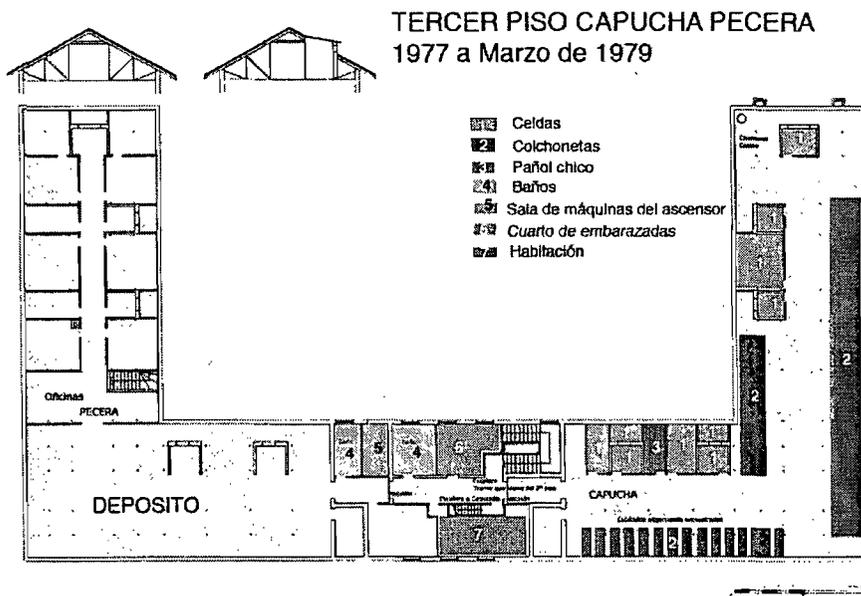
SOTANO MARZO DE 1980

Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 27.

Annexe 4



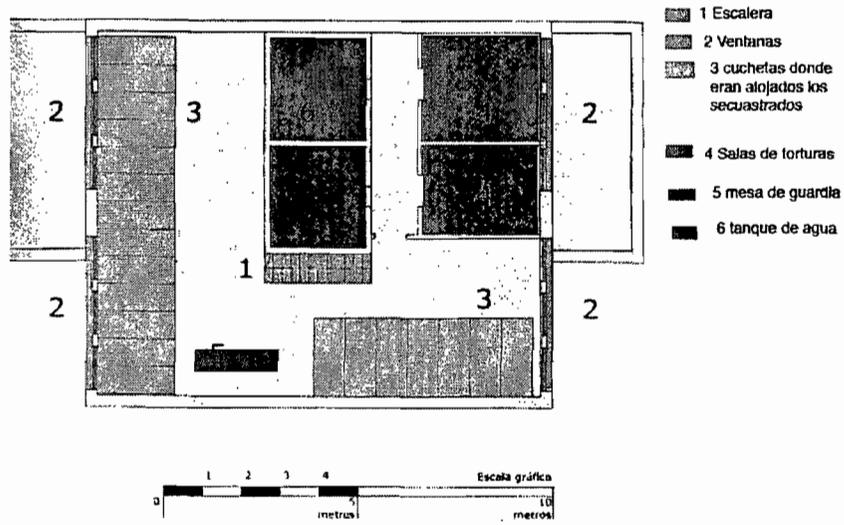
Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 61.



Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 62.

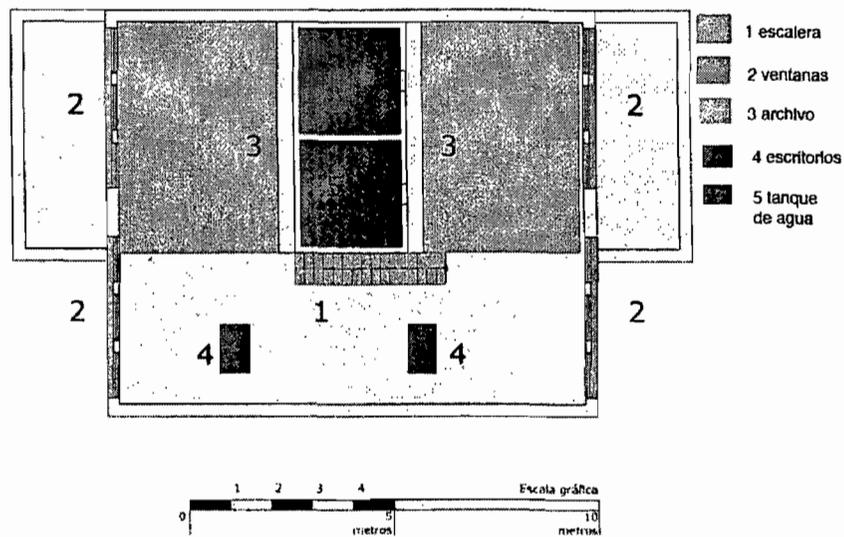
Annexe 4

CAPUCHITA 1977



Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 72.

CAPUCHITA Visita de la CIDH 1979



Asociación Ex Detenidos Desaparecidos, Document power point, diapositive 73.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Ententes publiques

Instituto Espacio para la Memoria. *Creación del ente público Espacio para la memoria, la defensa y promoción de los derechos humanos*, [En ligne]. <http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/> (Page consultée le 11 août 2008).

Presidencia de la Nación, Secretaría general. *Acta de entrega parcial del predio de la E.S.M.A.* Buenos Aires, 2004.

Presidencia de la Nación, Secretaría General. *Acta de ejecución del acuerdo suscripto el 24 de marzo de 2004 entre el estado nacional y la ciudad autónoma de Buenos Aires.* Buenos Aires, 2004.

Articles

Algarañaz, Juan Carlos. « Piden la captura de Massera y otros ex jefes militares ». *Clarín X*, 10 novembre 1997.

Amato, Alberto. « La Triple A, el embrión que alumbró el terrorismo de Estado en la Argentina ». *Clarín X*, 14 juin 2007.

Arrosagaray, Enrique. « De la ESMA al diario del almirante Massera ». *Clarín X*, 3 août 1998.

Asociación Ex Desaparecidos Detenidos. « Escuela de Mecánica de la Armada centro de tortura y desaparición 1976-1983 » dans *Espacio para la Memoria/ESMA*, [En ligne]. <http://www.derhuman.jus.gov.ar/espacioparalamemoria/> (Page consultée le 30 juillet 2008).

Balza, Martín. « Declaración leída el 25 de abril de 1995 » dans Proyecto Desaparecidos. [En ligne]. www.desaparecidos.org/arg/doc/arrepentimiento/balza.html (Page consultée le 7 août 2008).

Calvo, Javier. « Demolerán la ESMA y colocarán un monumento por la unión nacional ». *Clarín X*, 8 janvier 1998.

« El Círculo Militar expulsó a Balza y se enfrentó al Ejército ». *Clarín X*, 7 janvier 2000.

« Echan al jefe de la ESMA por permitir un reclamo en la visita de Kirchner ». Dans *Clarín X*. [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/2004/03/23/p-00801.htm> (Page consultée le 8 août 2008).

« El Círculo Militar expulsó a Balza y se enfrentó al Ejército ». *Clarín X*, 7 janvier 2000.

« El libro de la buena memoria se convirtió en un best-seller ». *Página/12*, 28 novembre 2004.

Frank, Lidia. « Siluetazo en la ESMA ». Dans *Asociación Ex Detenidos Desaparecidos*. [En ligne]. <http://www.exdesaparecidos.org.ar> (Page consulté le 23 juin 2008).

Gallo, Daniel. « Autocrítica de la Armada: « La ESMA simboliza la barbarie ». *La Nación*, 4 mars 2004.

Ginzberg, Victoria. « Los que asesinaron en la ESMA ». *Página/12*, 22 décembre 2006.

Ginzberg, Victoria. « Actuarón con total impunidad ». *Página/12*, 12 juillet 2006.

« Godoy mandó descolgar un retrato de Massera ». Dans *Página/12*. [En ligne]. www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-35034-2004-05-07.html (Page consultée le 10 juillet 2008).

« Hallaron con vida al militante desaparecido en Escobar ». Dans *Clarín X*. [En ligne]. www.clarin.com/diario/2006/12/30/elpais/p-01336644.htm (Page consultée le 20 juillet 2008).

« Las siluetas astiguan al horror que se cometió » dans *Página/12*. [En ligne]. www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-44747-2004-12-12.html (Page consultée le 30 avril 2008).

« Massera volvió a Campo de Mayo ». Dans *Diario Hoy*. [En ligne]. pdf.diariohoy.net/2000/12/02/pdf/07.pdf. (Page consultée le 12 août 2008).

Memoria Abierta. « Historia de la ESMA ». Dans *Memoria Abierta*. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo3.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

Memoria Abierta. « Camino al museo ». Dans *Memoria Abierta*. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo2.php (Page consultée le 13 juillet 2008).

Memoria Abierta. « Jornadas « El museo que queremos ». Dans *Memoria Abierta*. [En ligne]. http://www.memoriaabierta.org.ar/camino_al_museo_jornadas.php (Page consultée le 30 juillet 2008).

Molas, Verónica. « Entrevista con la historiadora de arte Ana Longoni ». *La Voz del Interior*, 25 août 2005, p.8c.

Moore, Lucio Fernández. « Un relevamiento de la Secretaría de Derechos Humanos para las Naciones Unidas ». *Clarín*, 6 août 2008.

« Sobre el Nunca más al terrorismo de estado del gobierno argentino, y el PREDIO militar de campo de mayo ». Dans *Museo Che Guevara*. [En ligne]. museocheguevaraargentina.blogspot.com/2008/03/campo-de-mayo-en-buenos-aires-argentina.html (Page consultée le 20 mai 2008).

Veiras, Nora. « La historia detrás de la purga militar con que Kirchner estrena mandato », *Página/12*, 25 mai 2003.

« "Siluetazo" en la ESMA por justicia y desaparecidos ». Dans *El Día*, [En ligne]. <http://www.eldia.com.ar/ediciones/20041212/elpais5.asp> (Page consultée le 30 avril 2008).

Tagliaferro, Eduardo. « El cañoncito de Díaz Bessone » dans *Página/12*. [En ligne] <http://www.pagina12.com.ar/2000/00-01/00-01-23/pag11.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

« Yo llevo a Dios sobre mi hombro. Declaraciones de Massera ». *Página 12*, Buenos Aires, 27 juillet 1995.

Collection

Colección Puiggros. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

Monographies

Amnesty International. *Testimony on secret detention camps in Argentina*. 20 mars 1980.

Actis, Munú *et al.* *Ese infierno: Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*. Buenos Aires, Editorial Altamira, 2006.

Asociación Ex Detenidos Desaparecidos. Document *power point*. *Espacio para la Memoria* [cédérom]. Buenos Aires, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría Derechos Humanos, 2006, 1cédérom.

Asociación Madres de Plaza de Mayo. *Massera el genocida*. Buenos Aires, Editorial La Página, 1999.

Centro de Estudios Legales y Sociales. *Testimonio sobre el centro clandestino de detención de la Escuela de Mecánica de la Armada argentina (ESMA)*. Buenos Aires, Publicación del Centro de Estudios Legales y Sociales, 1984.

Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP). *Nunca Más : Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*. Buenos Aires, Eudeba, Editorial Universitaria de Buenos Aires, 2006.

Díaz Bessone, Ramón. *Guerra revolucionaria en la Argentina (1959-1978)*. Buenos Aires, Editorial Fraternal, 1986.

Díaz Bessone, Ramón. « Prefacio » dans *In Memoriam*, [En ligne]. <http://members.fortunecity.com/inmemoriam1/prefacio.htm> (Page consultée le 20 juillet 2008).

El Diario del Juicio. [dvd]. Buenos Aires, Archivo Digital, Archivo Nacional de la Memoria, Secretaría de Derechos Humanos, 2006, 1 dvd.

Etchecolatz, Miguel. *La Otra campana del Nunca Más*, Buenos Aires, 1988 (?).

Martí, Ana María, Milia de Pirlés, María Alicia et Sara Solarz de Osatinsky. *ESMA "Traslados". Testimonios de tres liberadas*. Ediciones Abuelas de Plaza de Mayo, Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas, Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora, Buenos Aires, 1995.

Scilingo, Adolfo. *¡Por siempre Nunca Más !* Buenos Aires, La Plata, 1996.

Verbitsky, Horacio. *El Vuelo*. Buenos Aires, Editorial Sudamericana, Editorial La Página, 2006.

Verbitsky, Horacio. *The Flight : Confessions of an Argentinian dirty warrior*. New York, The New Press, 1996.

Horacio Verbitsky, Rodolfo Walsh y la prensa clandestina, 1976-1978. Buenos Aires, Ediciones de la Urraca, 1985.

Vilariño, Raúl David. *Yo sequestré, maté y vi torturar en la ESMA*, Buenos Aires, La Semana, 1984.

Entrevues

Entrevue de Memoria Abierta avec Alfred Ayala, réalisée les 3 et 13 décembre 2002 dans les locaux de Memoria Abierta.

Entrevue de Pierre Lepage avec Pierre Nora. « Dossier La révolution des « Lieux de mémoire » : « Une histoire savante et populaire », *Le Monde*, Vendredi 5 février 1993, p.28.

Sites internet

Abuelas de Plaza de Mayo, [En ligne]. <http://www.abuelas.org.ar/> (Page consultée le 18 août 2008).

Archivo Nacional de la Memoria, [En ligne].
<http://www.derhuman.jus.gov.ar/anm/> (Page consultée le 20 août 2008).

Arte Una, [En ligne]. <http://www.arteuna.com/RRF/a-Ferrai.htm>. (Page consultée le 30 avril 2008).

Asociación Madres de Plaza de Mayo, [En ligne]. <http://www.madres.org>. (Page consultée le 10 août 2008)

Comisión Provincial por la Memoria, [En ligne].
www.comisionporlamemoria.org/ (Page consultée le 20 août 2008).

Escudo Nacional Argentino, [En ligne].
<http://www.sitiosargentina.com.ar/escudo.htm> (Page consultée le 12 août 2008).

Instituto Espacio para la Memoria, [En ligne].
<http://www.institutomemoria.org.ar/> (Page consultée le 20 août 2008).

Memoria Abierta, [En ligne]. <http://www.memoriaabierta.org.ar/> (Page consultée le 20 août 2008).

Films

Biraben, Gastón. *Cautiva*. Argentine, 2003.

Blaustein, David. *Cazadores de utopías*. Argentine, 1996.

Blaustein, David. *Botín de guerra*. Argentine, 2000.

Brecchis, Marco. *Garage Olimpo*. Argentine, 1999.

Carri, Albertina. *Los rubios*. Argentine, 2003.

Goobar, Walter et Magdalena Ruiz Guiñazu. *ESMA : el día del Juicio*. Argentine, 1998

Piñeyro, Marcelo. *Kamchatka*. Argentine, 2002.

Roque, María Ines. *Papá Iván*. Argentine, 2000.

Prividera, Nicolás. *M*. Argentine, 2007.

ÉTUDES

Monographies

Acuña, Carlos H. et Catalina Smulovitz. « Militares en la transición argentina : del gobierno a la subordinación constitucional » dans Carlos H. Acuña et al. *Juicio, Castigos y Memorias : Derechos humanos y justicia en la política argentina*. Buenos Aires, Nueva Visión, 1995, 19- 99.

Agüero, Felipe et Eric Hershberg. « Las Fuerzas Armadas y las memorias de la represión » dans Felipe Agüero et Eric Hershberg. *Memorias militares sobre la represión en el Cono Sur : visiones en disputa en dictadura y democracia*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2005, 1-34.

Andersen, Martin Edwin. *Dossier Secreto: Argentina's Desaparecidos and the Myth of the "Dirty War"*. Boulder, Westview Press, 1993.

Anderson, Benedict. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, Éditions de la Découverte, 2002.

Arditti, Rita. *Searching for life: The Grandmothers of the Plaza de Mayo and the Disappeared Children of Argentina*. Berkeley, CA, University of California Press, 1999.

Bilbija Ksenija, Jo Ellen Fair, Cynthia E. Milton et Leigh A. Payne, dir. *The Art of Truth-Telling about Authoritarian Rule*. Madison, University of Wisconsin Press, 2006.

Blaustein, Eduardo et Martín Zubieta. *Decíamos ayer. La prensa argentina bajo el Proceso*. Buenos Aires, Ediciones Colihue, 1998.

Brodsky, Marcelo. *Memoria en construcción : El debate sobre ESMA*. Buenos Aires, La Marca Editora, 2005.

Brodsky, Marcelo. *Nexo: Un ensayo fotográfico*. Buenos Aires, La Marca Editora, Centro Cultural Recoleta, 2001.

C. Wright, Thomas. *State Terrorism in Latin America : Chile, Argentina and International Human Rights*. Lanham, Rowman & Littlefield, 2007.

Calveiro, Pilar. *Poder y desaparición : Los campos de concentración en Argentina*. Colihue, Buenos Aires, 2006.

Ciancaglioni, Sergio et Martin Granovsky. *Nada más que la verdad: El juicio a las Juntas*. Buenos Aires, Planeta, Espejo de la Argentina, 1995.

Coombes, Annie E. *History after Apartheid: Visual Culture and Public Memory in a Democratic South Africa*. Durham, Duke University Press, 2003, 1-17.

Emilio Crenzel. *La historia política del Nunca Más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*. Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008.

Da Silva Catela, Ludmila. « Apagón en el Ingenio, escrache en el Museo. Tensiones y disputas entre memorias locales y memorias oficiales en torno a un episodio de la represión de 1976 » dans Ponciano del Pino et Elizabeth Jelin. *Luchas locales, comunidades e identidades*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2003, 63-106.

Deacon, Harriet. « Museums, Memorials, and Public Memory » dans Sarah Nuttal and Carli Coetzee. *Negotiating the Past : The Making of Memory in South Africa*. Cape Town, Oxford University Press, 1998, 161-179.

Feitlowitz, Marguerite. *A lexicon of Terror: Argentina and the legacies of torture*. New York; Oxford: Oxford Univ. Press, 1998.

Feld, Claudia. *Del estrado a la pantalla: Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2002.

Gandsman, Ari. *The spoils of war: accounting for the missing children of Argentina's "Dirty War"*. Mémoire de MA. (Anthropologie), Université McGill, 2001, 92 pages.

Hayner, Priscilla B. *Unspeakable truths: confronting state terror and atrocity*. New York, Routledge, 2001, 10-40.

Jelin, Elizabeth. « La política de la memoria : el movimiento de derechos humanos y la construcción democrática en la Argentina » dans Carlos Acuña et al. *Juicio Castigos y Memorias : Derechos humanos en la política argentina*. Buenos Aires, Nueva Visión, 1995.

Jelin, Elizabeth. *Los trabajos de la memoria*. Madrid, Siglo XXI de España Editores: Social Science Research Council, 2002.

Jelin, Elizabeth. *State repression and the labors of memory*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press, 2003.

Jelin, Elizabeth. « La conflictiva y nunca acabada mirada sobre el pasado » dans Marina Franco et Florencia Levín. *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*. Buenos Aires, Paidós, 2007, 307-340.

Jelin, Elizabeth et Susana G. Kaufman. « Layers of memories: Twenty years after in Argentina » dans T.G. Ashplant, Graham Dawson et Michael Roper. *The*

Politics of War Memory and Commemorations. Londres, New York, Routledge, 2000, 89-110.

Jelin, Elizabeth et Victoria Langland, dir. *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council 2003.

Jelin, Elizabeth et Victoria Langland. « Las marcas teritoriales como nexo entre pasado y presente » dans Jelin, Elizabeth et Victoria Langland, dir. *Monumentos, memoriales y marcas teritoriales*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2003, 1-18.

Kohut, David R. et al. *Historical Dictionary of the "Dirty Wars"*. Lanham, Scarecrow Press, 2003.

Koshar, Rudy. *From Monuments to Traces: Artifacts of German Memory. 1870-1990*. Berkeley, University of California Press, 2000, 1-14.

LaCapra, Dominick. « Introduction » et « History and Memory: In the Shadow of the Holocaust » dans *History and memory after Auschwitz*, Ithaca et Londres, Cornell University of Press, 1998, 1-42.

Lancha, Charles. *Histoire de l'Amérique hispanique de Bolívar à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 2003.

Lazzara, Micheal J. « Tres recorridos de Villa Grimaldi » dans Elizabeth Jelin et Victoria Langland, dir. *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council 2003, 127-147.

Longoni, Ana. « Traiciones. La figura del traidor (y la traidora) en los relatos acerca de los sobrevivientes de la represión » dans Elizabeth Jelin et Ana Longoni, dir. *Escrituras, imágenes y escenarios ante la represión*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2005, 203-240.

Lorenz, Federico. « ¿De quién es el 24 de marzo ? Las luchas por la memoria del golpe de 1976 » dans Elizabeth Jelin, dir. *Las conmemoraciones : las disputas en las fechas « in-felices »*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 2002, 53-100.

Marchesi, Aldo. « Vencedores vencidos : las respuestas militares frente a los informes « Nunca Más » en el cono sur » dans Eric Hershberg et Felipe Agüero, dir. *Memorias militares sobre la represión en el Cono Sur : visiones en disputa en dictadura y democracia*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Madrid, 2005, 175-207.

Martyniuk, Claudio. *ESMA Fenomenología de la desaparición*. Buenos Aires, Prometeo Libros, 2004.

McGee Deutsh, Sandra et Ronald H. Dolkart. « Introduction » dans *The Argentine Right: Its History and Intellectual Origins, 1910 to the Present*. Wilmington, Scholarly Resources Inc., 1993, xiii-xix.

McSherry, J. Patrice. *Incomplete Transition: Military Power and Democracy in Argentina*. New York, St. Martin's Press, 1997.

Modonesi, Massimo. « El bosque y los arboles. Reflexiones sobre el estudio del movimiento socialista y comunista en América Latina » dans Elvira Concheiro, Massimo Modonesi et Horacio Gutiérrez Crespo, dir. *El comunismo : Otras miradas desde América Latina*. UNAM, Mexico, 2007.

Nora, Pierre. « Entre Mémoire et Histoire: La Problématique des Lieux » dans *Les lieux de mémoire, Vol 1: La République*. Paris, 1984, 23-43.

Novaro, Marcos. *Historia de la Argentina contemporánea: de Perón a Kirchner*. Buenos Aires, Edhesa, 2006.

Oberti, Alejandra. « La memoria y sus sombras » dans Elizabeth Jelin et Susana G. Kaufman, dir. *Subjectividades y figuras de la memoria*. Madrid, Siglo XXI de España Editores, Social Science Research Council, 73-110.

Pollak, Michael. « Mémoire, oubli, silence » dans *Une identité blessée. Études de la sociologie et de l'histoire*. Paris, Métailié, 1993, 15-39.

Romero, Luis Alberto. *A History of Argentina in the Twentieth Century*. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica de Argentina, 2006.

Rosenberg, T. *The haunted land: facing Europe's ghosts after communism*. New York, Vintage Books, 1996, xi-xxiv.

Rouquié, Alain. *L'État militaire en Amérique latine*. Paris, Seuil, 1982.

Schoijet, Mauricio. *La crisis argentina : los movimientos sociales y la democracia representativa*. Plaza y Valdes, Madrid, 2005.

Stern, Steve J. *Remembering Pinochet's Chile: on the eve of London, 1998*. Durham, N.C., Duke University Press, 2004.

Taylor, Diana. *Disappearing acts: spectacles of gender and nationalism in Argentina's "dirty war"*. Durham, Duke University Press, 1997.

Todorov, Tzvetan. *Les abus de la mémoire*. Paris, Arléa, 1995.

Uriarte, Claudio. *Almirante Cero. Bibliografía no autorizada de Emilio Eduardo Massera*. Planeta Espejo de la Argentina, Buenos Aires, 1992.

Uriarte, Claudio. « Invierno en Convicción » dans Blaustein, Eduardo et Martín Zubieta. *Decíamos ayer. La prensa argentina bajo el Proceso*. Buenos Aires, Ediciones Colihue, 1998, 314-318.

Verbitsky, Horacio. *El Silencio*. Editorial Sudamericana, 2005.

Verbitsky, Horacio. *El Vuelo*. Buenos Aires, Editorial Sudamericana, Editorial La Página, 2006.

Verbitsky, Horacio. *The Flight: Confessions of an Argentine Dirty Warrior*. New York, New Press, 1996.

Wright, Thomas C. *State Terrorism in Latin América. Chile, Argentina, and International Human Rights*. Lanham, Rowman & Littlefield, 2007.

Young, James E. *At Memory's Edge: After-images of the Holocaust in Contemporary Art and Architecture*. New Haven, Yale University Press, 2000.

Young, James E. et Jewish Museum (New York). *The Art of Memory: Holocaust Memorials in History*. New York, Prestel, 1994.

Young, James. *The Texture of Memory*. New Haven and London, Yale University Press, 1993, 1-15.

Périodiques

Agüero, Felipe. « Dictatorship and Human Rights : The Politics of Memory », *Truth Commissions : State Terror, History, and Memory, Radical History Review*, no.97, Hiver 2007, 123-133.

Bickford, Louis. « Human Rights Archives and Research on Historical Memory: Argentina, Chile, and Uruguay ». *Latin American Research Review*, 35:2 (2000), 160-182.

Carnovale, Vera. « Memorias, espacio público y Estado: la construcción del Museo de la Memoria ». *Estudios AHILA de Historia Latinoamericana*, n.2 (nueva serie), Verveurt, 2006.

Franco, Marina. « Notas para una historia de la violencia en la Argentina : una mirada desde los discursos del período 1973-1976 ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Debates*, 2008, [En ligne], <http://nuevomundo.revues.org/index43062.html> (Page consultée le 24 mars 2009)

Grundlingh, Albert. « A Cultural Conundrum? Old Monuments and New Regimes: The Voortrekker Monument as Symbol of Afrikaner Power in a Postapartheid South Africa ». *Radical History Review*, no.81, 2001, 94-112.

Jelin, Elizabeth. « The Minefields of Memory ». *NACLA Report on the Americas*, 32:2 (Sept-Oct 1998), 23-29.

Jelin, Elizabeth. « The Politics of Memory: The Human Rights Movement and the Construction of Democracy in Argentina ». *Latin American Perspectives*, no.21, vol.2, Printemps 1994, 38-58.

Jelin, Elizabeth. « Les mouvements sociaux et le pouvoir judiciaire dans la lutte contre l'impunité ». *Mouvements*, no 47-48, avril-mai 2006, 82-91.

McSherry, J. Patrice. « Strategic Alliance : Menem and the Military-Security Forces in Argentina », *Latin American Perspectives*, Nov 1997, vol. 24, 63-92.

Meade, Teresa. « Holding the junta accountable: Chile's 'sitios de memoria' and the history of torture, disappearance, and death ». *Radical History Review*, no.79, Hiver 2001, 123-39.

Young, James. « Écrire le monument :site, mémoire, critique », *Annales ESC*, mai-juin 1993, no.3, 729-743.